

DU MONDE ENTIER

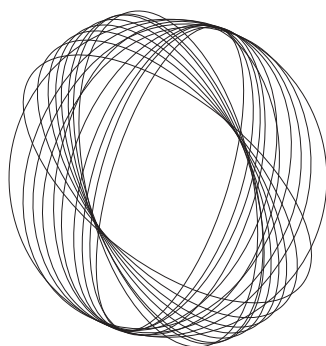
ARUNDHATI ROY

# MON CŒUR SÉDITIEUX

ESSAIS

TRADUIT DE L'ANGLAIS (INDE)

PAR IRÈNE MARGIT, JULIETTE BOURDIN,  
CLAUDE DEMANUELLI ET FRÉDÉRIC MAURIN



*nrf*

GALLIMARD

DE LA MÊME AUTRICE

*Aux Éditions Gallimard*

LE DIEU DES PETITS RIENS

LE COÛT DE LA VIE

BEN LADEN, SECRET DE FAMILLE DE L'AMÉRIQUE

L'ÉCRIVAIN-MILITANT

LA DÉMOCRATIE : NOTES DE CAMPAGNE

CAPITALISME : UNE HISTOIRE DE FANTÔMES

QUE DEVONS-NOUS AIMER ? À LA RENCONTRE D'EDWARD

SNOWDEN : ESSAIS ET CONVERSATIONS

LE MINISTÈRE DU BONHEUR SUPRÊME

*Du monde entier*



ARUNDHATI ROY

# MON CŒUR SÉDITIEUX

essais

*Traduit de l'anglais (Inde)  
par Irène Margit, Juliette Bourdin,  
Claude Demanuelli et Frédéric Maurin*

*nrf*

GALLIMARD

*Titre original :*

MY SEDITIOUS HEART

© Arundhati Roy, 2019.

© Éditions Gallimard, 2020, pour la traduction française.

# CARTE DE L'INDE



Cette carte n'est pas à l'échelle.





*Pour Vinod Mehta  
Je ne savais pas à quel point vous me  
manqueriez...*

Les mots, noms propres et expressions suivis de \* sont explicités dans le glossaire en fin de volume.

Les notes appelées par des chiffres sont d'Arundhati Roy et regroupées en fin de volume.

Toutes les notes signalées \* sont des traducteurs.

## AVANT-PROPOS

Au cours de l'hiver 1961, la population tribale de Kothie, petit hameau de l'État occidental du Gujarat, fut chassée de ses terres ancestrales comme si elle s'y était installée en intruse. Kothie se transforma rapidement en Kevadiya Colony, une agglomération austère d'habitations en béton destinées aux ingénieurs et aux bureaucrates du gouvernement qui, durant les décennies suivantes, devaient édifier le gigantesque barrage de Sardar Sarovar, haut de 138,68 mètres. C'était l'un des quatre formidables ouvrages, ajoutés à des milliers d'autres plus modestes, que le projet de développement de la vallée de la Narmada\* entendait édifier sur le système fluvial de la Narmada et de ses quarante et un affluents. Les habitants de Kothie s'en allèrent rejoindre les centaines de milliers d'évacués dont les terres et les maisons seraient submergées — cultivateurs, ouvriers agricoles, pêcheurs des plaines, indigènes tribaux habitant de longue date les collines — pour combattre ce qu'ils considéraient comme une destruction gratuite. Destruction, non seulement de leurs communautés et de leurs vies, mais du sol, de l'eau, des forêts, des poissons et des animaux sauvages — tout un écosystème, toute une civilisation riveraine. Le bien-être matériel des êtres humains n'a jamais été leur unique préoccupation.

Sous la bannière du Narmada Bachao Andolan [NBA, Mouvement pour le sauvetage de la Narmada], ils firent tout ce qui

était humainement et légalement possible dans le cadre de la Constitution indienne pour empêcher la construction des barrages. Ils furent frappés, incarcérés, insultés, traités d'agents « antinationaux » de l'étranger déterminés à saboter le « développement » de l'Inde. Ils se battirent contre le barrage Sardar Sarovar durant son édification, mètre après mètre, pendant des dizaines d'années. Ils entreprirent des grèves de la faim, saisirent la justice, marchèrent sur Delhi, protestèrent par des sit-in tandis que les eaux montantes du réservoir engloutissaient leurs champs et pénétraient dans leurs maisons. Et pourtant ils perdirent. Le gouvernement manqua à toutes les promesses qu'il leur avait faites. Le 17 septembre 2017, Narendra Modi\*, Premier ministre de l'Inde, inaugura le barrage Sardar Sarovar. C'était, le jour de ses soixante-sept ans, le cadeau d'anniversaire qu'il s'offrait.

Tout en allant à la défaite, les gens de la Narmada enseignaient au monde des leçons fondamentales d'écologie, d'équité, de préservation et de démocratie. Ils m'ont appris que nous devons nous rendre visibles même quand nous perdons et *quoi que* nous perdions — terre, moyens d'existence ou vision du monde. Et que nous devons empêcher les gouvernants de prétendre qu'ils ne connaissent pas les coûts et les conséquences de ce qu'ils font. Ils m'ont également appris les limites des méthodes constitutionnelles de résistance. « Pour le bien commun », deuxième essai de ce recueil, concerne la lutte historique qui s'est livrée dans la vallée de la Narmada. Bien que je l'aie écrit en 1999, il y a environ vingt ans, il représente encore, sous plusieurs aspects, le socle sur lequel repose une bonne partie de ma réflexion. Aujourd'hui, les critiques les plus acharnés du Narmada Bachao Andolan sont obligés d'admettre que le mouvement avait raison sur presque tous les points. Mais il est trop tard. Durant plusieurs décennies, le Sardar Sarovar a englouti pratiquement la totalité du budget de l'irrigation du Gujarat. Il n'a rien apporté qui ressemble de près ou de loin à ce que les planificateurs et les politiques avaient promis. Ses bénéficiaires étant ce qu'ils sont, ils n'ont pas non plus profité aux agriculteurs au nom desquels il avait été construit. À présent le barrage chevauche le fleuve qu'il a massacré, telle une bête sauvage étendue en travers de sa proie morte, et incapable de la manger. Un monument à la folie humaine.

On aurait pu penser que la leçon porterait ses fruits.

Le 31 octobre 2018, presque un an jour pour jour après l'inauguration du Sardar Sarovar, le Premier ministre se rendit de nouveau à Kevadiya Colony pour une autre inauguration, celle de la plus haute statue du monde, la statue de l'Unité. Ses 182 mètres de bronze représentent Sardar Vallabhbhai Patel\*, l'homme qui donne son nom au barrage. Combattant pour l'indépendance très populaire, premier vice-Premier ministre de l'Inde, Sardar Patel avait la réputation de cultiver la simplicité. Il n'y a pourtant rien de simple dans la statue de 430 millions de dollars érigée à sa mémoire. Elle surplombe un lac artificiel de 12 kilomètres carrés. Elle est constituée de 200 000 tonnes de béton armé, de 25 000 tonnes d'acier trempé, le tout plaqué de 1 700 tonnes de bronze<sup>1</sup>. Le savoir-faire indien n'étant pas à la hauteur d'une tâche aussi colossale, la statue fut forgée dans une fonderie chinoise, puis érigée par des ouvriers chinois sous supervision chinoise. Autant pour le nationalisme. La statue de l'Unité mesure environ quatre fois la hauteur de la statue de la Liberté et plus de six fois celle du Christ Rédempteur de Rio de Janeiro. Par ciel clair, on peut la voir à sept kilomètres de distance. La totalité du village de Kothie, eût-il encore existé, aurait tenu dans son gros orteil. Ses anciens résidents et leurs camarades de lutte sont probablement censés se sentir comme des moins que rien dans les orteils de la statue. Tout comme les écrivains qui prennent la plume pour en parler.

À 400 kilomètres au sud de la statue de l'Unité, dans Altamount Road, à Bombay, cité des bidonvilles les plus étendus d'Asie, se trouve Antilia, l'autre monument grandiose de l'Inde moderne. C'est la résidence privée la plus coûteuse qu'on ait jamais construite. Elle comporte vingt-sept étages, trois hélicoptères, neuf ascenseurs, des jardins suspendus et six étages de parking privé. C'est là qu'habite Mukesh Ambani\*, l'homme le plus riche de l'Inde et P-DG de Reliance Industries Ltd. (RIL)\*, la plus grande compagnie commerciale du pays, dont la valeur boursière se monte à quarante-sept milliards de dollars. La fortune personnelle de Mukesh Ambani, elle, est estimée à vingt milliards de dollars. Ses intérêts commerciaux à travers le monde englobent la pétrochimie, le pétrole, le gaz naturel, la distribution de produits alimentaires frais et un consortium de vingt-sept chaînes d'informations télévisuelles dans presque toutes les langues officielles du pays. Reliance Jio Infocomm

Ltd. est le plus vaste réseau de télécommunications de l'Inde, avec une base de 250 millions d'abonnés. L'Institut Jio, université privée de pointe que Reliance *envisage* d'ouvrir, mais qui n'*existe* pas encore, a d'ores et déjà pris place dans la liste officielle des six « institutions d'excellence », tant est grand le désir de plaire à Mukesh Ambani, le véritable dirigeant de l'Inde. En décembre 2018, toute la crème des superstars de Bollywood constitua la troupe de figurants qui dansèrent au mariage de sa fille — un événement à cent millions de dollars. Beyoncé se produisit. Hillary Clinton se déplaça pour féliciter le jeune couple. Le pays a dû connaître une pénurie provisoire de fleurs et de bijoux.

★

Je me surprends à penser aux essais de ce livre comme à des pièces de linge, à une lessive de pauvres gens pendue à travers le paysage entre ces deux monuments, interrompant les bulletins de bonnes nouvelles et gâchant la vue.

Ils ont été écrits sur une période de vingt ans durant lesquels l'Inde a changé plus rapidement qu'elle ne l'a jamais fait. L'ouverture des marchés indiens à la finance internationale a créé une nouvelle classe moyenne — un marché de millions de gens — et provoqué une ruée d'investisseurs avides de s'y implanter. Les médias internationaux, pour la plupart, se sont mis en quatre pour présenter la nouvelle destination mondiale de la finance sous l'éclairage le plus avantageux. Mais les nouvelles n'étaient assurément pas toutes bonnes. Le parc indien de milliardaires flambant neufs et ses nouveaux consommateurs étaient créés aux dépens inestimables de son environnement naturel et d'une classe inférieure encore plus vaste. En coulisses, loin des flonflons, les lois du travail étaient démantelées, les syndicats dissous. L'État se défaussait de ses responsabilités de fournir nourriture, éducation et soins de santé aux citoyens. Les capitaux publics étaient reversés au profit d'entreprises privées ; d'énormes projets d'infrastructure et d'exploitation minière chassaient de leurs terres des centaines de milliers de ruraux vers des villes qui ne voulaient pas d'eux. Les pauvres étaient en chute libre.

En même temps qu'il déverrouillait le marché protégé, et dans

l'optique de s'attirer le « vote des hindous », le gouvernement d'alors (entre les mains du Congrès qui, dans son CV, s'affirme libéral et séculariste) ouvrait une autre porte, celle d'une mosquée du XVI<sup>e</sup> siècle, la Babri Masjid\* d'Ayodhya, dont l'accès avait été interdit par les tribunaux en 1949 à la suite d'un litige entre hindous et musulmans qui revendiquaient, chacun de leur côté, la possession du terrain — les musulmans affirmant qu'il s'agissait d'un lieu de culte historique et les hindous, que c'était le lieu de naissance de Râma. L'ouverture de la mosquée Babri, soi-disant pour permettre aux hindous de prier sur le site, changea l'Inde à jamais. Le Congrès fut balayé. Les dirigeants du parti nationaliste Bharatiya Janata Party (BJP [parti nationaliste hindou])\* sillonnèrent le pays en tous sens pour orchestrer un déchaînement de frénésie religieuse. Le 6 décembre 1992, soutenus par le Vishwa Hindu Parishad\*, ils se réunirent à Ayodhya et, sous les yeux d'un pays en état de choc et d'un Premier ministre congressiste paralysé, exhortèrent une meute de 150 000 « volontaires » à déferler sur la bâtisse et à la détruire pierre par pierre.

La démolition de la mosquée et l'ouverture simultanée des marchés marquèrent le début d'une chorégraphie complexe entre la mondialisation de l'entreprise et un fondamentalisme religieux moyenâgeux. Il devint évident relativement tôt que, loin de constituer des forces antagonistes représentant respectivement l'ancienne et la nouvelle Inde, il s'agissait d'un couple d'amants se livrant à un rituel élaboré de séduction et de minauderies qui pouvait parfois être interprété à tort comme de l'hostilité.

Pour moi, personnellement, ce fut une époque d'étrange intranquillité. Tandis que j'assistais au déroulement de ce vaste drame, ma situation matérielle semblait avoir été touchée par une baguette magique. *Le Dieu des Petits Riens*, mon premier roman, avait remporté un prix littéraire international très convoité. Je me retrouvais au premier rang d'une liste d'élus personnifiant l'Inde nouvelle, assurée, favorable au marché, qui prenait enfin place à la table des grands. C'était flatteur, en un sens, mais aussi très déconcertant. Tandis que je voyais des gens poussés à la misère, il se vendait des millions d'exemplaires de mon livre. Mon compte en banque était florissant. L'argent, à aussi grande échelle, me désorientait. Que signifiait, à une époque comme celle-ci, le fait d'être écrivain ?

Alors que je réfléchissais à cette question, je me mis à écrire, presque sans l'avoir voulu, épisode après épisode, l'histoire longue, déroutante et étonnamment violente du rituel de séduction de ces amants insolites, du sillage de destructions qu'ils laissaient derrière eux. Ainsi que des personnes remarquables qui se dressaient pour leur résister.

Suivant la première parution de chacun de ces essais, les contrecoups — sous forme d'enquêtes à mon sujet, de notifications judiciaires, d'assignations à comparaître et même d'une peine de prison symbolique — furent souvent si épuisants que plus d'une fois je décidai de ne plus jamais en écrire d'autres. Pourtant, presque tous ceux qui suivirent — autant de promesses à moi-même trahies — m'emportèrent dans des explorations toujours plus profondes de mondes qui ont enrichi ma compréhension et rendu plus complexe ma vision des temps dans lesquels nous vivons. Ils m'ont ouvert l'accès à des endroits secrets où peu de gens sont admis, ils m'ont conduite au cœur même des insurrections, dans des lieux de douleur, de rage et d'irrévérence féroce. C'est au cours de ces voyages que j'ai rencontré mes plus chers amis et mes amours les plus intenses. Ce sont eux, mes véritables bénéficiaires d'auteur, ma plus grande récompense.

Bien que les écrivains avancent souvent seuls, la majeure partie de ce que j'ai écrit émanait du cœur d'une foule. Je n'ai jamais cherché à produire un commentaire neutre ni à observer les choses en spectatrice. Mes essais n'ont été qu'un cours d'eau qui se jetait dans les rapides furieux, les flots immenses sur lesquels j'écrivais. Ils sont ma contribution à notre refus collectif de nous effacer avec docilité.

Quand mes éditeurs ont suggéré d'en publier une compilation en un seul volume, nous avons longuement réfléchi à la meilleure façon de procéder. Devions-nous les ordonner de façon thématique ? Pouvions-nous les regrouper sous plusieurs intitulés pertinents ? Nous avons bientôt compris que c'était impossible car, même si la plupart des essais concernent des sujets ou des événements spécifiques — arme nucléaire, barrages, privatisation, caste, classe, guerre, impérialisme, colonialisme, capitalisme, militarisme, frappes terroristes, massacres soutenus par le gouvernement et montée du nationalisme hindou —, ils touchent également à la façon dont ces thèmes sont liés et se



nourrissent les uns des autres. Nous avons décidé qu'il valait mieux les arranger par ordre chronologique de première parution. Je n'ai mis à jour aucun d'eux, mais le (probablement rare) lecteur déterminé qui les lira à la suite verra qu'ils s'actualisent plus ou moins mutuellement. Comme ils ont tous été publiés indépendamment, souvent à plusieurs mois, voire années, d'intervalle, j'ai fréquemment dû mentionner de nouveau les faits ou répéter certaines parties d'histoires. Qu'on me pardonne d'avoir conservé ces passages.

Ce que j'aurais aimé pouvoir faire pour les lecteurs de cet ouvrage, c'est recréer l'atmosphère générale dans laquelle chacun de ces textes a été publié. Ils ont été écrits quand un espace politique d'un certain type se refermait, quand un faux consensus était diffusé à tout vent, quand je ne pouvais plus supporter la propagande incessante et la pure méchanceté des brimades imposées aux gens vulnérables par des médias de plus en plus nettement asservis aux entreprises et par leurs commentateurs toujours plus étroitement associés aux intérêts du privé. Le plus souvent, j'écrivais parce qu'il devenait plus facile de le faire que de supporter le bourdonnement irrité et persistant de mon propre silence. J'écrivais aussi pour reprendre le contrôle de la langue. Parce qu'il m'était pénible de voir tous ces mots déployés dans un emploi contraire à ce qu'ils veulent dire (« approfondissement de la démocratie » signifie destruction de la démocratie ; par « égalité des chances », entendez « pente vertigineuse » ; « marché libre » désigne un marché truqué ; et sous les termes « émancipation des femmes », c'est leur sabotage, de toutes les manières possibles, qui se joue).

J'ai écrit ces essais parce que j'ai vu que leur rédaction poserait un défi à mes compétences d'écrivain. J'étais jusqu'alors l'auteur de scénarios et d'un roman. Qui parlaient d'amour et de perte, d'enfance, de caste, de violence, de familles — éternelles préoccupations des écrivains et des poètes. Pouvais-je m'exprimer de façon aussi convaincante sur *l'irrigation* ? la salinisation des sols ? l'écoulement des eaux ? les barrages ? la programmation des cultures ? le coût à l'unité de l'électricité ? la loi ? les choses qui affectent la vie des gens ordinaires ? Étais-je capable de changer ces sujets en littérature ? Je m'y suis essayée.

Mes partenaires indéfectibles dans cette entreprise ont été N. Ram, alors rédacteur en chef de *Frontline*, et feu Vinod

Mehta, rédacteur en chef d'*Outlook*, deux des meilleurs magazines d'information de grande diffusion en Inde, à l'époque. Presque chaque essai de cet ouvrage a été publié par l'un d'eux ou par eux deux. Quoi que j'aie pu écrire, en matière de contenu ou de longueur, Mehta n'a jamais tiqué. Ni quand j'étais coupante et directe à propos d'un Premier ministre en exercice, ni quand j'exprimais une opinion proscrite sur le plus litigieux de tous les sujets : l'occupation militaire du Cachemire par l'Inde. Vers la fin de sa carrière de rédacteur en chef, il a consacré toute une édition d'*Outlook* à « En marche avec les camarades », mon compte rendu des semaines que j'ai passées avec les guérilleros maoïstes dans les forêts du Bastar\*. Notre pacte tacite était qu'il publierait tout ce que j'écrivais et que je ne me plaindrais jamais des insultes — des pages entières — qu'il publiait avec délectation dans le courrier des lecteurs des éditions suivantes de l'hebdomadaire (le premier avatar du *trolling*). Parfois, les vitupérations devançaient même les articles, imaginant par anticipation ce que j'allais écrire. J'ai appris à les arborer comme une distinction honorifique.

Le premier essai de ce livre, « La fin de l'imagination », était une réponse à la série d'essais nucléaires effectuée en 1998 par le gouvernement de coalition dirigé par le BJP. La façon dont ils avaient été annoncés et l'enthousiasme avec lequel ils ont été accueillis — y compris par des universitaires, des rédacteurs, des artistes, des libéraux et des nationalistes sécularistes — ont fait le lit d'une dangereuse rhétorique d'un genre nouveau à l'usage du public : celui du nationalisme majoritaire agressif, aujourd'hui cautionné officiellement par le gouvernement lui-même. Ma réaction d'horreur devant la possibilité que se concrétise la menace de guerre nucléaire entre l'Inde et le Pakistan n'avait d'égale que mon chagrin en pensant à l'effet qu'aurait ce nouveau langage hideux sur nos imaginations, sur notre idée de nous-mêmes. Avec le recul, aujourd'hui, je constate que les essais nucléaires ont considérablement agrandi toutes les fissures et les failles d'une administration politique déjà fracturée et divisée.

Le 11 septembre 2001, les attentats, puis la « guerre contre la terreur » livrée par les États-Unis ont apporté une quantité d'eau fort opportune au moulin des fascistes du monde entier. La marée montante du nationalisme hindou (*Hindutva*\*) s'est

empresée d'exploiter le vigoureux courant international d'islamophobie qui s'est engouffré dans son sillage. Quelques semaines à peine après le 11 septembre, au Gujarat, le BJP a remplacé au pied levé son Ministre en chef par un novice non élu, Narendra Modi. Il avait été durant plusieurs années activiste dans les rangs du Rashtriya Swayamsevak Sangh (RSS)\*, la guilde culturelle nationaliste hindoue qui exigeait depuis longtemps la dissolution de la Constitution indienne et la reconnaissance de l'Inde comme une nation hindoue. Quatre mois après son intronisation, en février 2002, dans la foulée de l'incendie mystérieux d'un wagon dans lequel cinquante-neuf pèlerins hindous moururent brûlés vifs, le Gujarat connut un pogrom antimusulman\* au cours duquel deux mille personnes furent massacrées en public par des meutes de vigiles hindous. Modi annonça alors des élections législatives, qu'il remporta. Lors d'une réunion officielle d'industriels indiens qui se tint au Gujarat peu après le pogrom, plusieurs grosses têtes de l'entreprise, parmi lesquelles Mukesh Ambani, déclarèrent leur enthousiasme et leur soutien à la candidature de Modi au poste de Premier ministre de l'Inde. En 2014, après la campagne électorale la plus onéreuse que l'Inde ait jamais connue et un autre massacre orchestré à Muzaffarnagar, en Uttar Pradesh, le joker du RSS devint Premier ministre de l'Inde, avec une énorme majorité au Parlement.

Le RSS, navire mère de l'Hindutva, a été fondé en 1925. C'est l'organisation politique indienne la plus puissante à ce jour. Il possède des milliers de branches locales et des centaines de milliers de « volontaires » dévoués à travers le pays. Ses membres sont à présent en place dans presque toutes les institutions. Il a pénétré l'armée, les services de renseignement, la magistrature, le personnel enseignant des grandes écoles et des universités, les banques. Les institutions qui forment ce que les Turcs appellent « l'État profond » sont soit entièrement passées sous son contrôle, soit lourdement influencées par lui. L'Inde d'aujourd'hui est un pays où l'on assassine de sang-froid écrivains et intellectuels, et des bandes de lyncheurs qui frappent régulièrement à mort des musulmans écument cités et villages en toute impunité. L'idéologie du RSS, variante spécifiquement indienne du fascisme, transcende les cycles d'élections et continuera à représenter une menace existentielle pour la trame du pays, quel que soit le parti politique au pouvoir.

Écrire sur la coalescence du néolibéralisme et du nationalisme hindou en Inde, c'était relever une sorte de défi. M'exprimer sur l'impérialisme états-unien dans la foulée des attentats du 11 septembre et des invasions états-uniennes de l'Irak et de l'Afghanistan fut une autre paire de manches. Lorsque j'ai publié « Ben Laden, secret de famille de l'Amérique », « Guerre est paix » et « Guide de l'Empire à l'usage des personnes ordinaires », je m'attendais à voir brûlée en autodafé dans les rues une bonne proportion du million d'exemplaires du *Dieu des Petits Riens* qui s'était vendu comme des petits pains aux États-Unis. J'avais suivi ce qui était arrivé à Susan Sontag et, de fait, à presque tous ceux qui exprimaient un point de vue différent de ceux de l'establishment. Certes, un exemplaire de mon roman m'a été retourné, accompagné d'un message frémissant de colère, mais il n'y eut pas d'autodafés. Lorsque je me rendis aux États-Unis pour parler au Lensic Theater de Santa Fe, au Nouveau-Mexique, à l'occasion du premier anniversaire du 11 Septembre (« Voici venu septembre »), puis à Riverside Church, New York, peu après l'invasion de l'Irak (« Démocratie impériale, mélange minute (deux pour le prix d'un) »), j'ai d'abord été terrifiée, puis transportée par les foules qui s'étaient déplacées. Elles ne représentaient pas l'opinion de la majorité. Certes non. Et pourtant, elles existaient. Elles étaient venues, en dépit de l'atmosphère méphitique de nationalisme agressif à laquelle nous avons tous dû nous confronter à cette époque-là. (Qui peut oublier le célèbre « Si vous n'êtes pas avec nous, vous êtes avec les terroristes ! », ce george-w.-bushisme qui avait alors force de loi ?) C'était une bonne leçon de pensée séditieuse. J'ai appris à ne jamais confondre un pays, la politique de son gouvernement et ses habitants, mais à penser à partir des principes premiers, antérieurs à l'existence de l'État-nation.

L'essai le plus long de cet ouvrage, « Le docteur et le saint », concerne le débat entre le Dr B. R. Ambedkar\* et Mohandas Gandhi\*, les deux figures de l'Inde les plus emblématiques. Il a d'abord été publié en introduction à une édition annotée de *Annihilation of Caste* (« Annihilation de la caste »), le texte légendaire et virulent écrit par Ambedkar en 1936. La caste, cet antique cloisonnement social institutionnalisé perpétuant l'inégalité, continue d'être le moteur qui fait tourner l'Inde moderne, et le débat Ambedkar-Gandhi est un des sujets actuels les plus

litigieux. Tandis que les mouvements *dalit*\* gagnent en importance, Ambedkar, plus que quiconque, vivant ou mort, occupe une place centrale dans la politique indienne contemporaine. Il devrait être lu, écouté et étudié dans toute sa complexité. Quant aux paroles et aux actes de Gandhi, concernant notamment la caste, la classe, la race et le genre, ils mériteraient d'être scrutés de très près. « Le docteur et le saint » est probablement, de tous ceux que j'aurai écrits dans ma vie, le texte qui s'approche le plus d'un article fouillé de chercheur, densément annoté.

Les deux derniers de ce recueil, « Prestidigitation à l'indienne : un tour de haut viol » (parties I et II), sont en fait les premiers essais que j'ai écrits, en 1994, bien avant la publication du *Dieu des Petits Riens*. Nous avons décidé de les intégrer sous forme d'annexes parce que leur thématique est légèrement différente. Ils concernent le film à succès *Bandit Queen* [*La reine des bandits*] qui se targue d'être la véritable histoire de Phoolan Devi, dont le gang fit la loi dans la vallée du Chambal durant plusieurs années sans se faire prendre. Phoolan finit par se rendre volontairement et purgea une peine de prison. Le film m'indigna parce qu'il s'était emparé de l'histoire d'une femme extraordinaire pour faire d'elle une personne dénuée de volonté, à la vie entièrement modelée par les hommes et ce qu'ils lui avaient fait subir. Dans son enrobage bavard de fausses préoccupations féministes, le film faisait de la plus célèbre brigande indienne de l'histoire sa plus célèbre victime de viol.

J'ai vu *Bandit Queen* à la projection de la première, à laquelle Phoolan Devi n'avait pas été invitée. « Elle crée trop de problèmes », répondit un des producteurs quand je m'en étonnai auprès de lui. J'allai lui rendre visite après avoir lu les journaux du lendemain matin. Ils rapportaient sa colère contre le réalisateur, qu'elle n'avait pas autorisé à tourner les scènes explicites dans lesquelles elle était violée. Les montrer à des salles entières de spectateurs masculins égrillards, disait-elle, lui donnait l'impression d'être violée de nouveau. Dans ses journaux de prison, sur lesquels le film prétendait se fonder, elle n'avait fait que des allusions très elliptiques au viol. Et je me demandai comment on pouvait autoriser quiconque à mettre en scène le viol d'une femme vivante sans son consentement.

Lorsque la véritable Phoolan Devi s'avisa de parler, on assista à un spectacle extraordinaire : les mêmes personnes qui avaient

porté le film aux nues étaient prêtes à se retourner contre elle, la rejetant comme une extorqueuse avide et immorale. Comment aurait-on pu croire ce qu'elle disait ? N'était-elle pas, après tout, une brigande, une femme immorale — et de « basse caste », aussi ? Vingt-cinq ans se sont écoulés depuis l'écriture de ces textes, et ma colère n'a pas diminué d'un iota.

Le 25 juillet 2001, des tueurs masqués abattirent Phoolan Devi devant chez elle, à Delhi. Je n'entends pas affirmer ici qu'elle a été tuée à cause du film. Mais elle a été tuée de la façon dont je le redoutais. Comme je l'écrivais alors : « Le film *Bandit Queen* met sérieusement en danger la vie de Phoolan Devi. Il émet des jugements qui devraient être prononcés dans des tribunaux et non dans des salles de cinéma. Les fils qui relient la Vérité aux Demi-Vérités et aux Mensonges pourraient très vite se transformer en nœud coulant autour du cou de Phoolan Devi. Ou en balle dans la tête. Ou en couteau dans le dos. »

Oui, #SheToo.

★

Ce livre de promesses trahies est mis sous presse à peu près au moment où prend fin une époque que nous pensons comprendre. Les guerres gratuites et l'avidité largement approuvée du capitalisme ont compromis la vie de la planète et l'ont peuplée de réfugiés. Ce système a fait plus de mal à la Terre dans les cent dernières années que les millénaires innombrables qui l'ont précédé. Au cours des trois dernières décennies, avec l'augmentation exponentielle des ravages, on a changé d'échelle. Le WWF rapporte que la population de vertébrés — mammifères, oiseaux, poissons, amphibiens et reptiles — a décliné de 60 % dans les quarante années qui viennent de s'écouler. Nous nous sommes condamnés à une ère de catastrophes soudaines — incendies et tempêtes inhabituelles, séismes, inondations. Pour nous guider à travers ce dérèglement, nous avons la main ferme des nouveaux impérialistes de la Chine, des suprémacistes blancs de la Maison-Blanche et des néonazis bienveillants des rues de l'Europe.

En Inde, des fascistes hindous défilent pour exiger un temple grandiose là où se tenait la mosquée qu'ils ont démolie. Les agriculteurs plongés dans les dettes jusqu'au cou manifestent pour leur survie. Les sans-emploi manifestent pour trouver un travail.

Plus de temples ? Facile. Mais plus d'emplois ?

Comme nous le savons, l'âge de l'Intelligence artificielle fond sur nous. Le travail humain sera bientôt en grande partie redondant. Les hommes et les femmes consommeront. Beaucoup d'entre eux, cependant, ne seront pas amenés à participer à l'activité économique (ni à être rétribués pour ce faire).

Dès lors, deux questions s'imposent à nous : qui ou qu'est-ce qui gouvernera le monde ? Et qu'advient-il de tant de personnes en surplus ? Les trente prochaines années ne ressembleront en rien à ce que notre espèce a jamais connu. Pour nous y préparer, pour nous fournir les outils avec lesquels penser l'impensable, les idées anciennes, qu'elles soient issues de la gauche, de la droite ou de n'importe quel point intermédiaire du spectre, ne nous seront d'aucun secours.

Nous aurons besoin d'algorithmes pour nous montrer comment confisquer le pouvoir à nos rois inertes, stupides, devenus fous.

D'ici là, cher lecteur, je te laisse en compagnie de... mon cœur séditieux.

Arundhati Roy

Décembre 2018





## LA FIN DE L'IMAGINATION

« Le désert a tremblé, nous a informés (nous, son peuple) le gouvernement indien.

— La montagne tout entière a blanchi », a répondu le gouvernement pakistanais.

« L'après-midi, le vent s'était tu sur Pokhran. À 15 h 45, le minuteur déclencha les trois engins. Entre deux cents et trois cents mètres sous terre, la chaleur atteignit quelque chose comme un million de degrés centigrades — température que ne connaît guère que le soleil. Instantanément, des rochers pesant plus de mille tonnes, une sorte de mini-montagne en sous-sol, furent réduits en poussière... les ondes de choc de l'explosion commencèrent à soulever de plusieurs mètres une bande de terre de la taille d'un terrain de football. Devant ce spectacle, un scientifique s'est écrié : "Maintenant, je crois enfin aux histoires du Seigneur Krishna soulevant une colline." » *India Today*<sup>1</sup>.

Mai 1998. L'événement sera consigné dans les livres d'histoire, à condition, bien entendu, que nous ayons encore des livres d'histoire pour l'accueillir. À condition, bien entendu, que nous ayons encore un avenir. Que peut-on bien avoir de neuf ou d'original à dire à propos des armes nucléaires ? Il n'y a rien de plus humiliant pour un auteur de fiction que de devoir

---

*Première publication dans Outlook et Frontline, 27 juillet 1998.*

*Traduit de l'anglais par Claude Demanueli dans L'écrivain-militant, Éditions Gallimard, 2003.*

apporter sa contribution à un débat qui, au fil des ans, a déjà été maintes fois examiné par d'autres, en d'autres lieux, et ce avec éloquence, passion et compétence.

Je suis pourtant prête à ramper. À m'humilier avec abjection, parce que, dans les circonstances actuelles, le silence serait intolérable. Alors, que ceux qui, parmi vous, sont prêts à m'accompagner choisissent leur rôle, endossent leurs costumes poussiéreux, et nous déclamerons ensemble nos tirades rebattues dans cette mauvaise farce. Gardons-nous pourtant d'oublier l'importance de l'enjeu. Gardons-nous de la lassitude et de la honte, car elles pourraient bien signifier notre fin. Celle de nos enfants et des enfants de nos enfants. De tout ce que nous chérissons. Il nous faut aller chercher au fond de nous-mêmes la force de penser. De lutter.

Une fois de plus, nous sommes terriblement en retard — pas seulement d'un point de vue scientifique et technologique (en dépit des cocoricos officiels), mais, de manière beaucoup plus pertinente, dans notre incapacité à saisir la véritable nature des armes nucléaires. Notre compréhension du Musée des Horreurs est désespérément obsolète. Voici que nous tous autant que nous sommes, Indiens et Pakistanais, discutons de détails politiques, de finasseries en matière de politique étrangère, nous comportant comme si nos gouvernements venaient tout juste de mettre au point une nouvelle bombe, un peu plus grosse que les précédentes, une sorte d'énorme grenade avec laquelle ils projeteraient d'anéantir l'ennemi (autrement dit de s'anéantir l'un l'autre) tout en nous protégeant de tout danger. Nous ferions n'importe quoi pour y croire. Quels sujets merveilleux, coopératifs, bien élevés et crédules nous sommes devenus ! Le reste de l'humanité (oui, oui, je sais, *je sais*, mais laissons-les de côté pour le moment. Ils n'ont plus voix au chapitre depuis longtemps), le reste du reste de l'humanité ne nous pardonnera peut-être pas, mais en fonction de qui modèle ses points de vue, il est possible qu'il ne sache pas, ce reste du reste de l'humanité, quel peuple fatigué, abattu et déchiré nous sommes. Peut-être qu'il ne comprend pas à quel point nous avons besoin d'un miracle, et ce dans les plus brefs délais. À quel point nous aspirons à un peu de magie.

Si seulement, *si seulement*, la guerre nucléaire n'était qu'une guerre comme les autres, si seulement il s'agissait des enjeux

habituels — nations et territoires, dieux et histoires. Si seulement ceux d'entre nous qu'elle terrorise n'étaient que des lâches, indignes, trop dénués de sens moral pour défendre leurs valeurs au prix de leur vie. Si seulement la guerre nucléaire était ce genre de guerre dans laquelle des pays se battent contre des pays et des hommes contre des hommes. Mais non ! S'il doit y avoir une guerre nucléaire, nos ennemis ne seront pas la Chine ou les États-Unis ou même nos voisins. Non, notre ennemi, ce sera la Terre elle-même. Les éléments — le ciel, l'air, la terre, le vent et l'eau — se retourneront contre nous. Et leur colère sera terrible.

Nos villes et nos forêts, nos champs et nos villages brûleront pendant des jours. Les fleuves seront empoisonnés. L'air s'enflammera, et le vent propagera les flammes. Quand tout aura brûlé et que les feux se seront éteints s'élèvera une épaisse fumée qui cachera le soleil. Les ténèbres couvriront la terre. Le jour disparaîtra au profit d'une nuit interminable. Les températures tomberont bien en dessous de zéro, et l'hiver nucléaire s'installera. L'eau se transformera en une glace toxique. Les retombées radioactives s'infiltreront dans le sol et contamineront les nappes phréatiques. Tous les organismes vivants, animaux et végétaux, poissons et oiseaux, mourront. Seuls les rats et les cafards pululeront, se multiplieront et se battront avec les humains encore vivants pour le peu de nourriture encore disponible.

Que ferons-nous alors, du moins ceux d'entre nous qui auront survécu ? Brûlés, aveugles, chauves et malades, portant dans nos bras les corps de nos enfants rongés par le cancer, où irons-nous ? Que mangerons-nous ? Que boirons-nous ? Que respirerons-nous ?

Le directeur du département Santé, Environnement et Sécurité du Centre de recherches atomiques Bhabha à Bombay a la réponse. Dans une interview publiée dans le *Pioneer* du 24 avril 1998, il a déclaré que l'Inde pourrait survivre à une guerre nucléaire à condition d'adopter les mesures de sécurité préconisées par les scientifiques en cas d'accident dans les usines nucléaires<sup>2</sup>.

Il faudra prendre des comprimés iodés, suggère-t-il, mais aussi rester à l'intérieur, ne consommer que de l'eau et de la nourriture préalablement stockées et éviter le lait. Il conviendra de donner du lait en poudre aux bébés. « Les gens qui se trouvent

dans la zone contaminée devront immédiatement descendre au rez-de-chaussée, si possible au sous-sol. »

Que faire quand on est confronté à de telles inepties ? Que faire quand vous vous retrouvez enfermé dans un asile dont tous les médecins sont cinglés ?

Ne faites pas attention, va-t-on vous dire, elle n'y connaît rien. Ce n'est jamais qu'une romancière, ce n'est jamais qu'hyperbole de prophète d'apocalypse. Jamais nous n'en arriverons là. Il n'y aura pas de guerre, un point c'est tout. Les armes nucléaires sont des armes de paix, et non de guerre. « Dissuasion », tel est le mot d'ordre de ceux qui aiment à s'imaginer en faucons. (Les beaux oiseaux que voilà, soit dit en passant. Calmes. Élégants. De vrais prédateurs. Il n'en restera pas beaucoup après la guerre nucléaire, et c'est dommage. « Extinction », voilà un mot auquel il va falloir qu'on s'habitue.) La dissuasion, c'est une vieille thèse que l'on a ressortie pour l'accommoder au goût du jour. C'est à elle que l'on a attribué tout le mérite d'avoir empêché la guerre froide de se transformer en Troisième Guerre mondiale. Le seul fait incontournable à propos de la Troisième Guerre mondiale, c'est que s'il doit y en avoir une, elle viendra après la deuxième. En d'autres termes, il n'existe pas de plan préétabli. Ce qui veut dire aussi que nous avons encore le temps. Par ailleurs, le jeu de mots\* est peut-être lourd de sens. Certes, la guerre froide est terminée, mais ne nous laissons pas abuser par ces dix ans d'accalmie des rodomontades nucléaires. Ce n'était qu'une cruelle plaisanterie. Une rémission. Le mal n'a pas été traité en profondeur. Après tout, qu'est-ce que dix ans dans l'histoire de l'humanité ? La voilà qui resurgit, cette maladie. Et qui se répand plus vite que jamais, et résiste plus que jamais à tous les traitements imaginables. Non, croyez-moi, la théorie de la dissuasion présente de gros défauts.

Le premier, c'est qu'elle présuppose une compréhension totale et techniquement élaborée de la psychologie de votre ennemi. Elle part du principe que ce qui vous dissuade, vous, de l'utiliser (la peur de l'anéantissement), l'en dissuadera lui aussi. Qu'en est-il de ceux pour qui pareille peur n'est nullement dissuasive ? La mentalité kamikaze — l'école « Quant à mourir, mourons

\* *The Third World War* [« la Troisième Guerre mondiale »] peut se lire aussi comme « la Guerre du tiers-monde ».

ensemble » — est-elle vraiment si rare ? Est-il besoin de rappeler comment est mort Rajiv Gandhi ?

Quoi qu'il en soit, que recouvre le « vous » et que recouvre l'« ennemi » ? Dans un cas comme dans l'autre, des gouvernements, rien d'autre. Et les gouvernements changent. Ils portent un masque derrière leur masque. Ils muent et se métamorphosent sans cesse. Prenons l'exemple de celui que nous avons à l'heure actuelle : il ne dispose même pas de suffisamment de sièges pour tenir jusqu'à la fin de son mandat, mais il exige que nous lui fassions confiance quand il s'agit d'exécuter quelques pirouettes et de faire joujou avec des bombes, alors qu'il a bien du mal à conserver une petite majorité au Parlement.

Le deuxième gros défaut de la dissuasion est qu'elle a pour préalable la peur. Or, la peur a elle-même pour préalable la connaissance — celle de l'étendue et de l'importance exactes des dégâts que causerait une guerre nucléaire. La bombe atomique n'a pas pour attribut occulte et inhérent d'inspirer automatiquement la peur, donc de préserver la paix. Préserver la paix, c'est en l'occurrence l'œuvre de ceux qui, obstinément, inlassablement, ont le courage de dénoncer ouvertement la bombe ; ce sont les marches, les manifestations, les films, la simple indignation qui ont évité, ou peut-être seulement différé, la guerre nucléaire. La dissuasion sera sans effet dans nos deux pays, tant y est lourd le poids de l'ignorance et de l'analphabétisme. (Il n'y a qu'à songer au VHP [Vishwa Hindu Parishad, parti religieux fanatique]\* qui voulait répartir le sable radioactif du désert de Pohkran sur tout le territoire indien en guise de nourriture sacrée. Pour permettre la prolifération des cancers ?) La Théorie de la Dissuasion n'est rien d'autre qu'une plaisanterie dangereuse dans un monde où tout ce que l'on trouve à vous prescrire en matière de prévention contre les radiations nucléaires, ce sont des comprimés iodés.

L'Inde et le Pakistan ont aujourd'hui leur bombe atomique, et cela ne leur pose aucun problème. Bientôt, ce sera le tour d'autres pays : Israël, l'Iran, l'Irak, l'Arabie saoudite, la Norvège, le Népal (j'essaie d'être aussi éclectique que possible), le Danemark, l'Allemagne, le Bhoutan, le Mexique, le Liban, le Sri Lanka, la Birmanie, la Bosnie, Singapour, la Corée du Nord, la Suède, la Corée du Sud, le Vietnam, Cuba, l'Afghanistan, l'Ouzbékistan... eh oui, pourquoi pas ? Pas un pays au monde

qui n'ait une bonne raison à avancer. Qui n'ait de frontières et de croyances à protéger. Et quand tous nos garde-manger regorgeront de bombes rutilantes et que nos ventres seront vides (car la dissuasion a l'appétit dévorant d'un fauve), il ne nous restera plus qu'à troquer nos bombes contre de la nourriture. Et quand la technologie nucléaire tombera dans le domaine public, quand elle sera réellement compétitive et que les prix chuteront, ce ne seront plus seulement les gouvernements mais tous ceux qui seront en mesure de se l'offrir qui pourront se constituer leur petit arsenal personnel : hommes d'affaires, terroristes, peut-être même, à l'occasion, l'écrivain qui aura fait fortune (moi, par exemple). Notre planète sera hérissée de splendides missiles, et un nouvel ordre mondial s'instaurera. La dictature de l'élite pro-nucléaire. Nous nous amuserons à nous menacer les uns les autres. Ce sera comme le saut à l'élastique quand on n'est pas sûr de la corde. Ou bien comme de passer son temps à jouer à la roulette russe. Et que dire du petit frisson supplémentaire que nous procurera l'idée de ne pas savoir qui croire, ni quoi ?

Nous sommes à la merci du premier charlatan venu en quête de carte verte qui apparaîtra à l'Ouest prêt à colporter des rumeurs d'attaques de missiles imminentes. Nous sommes bien capables de nous réjouir à la perspective de devenir les otages de n'importe quel provocateur, de n'importe quel alarmiste (et plus il y en aura, mieux cela vaudra), s'ils doivent nous fournir un prétexte pour fabriquer de nouvelles bombes. Vous voyez, même sans guerre, nous avons de quoi nous occuper.

Mais arrêtons-nous un instant, histoire d'exprimer notre reconnaissance à qui la mérite. Qui devons-nous remercier pour tant de bienfaits ?

Eh bien, ceux qui sont à l'origine de tout cela. Les Maîtres de l'Univers. J'ai nommé, mesdames et messieurs, les États-Unis d'Amérique ! Allons, messieurs, levez-vous et saluez. Soyez mille fois remerciés de ce beau cadeau que vous avez fait au monde. Merci de vous être ainsi distingués. Merci de nous avoir montré le chemin. Merci d'avoir modifié jusqu'au sens de la vie.

Désormais, ce n'est plus la mort qui doit nous faire peur, mais la vie.

La suprême bêtise, c'est de croire que les armes nucléaires ne sont dangereuses que si l'on s'en sert. Le seul fait qu'elles

existent, leur seule présence dans nos vies, cause bien plus de dégâts que nous le soupçonnons. Les armes nucléaires influent sur notre mode de pensée. Règlent nos comportements. Gouvernent nos sociétés. Modèlent nos rêves. Elles se fichent au fond de notre cerveau comme des crocs de boucher. Elles répandent la folie. Elles sont pires que les pires colonisateurs, plus blanches qu'aucun Blanc ayant jamais vécu jusqu'ici. Elles sont la blancheur même.

Tout ce que je peux dire à chaque homme, chaque femme, chaque enfant, ici en Inde, mais aussi de l'autre côté de la frontière, au Pakistan, c'est de prendre la chose à cœur, de la prendre au sérieux, de la traiter comme une affaire personnelle. Qui que vous soyez — hindou, musulman, citadin, paysan —, peu importe. La guerre nucléaire a au moins ceci de bon : c'est l'idée la plus égalitaire que l'homme ait jamais eue depuis que le monde est monde. Le jour du jugement, on ne vous demandera pas de vous présenter avec vos certificats de bonne conduite, et il n'y aura aucune discrimination dans l'anéantissement. La bombe n'est pas dans votre jardin, elle est dans votre corps. Et dans le mien. Personne, je dis bien personne, ni pays, ni gouvernement, ni homme, ni dieu, n'a le droit de la placer là. Nous sommes déjà tous radioactifs, alors même que la guerre n'a pas commencé. Alors, levez-vous et faites entendre votre voix. Qu'importe si c'est pour dire ce qui a déjà été dit par d'autres. Faites-en *vo*tre affaire.

## LA BOMBE ET MOI

Au début du mois de mai (autrement dit avant la bombe), je suis partie de chez moi pour trois semaines. Je pensais revenir. J'en avais la ferme intention. Mais les choses n'ont pas vraiment tourné comme je l'avais escompté.

Au cours de mes pérégrinations, j'ai rencontré une amie à moi que j'ai toujours appréciée pour son aptitude, entre autres, à combiner une profonde affection avec un franc-parler qui confine parfois à la brutalité.

« J'ai beaucoup pensé à toi, m'a-t-elle dit, au *Dieu des Petits Riens* — au contenant, au contenu, à ce que le livre dit, veut dire, essaie de dire... »

Elle s'est tue un instant. J'étais mal à l'aise et je n'étais pas sûre d'avoir envie d'entendre la suite. Elle, en revanche, était bien décidée à parler. « Cette dernière année — que dis-je, ces derniers mois —, tu as connu l'excès en tout : gloire, argent, prix, adulation, critiques, condamnation, ridicule, amour, haine, colère, envie, générosité. D'une certaine manière, c'est une histoire parfaite. Parfaitement baroque dans ses excès. L'ennui, c'est qu'elle a, ou qu'elle ne peut avoir, qu'une seule fin, parfaite elle aussi. » Ses yeux, posés sur moi, me pénétraient jusqu'aux entrailles. Elle savait que je savais ce qu'elle allait me dire. Elle était comme possédée.

Elle allait me dire que rien de ce qui pourrait m'arriver à l'avenir n'atteindrait jamais pareille intensité. Que le reste de ma vie allait inévitablement me laisser un goût d'inachevé. Et par conséquent, que la seule fin parfaite que l'on pouvait imaginer à l'histoire, à mon histoire, c'était la mort. *Ma mort.*

Cette idée m'était venue à moi aussi. Évidemment. Et je me disais que cet éclat, ce tourbillon — les lumières dans mes yeux, les applaudissements, les fleurs, les photographes, les journalistes qui faisaient semblant de s'intéresser à ma vie (sans parvenir à s'en faire une idée un tant soit peu claire), les hommes en costume en train de me faire des ronds de jambe, les salles de bains rutilantes des hôtels et leurs piles de serviettes —, j'avais peu de chances de les connaître à nouveau. Allaient-ils me manquer ? En étais-je au point où je ne pourrais plus vivre sans ? Étais-je désormais une accro de la célébrité ? Allais-je connaître les symptômes de l'état de manque ?

Plus j'y pensais, plus il m'apparaissait que si la notoriété était appelée à devenir mon quotidien, elle finirait par me tuer. Par me terrasser, à coups de bonnes manières et d'hygiène. Loin de moi l'idée de donner à penser que je n'ai pas apprécié cette heure de gloire. Mais si j'en ai joui intensément, c'est justement parce que c'était l'affaire d'un moment. Parce que je savais (ou croyais savoir) que je pourrais rentrer chez moi dès que j'en aurais assez et en rire tout mon soûl. Et vieillir et devenir totalement irresponsable. Manger des mangues au clair de lune. Peut-être même écrire un ou deux livres ratés — des livres à échec — pour voir à quoi ça ressemblait. J'ai parcouru le monde en long, en large et en travers pendant un an, mais l'idée ne m'a jamais quittée qu'un jour je rentrerais chez moi pour retrouver



la vie qui était la mienne. Contrairement à toutes les prévisions — on me voyait déjà en train d'émigrer —, c'est à ce puits-là que je me ressourçais. C'est là que je me désaltérais. Que je puisais ma force.

J'ai dit à mon amie que l'histoire parfaite, ça n'existait pas. Je lui ai dit que, en tout état de cause, cette façon qu'elle avait de voir les choses était superficielle, et peu fondée cette idée selon laquelle une personne voyait la courbe de son bonheur, ou disons de son accomplissement, atteindre un sommet (pour inévitablement redescendre ensuite) en raison d'une rencontre accidentelle avec le « succès ». C'était présupposer de manière bien peu imaginative que gloire et richesse constituent la trame obligatoire de tous les rêves.

« Tu as vécu trop longtemps à New York, lui ai-je dit. Il existe d'autres mondes. D'autres rêves. Des rêves dans lesquels l'échec a sa place. Où il est honorable et vaut parfois qu'on le recherche. Des mondes dans lesquels la renommée n'est pas la seule aune à laquelle juger l'excellence ou la valeur d'un individu. Je connais et suis capable d'apprécier des tas de guerriers, des tas de militants qui ont bien plus de valeur que moi, qui partent au combat tous les matins, sachant par avance que l'échec les attend. Certes, leur "réussite", au sens le plus commun du terme, est moindre, mais cela ne signifie pas qu'ils ont échoué sur le plan humain.

« Le seul rêve qui vaille, lui ai-je dit, c'est de rêver que l'on vivra tant que l'on sera en vie et que l'on ne mourra que quand on sera mort. » (Prescience de ma part ? Peut-être.)

« Qu'est-ce que tu entends au juste par là ? » (Les sourcils en accent circonflexe, l'air un peu irrité.)

J'ai essayé de m'expliquer, sans grand succès. J'ai parfois besoin d'écrire pour penser clairement. Et c'est ce que j'ai fait, sur une serviette en papier, que je lui ai donnée. Voici ce que j'ai écrit : *Aimer. Être aimé. Ne jamais perdre de vue sa propre insignifiance. Ne jamais s'habituer à la violence sans bornes ni aux flagrantes disparités du monde où nous vivons. Chercher la joie dans les endroits les plus tristes. Traquer le beau dans sa tanière. Ne jamais simplifier ce qui est compliqué ni compliquer ce qui est simple. Respecter la force, mais surtout pas le pouvoir. Par-dessus tout, être aux aguets. Essayer de comprendre. Ne jamais détourner les yeux. Et ne jamais, surtout, ne jamais oublier.*

Je la connais depuis des années, cette amie. Elle aussi est architecte.

Elle a fait la moue. Mon petit message sur serviette en papier n'a pas semblé la convaincre. Je n'ai eu aucun mal à voir que, d'un point de vue purement structurel, si l'on s'en tenait à la stricte symétrie narrative, et aussi parce qu'elle m'aime profondément, son enthousiasme devant mon succès était si authentique, si généreux qu'il faisait contrepoids à l'horreur (anticipée) qu'elle ressentait à l'idée de me voir mourir. J'ai compris que ça ne m'était pas adressé personnellement. Juste une vision d'ensemble.

Quoi qu'il en soit, quinze jours après cette conversation, je suis rentrée en Inde. Chez moi. Du moins c'est ce que je crois, ou plutôt ce que je croyais. Quelque chose était bel et bien mort, mais ce n'était pas moi. C'était quelque chose d'infiniment plus précieux. Un monde, malade depuis longtemps déjà, qui avait fini par expirer. Qui est même incinéré à l'heure qu'il est. L'air s'est chargé de laideur, et la brise transporte la puanteur, reconnaissable entre toutes, du fascisme.

Jour après jour, à la une des journaux, à la radio, dans les débats télévisés, et même (c'est à n'y pas croire) sur MTV, des gens à l'instinct desquels on pensait pouvoir se fier — écrivains, peintres, journalistes — franchissent allègrement le pas. L'effroi me gagne au fur et à mesure que les leçons du quotidien me font prendre une conscience douloureuse de la vérité profonde contenue dans les livres d'histoire, vérité selon laquelle le fascisme est autant une affaire d'individus que de gouvernements. Qu'il commence à la maison. Dans le salon. Dans la chambre à coucher. Au lit. « Une explosion d'amour-propre », « Le chemin de la renaissance », « Un moment d'orgueil », tels ont été les gros titres de la presse dans les jours qui ont suivi les essais nucléaires<sup>3</sup>. « Nous avons prouvé que nous n'étions plus des eunuques », a déclaré M. Thackeray du Shiv Sena<sup>4</sup>. (Qui a jamais dit que nous en étions ? Certes, bon nombre d'entre nous sont des femmes, mais, autant que je sache, ce n'est pas la même chose.) À la lecture des journaux, il était parfois difficile de savoir si l'on faisait allusion au Viagra (qui arrivait bon second dans la lutte pour la une) ou si l'on parlait de la bombe : « Nous jouissons d'une force et d'une puissance supérieures. » (Déclaration de notre ministre de la Défense après les essais nucléaires au Pakistan<sup>5</sup>.)

« Il ne s'agit pas seulement de tester la bombe, il s'agit aussi de tester le nationalisme », nous a-t-on répété à satiété.

On ne cesse d'enfoncer le clou : la bombe, c'est l'Inde. L'Inde, c'est la bombe. Mieux, l'Inde hindoue. Par conséquent, sachez-le bien, toute déclaration antibombe n'est pas seulement antinationale, elle est aussi antihindoue. (Bien entendu, au Pakistan, la bombe est islamique. En dehors de cette différence, d'un point de vue politique, les discours sont les mêmes.) C'est là une des retombées inattendues de la possession de l'arme atomique. Non seulement le gouvernement peut en faire usage pour menacer l'Ennemi, il peut aussi l'utiliser pour déclarer la guerre à son propre peuple. C'est-à-dire nous.

En 1975, un an après que l'Inde eut mis le doigt dans l'engrenage nucléaire, Mme Gandhi instaurait l'état d'urgence. Mais, plus de vingt ans après, que nous apportera 1999 ? On parle de mettre sur pied des cellules spéciales chargées de contrôler les activités antinationales. On parle d'amender les lois régissant la télévision câblée histoire d'interdire les chaînes susceptibles de « faire du tort à la culture nationale » (*The Indian Express* du 3 juillet)<sup>6</sup>. De rayer certaines églises de la liste officielle des lieux de culte parce que l'« on y sert du vin » (nouvelle publiée dans *The Indian Express* du 3 juillet et dans le *Times of India* du 4, puis démentie par la suite)<sup>7</sup>. Des artistes, des écrivains, des acteurs et des chanteurs sont harcelés et font l'objet de menaces (auxquelles ils finissent par céder). De la part non seulement de gangs organisés mais d'organismes gouvernementaux. Et ce jusque devant les tribunaux. Des articles et des lettres circulent sur Internet : interprétations fantaisistes des prédictions de Nostradamus, ils annoncent l'émergence prochaine d'une nation hindoue toute-puissante et conquérante, d'une Inde qui renaîtrait de ses cendres pour « se dresser contre ses anciens oppresseurs et les anéantir jusqu'au dernier ». On nous assure que le « début de cette terrible vengeance (qui balayera tous les musulmans) adviendra dans le septième mois de 1999 ». Peut-être est-ce l'œuvre d'un paranoïaque isolé ou d'une poignée d'illuminés. Mais le problème c'est qu'avec la bombe de telles prédictions semblent tout à coup réalisables. Mieux, c'est elle qui contribue à les faire naître. Elle donne aux gens une idée totalement fautive, et fatale, de leur propre pouvoir. C'est ce qui est en train d'arriver chez nous. J'aimerais pouvoir dire « lentement

mais sûrement », mais c'est impossible. Pour la bonne raison que les choses bougent à une vitesse inquiétante.

Vous trouvez sans doute à mon histoire des accents étrangement familiers. Ne serait-ce pas parce que la réalité a tendance à s'effriter sous vos yeux pour se fondre imperceptiblement dans les images muettes en noir et blanc de quelque vieux film : scènes de gens qu'on arrache à leur univers pour les rassembler et les expédier dans des camps ? Scènes de massacres, de destruction, de files interminables de réfugiés en route pour nulle part ? Et pourquoi n'y a-t-il pas de bande-son ? Pourquoi est-ce qu'un tel silence pèse sur la salle ? Ai-je vu trop de films ? Suis-je folle ? Ai-je, au contraire, raison ? Ces images seraient-elles l'aboutissement inévitable de ce que nous avons nous-mêmes déclenché ? Se pourrait-il que notre avenir se précipite à la rencontre de notre passé ? Sincèrement, je le crois. À moins, bien sûr, qu'une guerre nucléaire ne règle les choses une bonne fois pour toutes.

Quand j'ai dit à mes amis que j'écrivais cet article, ils m'ont mise en garde. « Vas-y, continue, m'ont-ils dit. Mais fais attention, ne t'expose pas trop. Veille à ce que tes papiers soient en ordre. À ce que tes impôts soient payés. »

Pour être en ordre, mes papiers le sont, et mes impôts payés. Mais comment faire, dans un pareil climat, pour ne pas s'exposer ? Tout le monde est vulnérable. Un accident est si vite arrivé. Il n'y a de sécurité que dans l'assentiment. Tout en écrivant, je ne peux m'empêcher d'avoir un mauvais pressentiment. Dans ce pays, j'ai vraiment découvert ce que signifiait être aimé, pour un écrivain (et, jusqu'à un certain point, également, être haï). L'an dernier, j'ai été l'un des fleurons de la revue de fin d'année *Nos illustres concitoyens*. Figuraient également au palmarès, à mon grand regret, un fabricant de bombes et une reine de beauté de renommée internationale. Chaque fois que quelqu'un, tout sourire, m'arrêtait dans la rue pour me dire : « L'Inde est fière de vous » (faisant allusion au prix littéraire que j'avais remporté et non au livre que j'avais écrit), j'étais légèrement mal à l'aise. À l'époque, j'étais effrayée par une telle attitude, aujourd'hui, je suis terrorisée, parce que je sais avec quelle facilité cet élan, cette vague d'émotion peut se retourner contre moi. L'heure a peut-être déjà sonné, d'ailleurs. Mais j'ai bien l'intention de me soustraire à la lumière des lampions, et de dire ce que j'ai sur le cœur.

Voilà :

Si ne pas accepter d'avoir une bombe atomique greffée sur le cerveau est antihindou et antinational, alors effectivement, je fais sécession. Je déclare, par la présente, mon indépendance et me constitue en petite république ambulante. Je suis citoyenne du monde. Je n'ai ni territoire ni drapeau. Je suis une femme, mais je n'ai rien contre les eunuques. Ma ligne politique est on ne peut plus simple : je suis prête à signer n'importe quel traité de non-prolifération des armes nucléaires ou d'interdiction des essais. Les immigrants sont les bienvenus. Les bienvenus aussi, ceux qui m'aideront à imaginer un drapeau.

Mon univers est mort. Si j'écris, c'est pour pleurer sa fin.

C'était, je ne prétends pas dire le contraire, un univers très imparfait. À peine viable. Blessé, mutilé. Un univers que j'ai toujours été la première à critiquer, mais uniquement parce que je l'aimais. Il ne méritait pas de mourir. Il ne méritait pas d'être démembré. Pardonnez ce sentimentalisme un peu ringard, mais que suis-je censée faire de mon désespoir ?

Je l'aimais, ce monde, tout simplement parce qu'il permettait à l'homme de choisir. C'était un rocher battu par la tempête au milieu de la mer. Un rai de lumière qui s'obstinait à signaler l'existence d'un mode de vie différent. Il représentait une option possible, un rêve réalisable. Tout cela a été balayé par nos essais nucléaires. La manière dont on a procédé à ces essais, l'euphorie avec laquelle ils ont été accueillis (chez nous) sont indéfendables. Pour moi, ils signifient la fin de l'imagination. Autrement dit, la fin de la liberté, puisque, somme toute, être libre, c'est pouvoir choisir.

Le 15 août de l'an dernier, nous célébrions le cinquantième anniversaire de notre indépendance. En mai prochain, nous pourrions célébrer le premier anniversaire de notre esclavage nucléaire.

Pourquoi ont-ils fait cela ?

Par opportunisme politique, voilà la réponse parfaitement cynique qui s'impose, sauf qu'elle ne fait que soulever une autre question, encore plus fondamentale : pourquoi était-ce politiquement opportun ?

Les trois Raisons officielles qui ont été données sont, dans l'ordre : la Chine, le Pakistan et la dénonciation de l'Hypocrisie occidentale.

Si on les prend au pied de la lettre et qu'on les examine séparément, elles apparaissent quelque peu déroutantes. Loin de moi l'idée de prétendre qu'il ne s'agit pas là de problèmes majeurs. Mais disons qu'ils ne sont pas nouveaux. Le seul fait nouveau sur un horizon déjà ancien, c'est le gouvernement indien. Dans la lettre effroyablement cavalière qu'il a adressée au président des États-Unis (pourquoi se donner la peine d'écrire si c'est pour écrire de cette façon ?), notre Premier ministre déclare qu'un « environnement dont la sécurité se dégrade de jour en jour » justifie la décision indienne de poursuivre ses essais nucléaires. Il continue en faisant allusion à la guerre avec la Chine de 1962 et « aux trois agressions que nous avons subies ces cinquante dernières années de la part du Pakistan. Ces dix dernières années nous avons été victimes d'un terrorisme et d'une propagande tous azimuts en provenance de ce pays... surtout dans le Jammu-et-Cachemire<sup>8</sup> ».

La guerre avec la Chine est vieille de trente-cinq ans. À moins que l'on nous ait caché un secret d'État absolument vital, les choses paraissent aller plutôt mieux de ce côté-là. Quelques jours à peine avant les essais nucléaires, le général Fu Quanyou, chef d'état-major de l'Armée de Libération du Peuple chinois, était l'invité de notre chef des Armées. À aucun moment, il n'a été question de guerre.

La guerre la plus récente avec le Pakistan s'est déroulée il y a vingt-sept ans. Le Cachemire est incontestablement une zone toujours sensible, et il ne fait aucun doute que le Pakistan se fait un plaisir d'attiser le feu. Mais ce feu, il faut bien que quelqu'un l'ait d'abord allumé, et qu'il ait été prêt à prendre. Or, si le gouvernement indien veut être un tant soit peu honnête avec lui-même, peut-il raisonnablement s'absoudre de toute responsabilité dans les dissensions qui déchirent le Cachemire ? Le Cachemire, mais aussi l'Assam, le Tripura, le Nagaland — pour tout dire, pratiquement la totalité du nord-est du pays —, le Jharkhand, l'Uttarakhand et les régions où le conflit peut s'étendre. Ce ne sont là que les symptômes d'un malaise plus profond. Qu'on ne dissipe pas en pointant des missiles nucléaires en direction du Pakistan.

Même le problème du Pakistan ne saurait être résolu de cette manière. Si nous sommes des pays distincts, nous n'en partageons pas moins le ciel, les vents et l'eau. L'emplacement des

retombées radioactives dépendra de la direction du vent et de la pluie. Lahore et Amritsar sont à moins de cinquante kilomètres l'une de l'autre. Si nous bombardons Lahore, c'est aussi le Panjab qui brûlera. Si nous bombardons Karachi — alors le Gujarat et le Rajasthan, peut-être même Bombay, brûleront. Toute guerre nucléaire avec le Pakistan ne peut que se retourner contre nous.

Quant à la dénonciation de l'Hypocrisie occidentale (troisième Raison officielle), n'a-t-on pas déjà fait le nécessaire dans ce domaine ? Qui sur terre nourrit encore quelque illusion à ce sujet ? Voilà des gens dont l'histoire est teintée du sang des autres. Colonialisme, apartheid, esclavage, purification ethnique, guerre bactériologique, armes chimiques — c'est à eux que l'on doit tout cela. Ils ont pillé des pays, effacé des civilisations, exterminé des populations entières. Ils se tiennent sur la scène du monde nus comme des vers mais pas le moins du monde embarrassés, parce qu'ils savent qu'ils ont plus d'argent, plus de nourriture et des bombes plus grosses que n'importe qui d'autre. Ils savent qu'ils peuvent nous balayer de la surface de la terre en moins de vingt-quatre heures. Davantage que de l'hypocrisie, je dirais que c'est du cynisme pur et simple.

Nous avons, nous, moins d'argent, moins de nourriture et des bombes plus petites. Mais nous avons, ou plutôt nous avons, toutes sortes d'autres richesses. Superbes, inquantifiables. Ce que nous en avons fait est à l'opposé de ce que nous croyons en avoir fait. Nous les avons tout simplement mises en gage. Nous les avons troquées. En échange de quoi ? De la possibilité d'un contrat avec ceux-là mêmes que nous prétendons mépriser. À l'échelle mondiale, nous avons accepté de jouer leur jeu et, qui plus est, de le jouer à leur façon. Nous avons accepté leurs clauses et leurs conditions sans broncher. Le CTBT\* n'est rien en comparaison.

Tout bien pesé, je pense qu'il n'est que juste de dire que les hypocrites, c'est nous. C'est nous qui avons abandonné une position dont on pouvait démontrer que, d'un point de vue moral, elle était viable et défendable : *nous disposons de la technologie nécessaire pour fabriquer la bombe si nous le voulons, mais nous ne le ferons pas. Nous ne sommes pas partisans du nucléaire.*

\* *Comprehensive Test Ban Treaty*, que l'Inde a refusé de signer en 1998.

C'est nous qui faisons entendre maintenant ces piailleries pour être admis dans le club des superpuissances. (Si nous sommes effectivement admis, nous allons sans nul doute nous empresser de reclaquer la porte derrière nous, faisant bon marché de tous nos grands principes de lutte contre toute forme de discrimination dans l'ordre mondial.) Que l'Inde aspire au statut de superpuissance est à peu près aussi ridicule que si elle demandait à disputer la phase finale de la Coupe du Monde sous prétexte qu'elle a un ballon de football. Peu importe que nous ne soyons pas qualifiés, que nous ne jouions pas beaucoup au foot ou que nous n'ayons même pas d'équipe nationale.

Puisque nous avons choisi d'entrer dans l'arène, il serait peut-être bon que nous apprenions les règles du jeu.

Règle numéro un : reconnaître les Maîtres. Qui sont les meilleurs joueurs ? Ceux qui ont le plus d'argent, le plus de nourriture, le plus de bombes.

Règle numéro deux : se situer par rapport à Eux, autrement dit, dresser un bilan honnête de sa position et de ses capacités. Le bilan honnête (et chiffré) que nous pourrions dresser de nous-mêmes est le suivant :

Nous sommes un pays de près d'un milliard d'habitants. En termes de développement, nous arrivons au 138<sup>e</sup> rang dans la liste des 175 pays répertoriés dans le Human Development Index de l'ONU<sup>9</sup>. Plus de 400 millions d'entre nous sont analphabètes et vivent dans un dénuement total, plus de 600 millions ne disposent pas de l'hygiène la plus élémentaire et plus de 200 millions n'ont pas d'eau véritablement potable.

Pour en revenir aux trois Raisons officielles, je dirai que, prises séparément, elles ne tiennent pas vraiment la route. Pourtant, si on les prend en bloc, on finit par y discerner une logique plus ou moins tortueuse. Laquelle a plus à voir avec nous, simples citoyens, qu'avec nos gouvernants.

Les mots clés de la lettre de notre Premier ministre au président des États-Unis étaient « subir » et « victimes ». À eux seuls, ils résument l'essentiel : nous avons absolument besoin de nous considérer comme des victimes. De nous sentir assiégés. De nous inventer des ennemis. Nous avons si peu le sentiment de constituer une véritable nation que nous sommes sans arrêt à la recherche d'adversaires qui nous permettraient de nous définir. La sagesse politique voudrait que pour empêcher l'État de s'ef-



fondrer, nous disposions d'une cause nationale, or, en dehors de notre monnaie (et bien entendu de notre pauvreté, de notre analphabétisme et de nos élections), nous n'en avons aucune. Le voilà, le cœur du problème. Voilà ce qui nous a conduits à la bombe. Cette quête désespérée d'une identité et d'un statut. Si nous voulons nous en sortir, nous avons besoin de quelques réponses honnêtes à des questions plutôt inconfortables. Non pas, encore une fois, que ces questions n'aient pas déjà été posées. Simplement nous préférons marmonner les réponses entre nos dents en espérant que personne ne nous entendra.

Existe-t-il quelque chose qui ressemble de près ou de loin à une identité indienne ?

En avons-nous vraiment besoin ?

À qui réserver le titre d'Indien authentique ?

L'Inde est-elle indienne ?

La question est-elle si importante ?

Y a-t-il eu ou non une civilisation unique susceptible d'être appelée « Civilisation indienne » ? L'Inde a-t-elle jamais été ou sera-t-elle jamais une entité culturelle cohérente ? La réponse est non si vous privilégiez les différences entre les cultures de ceux qui vivent depuis des siècles dans ce sous-continent, oui, si vous vous attachez aux ressemblances. L'Inde, en tant qu'État-nation de l'ère moderne, a reçu des frontières géographiques précises, comme toutes les frontières de ce genre, en vertu d'un décret du Parlement britannique datant de 1899. Notre pays, tel que nous le connaissons, a été forgé sur l'enclume de l'Empire britannique pour des raisons purement commerciales et administratives qui n'avaient rien à voir avec les sentiments. Mais dès sa naissance, il a entrepris de lutter contre ses créateurs. Alors, la question de savoir si l'Inde est indienne est pour le moins ardue. Disons que nous sommes un peuple très ancien qui essaie d'apprendre à vivre dans une nation récente.

Ce qui reste vrai néanmoins, c'est que l'Inde est un État artificiel, créé par un gouvernement, et non par un peuple. Un État créé d'en haut, et non d'en bas. La grande majorité des citoyens indiens d'aujourd'hui seraient incapables d'en tracer les frontières sur une carte, de dire quelle langue on parle dans telle ou telle région ni quel culte on y pratique. La plupart sont trop pauvres et trop incultes pour avoir la moindre idée de l'étendue et de la complexité de leur propre pays. Les populations

majoritaires des campagnes, pauvres et sans la moindre instruction, ne s'identifient absolument pas à l'État. Pourquoi le feraient-elles, comment pourraient-elles le faire, alors même qu'elles ignorent de quoi il retourne ? Pour nos paysans, l'Inde se résume, au mieux, à un slogan tapageur qui ressort régulièrement en périodes d'élection. Ou à un cortège de gens sur une chaîne de télévision gouvernementale, qui portent des costumes régionaux et entonnent les premières mesures de l'hymne national.

Les seules personnes qui ont un intérêt vital (peut-être serait-il plus juste de parler d'intérêt financier) à voir s'affirmer une identité nationale unique, lucide et cohérente, sont les hommes politiques qui constituent nos partis nationaux. Inutile d'aller en chercher très loin la raison : c'est tout bonnement parce que leur objectif, leur plan de carrière, se résume à incarner cette identité. À s'identifier à cette identité. Et si celle-ci n'existe pas, il ne leur reste qu'à la fabriquer et à persuader les gens de voter pour elle. Ce n'est pas vraiment leur faute. C'est dans la nature des choses, dans celle de notre système de gouvernement centralisé. Il s'agit là d'un vice congénital, propre au type de démocratie qui est le nôtre. Plus le nombre d'analphabètes est grand, plus pauvre le pays et plus corrompus les politiques, plus simplistes sont les notions de ce que devrait être cette identité. Dans une telle situation, l'analphabétisme n'est pas seulement regrettable, il devient franchement dangereux. Toutefois, pour être tout à fait honnête, bricoler pour l'Inde une « identité nationale » viable et prédiégérée serait un formidable défi, même pour les plus sages et les plus imaginatifs. Tout citoyen indien peut, s'il le souhaite, revendiquer son appartenance à une minorité. Si l'on cherche les fissures, on s'aperçoit qu'elles courent en tous sens, verticalement, horizontalement, circulairement, elles sont aussi bien en strates qu'en spirales, elles vont aussi bien de l'extérieur vers l'intérieur qu'en sens inverse. Les feux, quand on les allume, se propagent le long de n'importe laquelle de ces failles et libèrent d'incroyables quantités d'énergie politique. Un peu à la manière de ce qui se passe dans la fission de l'atome.

C'est cette énergie-là que Gandhi\* avait cherché à exploiter quand il avait frotté la lampe magique et invité Ram et Rahim à entrer dans l'arène politique et à participer à la guerre d'indépendance contre les Britanniques. C'était un combat magni-

fique, subtil et imaginatif, dont l'objectif était cependant simple et lucide et la cible tout à fait repérable, facile à identifier et parée de l'attrait de la transgression politique. Étant donné les circonstances du moment, canaliser cette énergie dans une même direction ne souleva aucune difficulté. Le problème, c'est que les circonstances sont aujourd'hui radicalement différentes et que le génie est sorti de la lampe et refuse d'y rentrer. (On pourrait l'y faire rentrer, mais personne n'en a vraiment envie, pour la raison qu'il a trop bien démontré son utilité.) Certes, il nous a obtenu la liberté, mais il nous a aussi coûté le carnage de la Partition. Aujourd'hui, dans les mains d'hommes d'État de moindre envergure, il vient de nous apporter la Bombe atomique hindoue.

Soyons justes : Gandhi et les autres leaders du mouvement national manquaient de recul et ne pouvaient pas prévoir quelles seraient les répercussions à long terme de leur stratégie. Ils ne pouvaient pas savoir que la situation échapperait très rapidement à tout contrôle. Ils ne pouvaient pas deviner ce qui se passerait quand ils transmettraient leurs torches enflammées à leurs successeurs, ni à quel point les mains de ces derniers seraient vénales.

C'est avec Indira Gandhi qu'a véritablement commencé la dégringolade. C'est elle qui a fait du génie un invité permanent de l'État. Elle qui a injecté le poison dans nos veines politiques. Elle qui a inventé notre variété indigène, particulièrement abjecte, d'opportunisme politique. Elle qui nous a montré comment faire se matérialiser des ennemis comme par magie, comment tirer sur des fantômes qu'elle avait soigneusement fabriqués à cette seule intention. Elle qui a découvert l'intérêt de ne jamais enterrer les morts, mais au contraire de conserver leurs charognes puantes et, quand la chose l'arrangeait, de les ressortir afin de rouvrir de vieilles blessures. Elle a réussi, avec l'aide de ses fils, à mettre le pays à genoux. Notre nouveau gouvernement n'a plus eu qu'à nous pousser pour que nous posions nos têtes sur le billot.

D'une certaine manière, le BJP\* est un spectre créé de toutes pièces par Indira Gandhi et le parti du Congrès. Ou, pour être un peu moins sévère, un spectre qui s'est développé dans les milieux politiques hantés par le Congrès et s'est nourri de la suspicion collective que ce dernier a soigneusement entretenue.

D'où le visage totalement nouveau des stratégies de gouvernement. Tandis que Mme Gandhi jouait un jeu secret avec les hommes politiques et leurs partis, elle réservait au grand public une rhétorique de couvent hystérique, bourrée de platitudes éculées. Le BJP, en revanche, a choisi d'allumer ses feux directement dans la rue, dans les foyers et le cœur des gens. Il est prêt à faire au grand jour ce que le Congrès ne ferait qu'au cœur de la nuit. Pour légitimer ce qui auparavant était considéré comme inacceptable (mais néanmoins pratiqué). Peut-être serait-ce là l'occasion de dire un mot en faveur de l'hypocrisie. Se pourrait-il que l'hypocrisie du parti du Congrès — le fait qu'il mène ses affaires de façon subreptice et non ouvertement —, se pourrait-il qu'une telle conduite soit le fruit d'un vague sentiment de culpabilité ? Les restes d'une décence pas tout à fait oubliée ?

Pour tout dire, pas vraiment.

Voire pas du tout.

Que suis-je donc en train de faire ? Pourquoi faut-il que je m'obstine à chercher des miettes d'espoir ?

Voici comment les choses ont fonctionné (dans le cas de la destruction de la mosquée érigée par l'empereur Babur au XVI<sup>e</sup> siècle sur l'emplacement du Babri Masjid\*, temple dédié au dieu-roi Râma, comme dans celui de la fabrication de la bombe) : le Congrès sème le grain, soigne les cultures jusqu'au moment où arrive le BJP qui moissonne l'horrible récolte. Les deux partis valsent d'un même pas, étroitement enlacés, partenaires inséparables malgré leurs différences affichées. À eux deux, ils nous ont amenés là où nous sommes aujourd'hui, dans ce lieu de cauchemar.

Les jeunes gens en colère qui se sont attaqués à la mosquée sont ceux-là mêmes dont la photo a paru dans les journaux au lendemain des essais nucléaires. Ils étaient dans la rue, en train de fêter la bombe atomique indienne et dans le même temps de condamner la culture occidentale en déversant des caisses de Coca et de Pepsi dans les caniveaux. Ce genre de logique me laisse perplexe : si le Coca est le symbole de la culture occidentale, la bombe atomique relèverait-elle d'une vieille tradition indienne ?

Oui, je sais — la bombe se trouve déjà dans les Veda. C'est possible, mais si on y regarde d'assez près, le Coca aussi. C'est d'ailleurs ce qu'il y a de bien avec tous les textes religieux. On

y trouve toujours ce qu'on veut y trouver — il suffit de savoir ce que l'on cherche.

Mais revenons-en aux années 1990 post-védiques. Nous conquérons la citadelle de la civilisation blanche, nous adoptons la création la plus diabolique de la science occidentale pour la faire nôtre. Mais nous nous insurgeons contre sa musique, sa nourriture, ses vêtements, son cinéma et sa littérature. À ce stade, ce n'est plus de l'hypocrisie, c'est de la farce.

De quoi faire rire un mort.

Nous voilà de retour sur notre vieux navire, l'Authentique et l'Indien.

Si l'on doit voir apparaître une campagne proauthenticité et antinationaliste, le gouvernement se devrait de vérifier ses données historiques sans les falsifier. Si telle est son intention, autant qu'il procède correctement.

Pour commencer, les premiers occupants de ce pays n'étaient pas hindous. Des hommes habitaient notre sol bien avant l'apparition de l'hindouisme. Les *adivasi*\* ont autrement plus de droits à l'indianité que n'importe qui d'autre. Or, comment sont-ils traités par l'État et ses protégés ? Ils sont opprimés, trahis, spoliés de leurs terres, expédiés à droite et à gauche comme des marchandises invendables. Peut-être pourrait-on commencer par leur rendre la dignité qui fut la leur. Le gouvernement pourrait par exemple s'engager publiquement à ne plus construire de barrages comme celui de Sardar Sarovar sur la Narmada\*, à ne plus déplacer de populations.

Mais voilà qui serait bien évidemment inconcevable. Pourquoi ? Tout bonnement parce que le projet est difficile d'exécution, parce que les *adivasi* n'ont pas vraiment d'importance, et qu'on peut parfaitement se passer de leur histoire, de leurs coutumes et de leurs divinités. Il faut qu'ils apprennent à sacrifier ces babioles dans l'intérêt de la Nation (celle-là même qui leur a arraché tout ce qu'ils ont jamais possédé).

D'accord, n'en parlons plus.

Quant au reste, je pourrais dresser une liste de choses à interdire et de constructions à démolir. Liste qui exigerait des recherches sans doute approfondies, alors contentons-nous ici de quelques suggestions rapides.

On pourrait commencer par bannir certains ingrédients de notre cuisine : les piments du Mexique, les tomates du Pérou,

les pommes de terre de Bolivie, le café du Maroc, le thé, le sucre blanc et la cannelle de Chine... Et passer ensuite aux recettes. Celle du thé sucré au lait, par exemple, importée d'Angleterre.

Plus question de fumer, puisque le tabac vient à l'origine d'Amérique du Nord.

Le cricket, l'anglais et la démocratie devraient également être bannis. Le kabaddi ou le kho-kho pourraient éventuellement remplacer le cricket. Peu désireuse de provoquer des émeutes, j'hésite à proposer un substitut pour l'anglais (l'italien ? Qui a le mérite d'être venu jusqu'à nous par un canal moins rébarbatif que l'impérialisme, celui du mariage\*). Nous avons déjà parlé (un peu plus haut) de l'émergence d'une solution de remplacement à la démocratie apparemment acceptable.

Tous les hôpitaux dans lesquels est pratiquée la médecine occidentale devraient être fermés. Interrompue la publication de tous les quotidiens nationaux. Démantelé le réseau ferroviaire. Fermés les aéroports. Que faire de notre dernier gadget en date, le téléphone portable ? Sommes-nous capables de nous en passer ou conviendrait-il de faire une exception ? On pourrait peut-être l'inscrire dans la colonne « Universel » ? (Celle où l'on ne trouverait que les produits de base. Pas de place ici pour la musique, ni pour l'art ou la littérature.)

Inutile de préciser qu'envoyer ses enfants dans une université états-unienne ou se précipiter soi-même aux États-Unis pour se faire opérer de la prostate relèveraient des tribunaux.

Le programme de démolition des bâtiments publics pourrait commencer avec le Rashtrapati Bhavan\*\* et s'étendre progressivement des villes jusqu'aux campagnes, pour culminer dans la destruction de tous les monuments (mosquées, églises, temples) construits sur des terres ayant appartenu aux *adivasi*.

La liste serait longue... très longue. L'établir prendrait des années, et impossible de me servir d'un ordinateur, car, vous en conviendrez, ce serait manquer sérieusement d'authenticité !

Je n'essaie pas de faire de l'humour, simplement de donner une idée du monde infernal que nous sommes en train de nous fabriquer. L'Inde authentique n'existe pas, pas davantage que le pur Indien. Il n'existe pas de Commission divine qui aurait

\* Allusion aux origines italiennes de Sonia Gandhi, veuve de Rajiv.

\*\* Résidence du président indien, autrefois celle du vice-roi.

le droit d'avaliser une seule version autorisée de ce qu'est l'Inde ou de ce qu'elle devrait être. Il n'existe pas une religion unique, une langue unique, une caste, une région, une personne, une histoire, un livre qui pourrait prétendre être son seul représentant. Il y a, et il ne peut y avoir que des visions multiples de l'Inde, que des manières différentes de la concevoir — honnêtes, malhonnêtes, merveilleuses, absurdes, modernes, traditionnelles, masculines, féminines. On peut les discuter, les critiquer, les approuver, les mépriser, mais on ne peut pas les interdire ni les briser. Ni les traquer.

Crier haro sur le passé n'avance à rien. L'histoire, c'est du déjà vu, du déjà vécu. Tout ce que nous pouvons encore essayer de faire, c'est d'en changer le cours en promouvant ce que nous aimons au lieu de détruire ce que nous n'aimons pas. Il reste encore quelque beauté dans ce monde brutal et défiguré qui est le nôtre. Une beauté cachée, violente, infinie, qui soit nous appartient en propre, soit nous est venue d'ailleurs avant d'être rehaussée, réinventée et intégrée à notre vie. C'est cette beauté qu'il nous faut débusquer, nourrir et aimer. Fabriquer des bombes ne fera que nous détruire. Peu importe que nous nous en servions ou pas. Elles nous détruiront quoi que nous en fassions.

La bombe indienne est la trahison ultime d'une classe dirigeante qui s'est jouée de son peuple.

Nous aurons beau couvrir nos scientifiques de lauriers, nous aurons beau leur accrocher toutes les médailles de la terre sur la poitrine, la vérité, c'est qu'il est plus facile de fabriquer une bombe que d'éduquer 400 millions de personnes.

À en croire les sondages d'opinion, il y aurait un consensus national sur la question. C'est désormais officiel : tout le monde aime la bombe. (Donc la bombe, c'est bien.)

Un homme incapable d'écrire son propre nom est-il en mesure de comprendre ne serait-ce que le premier mot de l'explication la plus simple concernant la nature des armes nucléaires ? Quelqu'un lui a-t-il dit que la guerre nucléaire n'a strictement rien à voir avec l'idée qu'il a de la guerre tout court ? Rien à voir avec l'honneur, ni avec la fierté. Quelqu'un a-t-il pris la peine de lui expliquer ce qu'il en est des explosions thermiques, des retombées radioactives et de l'hiver nucléaire ? Existe-t-il seulement des mots dans sa langue pour désigner les concepts

d'uranium enrichi, de fission nucléaire, de masse critique ? Ou bien est-ce sa langue qui est obsolète ? Est-il lui-même enrhumé dans une capsule témoin, en train de regarder défile le monde devant lui, incapable d'en rien comprendre ni de communiquer avec lui, parce que sa langue n'a jamais pris en compte les horreurs qu'imaginerait un jour l'espèce humaine ? N'a-t-il vraiment aucune importance, cet homme ? Devons-nous le traiter comme une sorte d'attardé mental ? Nous jouer de lui, s'il pose des questions, à grand renfort de comprimés iodés et de fables, en lui racontant par exemple comment le Seigneur Krishna a soulevé une montagne, ou pourquoi la destruction de Lanka par Hanuman était inévitable si l'on voulait préserver la vertu de Sita et la réputation de Ram ? Se servir de ses magnifiques histoires pour les retourner contre lui ? Ne le laisserons-nous sortir de sa capsule que le temps des élections pour, une fois qu'il aura voté, lui serrer la main et le flatter avec un baratin à dormir debout sur la Sagesse de l'Homme du Peuple avant de le renvoyer d'où il vient ?

Je ne parle pas bien sûr d'un seul individu, mais des millions, des dizaines de millions de gens qui vivent dans ce pays. Qui est leur patrie à eux aussi, ne l'oublions pas. Eux aussi ont voix au chapitre, eux aussi ont le droit d'être consultés sur l'avenir de la nation, et, autant que je puisse en juger, personne n'a pris la peine de leur fournir la moindre information. Le plus tragique, c'est que quand bien même on le voudrait, on ne le pourrait pas. Il n'y a, littéralement, aucune langue qui permette de le faire. Le drame de l'Inde, il est là. Dans le fait que le fossé se creuse de plus en plus entre les puissants et les faibles, que leurs planètes respectives s'éloignent de plus en plus l'une de l'autre, si bien qu'ils n'ont plus rien en commun. Ni une langue. Ni même un pays.

Mais, bon Dieu, qui donc a réalisé les sondages que j'évoquais plus haut ? Qui donc est le Premier ministre pour décider de la personne qui appuiera sur la commande susceptible de réduire en cendres tout ce que nous aimons — notre terre, nos cieux, nos montagnes, nos plaines, nos fleuves, nos villes et nos villages — en l'espace d'un instant ? Pour qui donc se prend-il, bon Dieu, quand il nous assure qu'il n'y aura pas d'accidents ? Comment peut-il le savoir ? Pourquoi donc lui ferions-nous confiance ? Qu'a-t-il jamais fait pour que nous la lui accordions,



cette confiance ? Qu'ont-ils jamais fait, tous autant qu'ils sont, pour nous inspirer la moindre parcelle de confiance ?

La bombe atomique est la chose la plus antidémocratique, la plus antinationale, la plus antihumaine, la plus diabolique que l'homme ait jamais conçue.

Si vous êtes croyant, dites-vous que cette bombe est un défi lancé par l'homme à Dieu. Défi dont le message est on ne peut plus clair : *Nous avons désormais le pouvoir de détruire tout ce que Vous avez créé.*

Si vous ne l'êtes pas, voyez la question sous un autre angle : pensez que notre Terre est vieille de quatre milliards six cents millions d'années. Et qu'en quelques heures il pourrait n'en plus rien rester.

“Les armes nucléaires influent sur notre mode de pensée. Règlent nos comportements. Gouvernent nos sociétés. Modèlent nos rêves. Elles se fichent au fond de notre cerveau comme des crocs de boucher. Elles répandent la folie. Elles sont pires que les pires colonisateurs, plus blanches qu’aucun Blanc ayant jamais vécu jusqu’ici. Elles sont la blancheur même.”

## POUR LE BIEN COMMUN

*Pour la Narmada\*,  
et la vie qu'elle donne.*

« Si vous devez souffrir, mieux vaut souffrir dans l'intérêt du pays... »

Jawaharlal Nehru\*, à ceux qui allaient devoir quitter leurs villages en raison de la construction du barrage sur l'Hirakud, 1948<sup>1</sup>.

Du haut de ma colline, j'ai ri, aux éclats.

J'avais traversé la Narmada en bateau depuis Jalsindhi et grimpé sur la langue de terre de la rive opposée d'où je pouvais voir, s'étageant sur les couronnes des collines basses et chauves, les hameaux de Sikka, Surung, Neemgavan et Domkhedi. Du haut de mon promontoire, j'apercevais les cahutes légères et fragiles des *adivasi*\*. Leurs champs et les forêts qui leur faisaient suite. De petits enfants accompagnant des chèvres plus petites encore qui se déplaçaient dans le paysage comme des cacahuètes montées sur roulettes. Je savais que je contemplais une civilisation plus ancienne que l'hindouisme, destinée, que dis-je, *condamnée* (et ce par les plus hautes instances du pays), à être engloutie lors de la prochaine mousson, quand les eaux de la retenue de Sardar Sarovar monteraient pour la submerger.

---

*Première publication dans Outlook et Frontline, 4 juin 1999.*

*Traduit de l'anglais par Claude Demanuellé dans L'écrivain-militant, Éditions Gallimard, 2003.*

Alors, pourquoi avoir ri ?

Parce que je me suis soudain rappelé la tendre sollicitude dont les juges de la Cour suprême de Delhi (avant d'éliminer le dernier obstacle légal à la poursuite des travaux du barrage de Sardar Sarovar) avaient fait preuve en cherchant à savoir si les enfants des tribus, une fois réimplantées, disposeraient de parcs et d'aires de jeux. Les avocats représentant le gouvernement s'étaient empressés de les rassurer sur ce point : non seulement ils auraient leurs parcs, mais ils trouveraient des bascules, des toboggans et des balançoires dans chacun d'eux. J'ai regardé l'infini du ciel, j'ai regardé le bouillonnement du fleuve à mes pieds et, l'espace d'un très bref moment, l'absurdité de toute l'histoire a eu un effet tel sur ma colère que j'ai éclaté de rire. Sans aucunement chercher à faire montre d'irrespect.

Permettez-moi de préciser d'emblée que je n'ai pas pour habitude de déblatérer contre la ville et la vie urbaine. J'ai vécu mon compte dans un village et je sais ce que sont l'isolement, l'iniquité et la violence latente d'un milieu rural. Je ne suis pas non plus une inconditionnelle de l'antidéveloppement, pas plus que je ne fais de prosélytisme pour la perpétuation des coutumes et de la tradition. En revanche, je suis curieuse. Et c'est la curiosité qui m'a conduite jusqu'à la vallée de la Narmada. Mon instinct me disait qu'on y jouait gros jeu. Que le terrain était suffisamment dégagé pour laisser voir les forces en présence de chaque côté d'une ligne clairement tracée. Qu'il serait donc possible de s'extraire du borbier où s'affrontaient espoir, colère, information, désinformation, ruse politicienne, génie civil, socialisme malhonnête, activisme révolutionnaire, bureaucratie retorse, sentimentalisme bien intentionné mais mal informé, le tout baignant dans les eaux envahissantes et invariablement troubles de l'Aide internationale.

C'est aussi l'instinct qui m'a poussée à abandonner Joyce et Nabokov, à différer la lecture du dernier roman de Don DeLillo, pour leur substituer des rapports sur le drainage et l'irrigation, des revues scientifiques, des livres et des films documentaires sur les barrages, sur les raisons pour lesquelles on les construit et sur les effets qu'ils sont censés avoir.

Quelques questions m'ont suffi au début pour découvrir que rares sont ceux qui savent vraiment ce qui se passe en ce moment dans la vallée de la Narmada. Si ceux qui savent en

savent beaucoup, la plupart des gens ne savent rien. Et pourtant, pratiquement tout le monde a une opinion bien arrêtée sur le sujet, qui, loin d'être neutre, confine à la véhémence. J'ai très vite compris que je m'aventurais sur un terrain miné.

En Inde, ces dix dernières années, le combat contre le barrage de Sardar Sarovar en est venu à représenter bien davantage qu'une simple bataille pour la survie d'un fleuve. C'est ce qui en a fait la force mais aussi la faiblesse. Il y a quelques années, le projet a provoqué un débat qui a enflammé l'imagination populaire. Du coup, les enjeux ont monté et la lutte a changé de visage. Ce qui a commencé comme une controverse concernant le sort d'une vallée a bientôt suffi à jeter le discrédit sur un système politique tout entier. Et ce qui est en cause à l'heure actuelle, c'est la nature même de notre démocratie. À qui appartient cette terre ? À qui sont ses rivières ? Ses forêts ? Ses poissons ? Il s'agit là de questions on ne peut plus sérieuses. Et elles sont prises on ne peut plus sérieusement par l'État. Toutes les institutions qui dépendent de ce dernier — armée, forces de police, bureaucratie, tribunaux — y répondent d'une seule et même voix. Et leur réponse est non ambiguë, brutale et passionnée.

Pour les gens de la vallée, que les enjeux aient à ce point monté a eu pour effet, en raison de l'élargissement du débat autour des seuls « grands » problèmes, d'émousser leur arme la plus efficace : des faits précis concernant spécifiquement les problèmes de cette vallée en particulier, à l'exclusion de toute autre. L'argument de départ a été tellement gonflé qu'il a fini par exploser en mille morceaux, et que les débris se sont dispersés au fil du temps. C'est tout juste si l'on voit encore de temps à autre un morceau du puzzle refaire surface — dénonciation outrée du traitement infamant qu'inflige le gouvernement aux populations déplacées ; réaction indignée devant la manière dont le Narmada Bachao Andolan (NBA), « cette poignée d'anarchistes », tient le pays en otage ; compte rendu par un spécialiste des questions juridiques sur l'examen par la Cour suprême de la pétition rédigée par le NBA.

Bien qu'on ait pas mal écrit sur le sujet, l'essentiel de cette littérature s'adresse à un public d'initiés. Les médias traitent d'aspects isolés du projet, les documents du gouvernement sont classés « top secret », si bien que les gens, me semble-t-il, ont une

vision assez grossière du problème et qu'ils se divisent, grosso modo, en deux camps :

D'une part, il y a ceux qui voient là une guerre entre les forces progressistes modernes, rationnelles, du développement et une sorte de mouvement néoluddite, caractérisé par une résistance irrationnelle à ce même développement, irrationnelle parce qu'affective et nourrie par le rêve d'une Arcadie préindustrielle.

De l'autre, ceux qui ramènent le conflit à une opposition Nehru-Gandhi. Ce qui tend à débarrasser cette triste affaire de sa gangue de tromperies, de mensonges, de promesses fallacieuses et de propagande de plus en plus prospère (ce qui au fond constitue sa vraie nature) pour lui conférer une fausse légitimité. Et qui tend à faire croire que les deux parties n'ont en vue que le plus grand bien du pays, leur seul désaccord portant sur les moyens à mettre en œuvre pour arriver à une telle fin.

Les deux interprétations gauchissent le débat sans pour autant le faire avancer. L'une comme l'autre réveillent des passions qui obscurcissent les spécificités du problème. Et témoignent du besoin urgent que nous avons de nouveaux héros — de nouveaux genres de héros — tant nous avons usé et abusé des anciens (comme nous usons et surmenons nos joueurs de cricket).

La controverse Nehru-Gandhi inscrit cette question très contemporaine dans un passé beaucoup plus ancien. Nehru comme Gandhi étaient généreux. Leurs paradigmes de développement s'appuient sur la présomption d'une morale fondamentale. Pour Nehru, il s'agit de la morale paternelle et protectrice de l'État centralisé, sur le modèle soviétique. Pour Gandhi\*, de la morale maternelle, nourricière de communautés villageoises idylliques. Les deux systèmes fonctionneraient probablement, si nous étions meilleurs. Si nous portions tous le *khadi*\* et étions capables de contrôler nos instincts les plus bas. Force nous est de reconnaître, au bout de cinquante ans, que nous ne nous sommes pas montrés à la hauteur. Que nous sommes même loin du compte. Il nous faudrait un contrat d'assurance remis à jour nous garantissant contre notre nature profonde.

Il se peut que, en tant que pays, nous ayons épuisé notre stock de héros disponibles pour ce siècle, mais, en attendant que de

nouveaux veillent bien se montrer, il nous appartient de limiter les dégâts. En apportant aide et soutien à nos petits héros (et de ceux-là, nous ne manquons pas, loin s'en faut) et en menant des combats spécifiques avec des méthodes adéquates. Qui sait, c'est peut-être après tout ce que nous réserve précisément le *xxi*<sup>e</sup> siècle : le démantèlement de tout ce qui est grand. Les grosses bombes, les Grands Barrages, les grandes idéologies, les grandes contradictions, les grands pays, les grandes guerres, les grands héros, les grosses erreurs. Ce sera peut-être le siècle du Petit. Peut-être qu'en ce moment, à cette minute même, il y a dans les cieux un petit dieu qui se prépare à notre intention. Que ne donnerais-je pas pour que ce soit vrai ! Cette seule idée me fait saliver.

Ce qui m'a attirée dans la vallée, c'est l'impression que le combat pour la Narmada venait d'entrer dans une phase décisive. Je m'y suis rendue parce que l'écrivain ne résiste pas plus à une histoire que le vautour à une proie. Poussée non par la compassion, mais par la gourmandise à l'état pur. Et j'avais raison, car, mon histoire, je l'ai bel et bien trouvée.

Et quelle histoire...

*Les gens disent que le barrage de Sardar Sarovar est un projet coûteux. Mais, source de vie, il apportera l'eau potable à des millions de personnes. Pourra-t-on jamais chiffrer un tel bienfait ? L'air que nous respirons a-t-il un prix ? Nous vivrons grâce à l'eau. Nous apporterons le bonheur à l'État du Gujarat.*

Urmilaben Patel, épouse du ministre responsable du Gujarat, Chimanbhai Patel, dans un discours prononcé lors d'un meeting à Delhi en 1993.

*Nous vous demanderons de quitter vos maisons une fois le barrage construit. Si vous partez, tant mieux. Si vous ne partez pas, nous lâcherons les eaux et vous mourrez tous noyés.*

Morarji Desai, lors d'une réunion publique dans la zone de submersion du barrage sur le Pong en 1961<sup>2</sup>.

*Pourquoi est-ce qu'on ne nous a pas tout simplement empoisonnés ? On n'aurait pas à vivre aujourd'hui dans ce trou*

*infâme, et le gouvernement aurait été seul à survivre avec son précieux barrage.*

Ram Bai, dont le village a été submergé quand le barrage de Bargi a été construit sur la Narmada. Elle vit aujourd'hui dans un bidonville de Jabalpur<sup>3</sup>.

Au cours des cinquante années qui suivirent l'Indépendance, après le fameux discours de Nehru : « Les barrages sont les temples de l'Inde moderne » (discours qu'il eut l'occasion de regretter de son vivant même<sup>4</sup>), ses soldats se jetèrent dans la construction de barrages avec une ferveur singulière. Cette construction finit par ne faire plus qu'un avec celle du pays. Leur enthousiasme aurait dû suffire à lui seul à éveiller les soupçons. Non seulement ils mirent en place de nouveaux barrages et de nouveaux systèmes d'irrigation, mais ils prirent le contrôle de systèmes traditionnels qui se trouvaient sous la responsabilité de communautés villageoises depuis des millénaires et les laissèrent s'atrophier<sup>5</sup>. Pour compenser les dommages, le gouvernement intensifia les constructions. Des grands ouvrages, des petits, des hauts et des moins hauts. Le résultat de tant d'efforts, c'est que l'Inde peut aujourd'hui se glorifier d'être le troisième plus grand constructeur de barrages au monde. Si l'on en croit la Commission centrale hydraulique, nous avons à notre actif 3 600 barrages que l'on peut qualifier de grands. Dont 3 300 ont été construits après l'Indépendance. Un millier de plus sont en cours<sup>6</sup>. Et pourtant un cinquième de notre population (soit 200 millions d'habitants) est privé d'eau potable digne de ce nom, et deux tiers (soit 600 millions) manquent des installations sanitaires les plus élémentaires<sup>7</sup>.

Les Grands Barrages avaient bien commencé, mais ils ont mal fini. Il fut un temps où tout le monde était pour, où tout le monde en avait : les communistes et les capitalistes, les chrétiens et les musulmans, les hindous et les bouddhistes. Il fut un temps où ils étaient l'occasion d'effusions lyriques. Ce temps-là est révolu. Partout dans le monde se dessine aujourd'hui un mouvement *contre* les Grands Barrages.

Dans les pays industrialisés, on les décommande, voire on les fait sauter<sup>8</sup>. Qu'ils fassent plus de mal que de bien ne relève plus d'une simple conjecture. Les Grands Barrages sont obsolètes. Ringards. Antidémocratiques. Ils constituent un moyen idéal



pour un gouvernement de renforcer son autorité (en lui permettant de répartir l'eau à sa guise et de décider du lieu et de la nature des cultures). De même qu'ils sont la plus sûre manière de priver le paysan de sa sagesse ancestrale, et la méthode la plus éhontée pour enlever l'eau, la terre et l'irrigation aux pauvres et en faire cadeau aux riches.

Leurs réservoirs déplacent des quantités énormes de population qui se retrouvent démunies et sans abri.

D'un point de vue écologique, ils ne sont pas davantage en odeur de sainteté<sup>9</sup>. Non contents de transformer la terre en friches, ils sont responsables d'inondations, de sols incultivables parce que détrempés, de salinité et d'épidémies. Sans compter les preuves de plus en plus nombreuses que l'on a des liens existant entre les Grands Barrages et les tremblements de terre.

Ils ont tout bonnement failli à leur rôle de monuments de la Civilisation moderne, emblèmes de l'ascendant de l'Homme sur la Nature. Les monuments sont censés transcender le temps ; or les barrages ont une durée de vie très limitée. Ils ne durent que le temps qu'il faut à la Nature pour les ensabler<sup>10</sup>. Chacun sait désormais que les Grands Barrages font l'inverse de ce que voudraient nous faire croire ceux qui en font l'apologie : le mythe de la région qui souffre pour le bien-être du pays tout entier a vécu.

Pour toutes ces raisons, l'industrie du barrage périclité dans les pays industrialisés. D'où le fait qu'on l'exporte en direction des pays du tiers-monde sous prétexte d'Aide au Développement<sup>11</sup>, en même temps que ces autres déchets que sont les armes vétustes, les porte-avions hors d'usage et les pesticides interdits.

D'un côté, le gouvernement indien et les gouvernements de chaque État sans exception fulminent hypocritement contre les pays industrialisés, de l'autre, ils sont prêts à payer leurs saletés emballées sous papier cadeau. L'aide aux pays en voie de développement n'est qu'une entreprise prétorienne de plus. Comme l'était le colonialisme avant elle. Elle a détruit la plus grande partie de l'Afrique. Le Bangladesh n'arrive pas à se remettre de ses bienfaits. Nous savons tout cela, jusqu'au moindre détail. Et pourtant, en Inde, nos dirigeants l'accueillent avec des sourires serviles (et fabriquent des armes nucléaires, histoire de consolider leur autosatisfaction quand elle bat de l'aile).

Ces cinquante dernières années, l'Inde a dépensé 870 mil-

liards de roupies<sup>12</sup> dans le seul secteur de l'irrigation. Ce qui n'empêche pas les zones de sécheresse et la superficie inondable d'être plus étendues aujourd'hui qu'en 1947<sup>13</sup>. En dépit des preuves troublantes apportées par les catastrophes résultant de l'irrigation, les inondations dues aux barrages, par le désenchantement de plus en plus grand face à la faillite de la Révolution verte<sup>14</sup> (rendements en baisse, terre appauvrie), le gouvernement n'a pas commandé la moindre étude sur un seul de ses 3 600 barrages pour savoir s'il avait ou non répondu aux attentes, si le coût de l'opération (toujours colossal) était ou non justifié ou pour en connaître au moins le coût exact.

Le gouvernement indien a des chiffres détaillés concernant notre production de céréales ou d'huiles pour la consommation et pourra vous dire de combien elle a augmenté depuis 1947. Il vous dira aussi combien de tonnes de bauxite ont été extraites dans l'année écoulée ou à combien de kilomètres se monte notre réseau routier. On peut être tenu au courant minute par minute des fluctuations de la Bourse ou de la valeur de la roupie sur le marché des changes. Vous voulez savoir combien de matchs de cricket nous avons perdus tel vendredi à Sharjah ? Combien l'Inde a produit d'étudiants diplômés l'an dernier ? Combien d'hommes ont subi une vasectomie il y a deux ans, trois ans, dix ans ? Rien de plus facile. En revanche, le gouvernement indien n'a pas un seul chiffre à vous fournir concernant les populations déplacées par les barrages ou sacrifiées d'une manière ou d'une autre sur l'autel du Progrès national. Ahurissant, non ? Comment peut-on mesurer le progrès si l'on ignore ce qu'il coûte et qui le paie ? Comment le marché peut-il mettre un prix sur les produits de consommation — nourriture, vêtements, électricité, eau courante — quand il refuse de prendre en compte le coût *réel* de la production ?

D'après une étude détaillée de 54 Grands Barrages réalisée par l'Institut indien d'Administration publique<sup>15</sup>, le nombre de personnes déplacées par un Grand Barrage en Inde serait en moyenne de 44 182. Je conviens que 54 barrages sur un total de 3 300 ne constituent pas un échantillonnage suffisamment représentatif. Mais étant donné que c'est tout ce dont nous disposons, essayons de faire un peu d'arithmétique élémentaire avec ces chiffres.

Pour ne pas être accusée de partialité, je diviserai par deux le

chiffre des populations déplacées. Je descendrai même, par prudence, jusqu'à une moyenne de 10 000 personnes par Grand Barrage. Le chiffre est vraisemblablement beaucoup trop bas. Je sais, mais... peu importe. À vos calculatrices ! 3 300 par 10 000 = 33 000 000.

Voilà le chiffre auquel on arrive : 33 millions de personnes. Déplacées par les Grands Barrages au cours des cinquante dernières années. Qu'en est-il des autres, de toutes celles qui ont été déplacées à la suite des innombrables autres grands travaux entrepris ? Lors d'une conférence privée, N.C. Saxena, commissaire au Plan, a déclaré que ce chiffre avoisinait les 50 millions (dont 40 dus aux barrages<sup>16</sup>). Personne n'ose l'ébruiter, parce que ce n'est pas officiel. Mais si ce n'est pas officiel, c'est parce que personne n'ose l'ébruiter. Vous êtes condamné à murmurer ce chiffre, par crainte d'être taxé d'exagération. À vous le répéter à voix basse, tant il semble incroyable. C'est impossible, me suis-je dit, j'ai dû me tromper dans les zéros. Impossible que ce soit vrai. C'est à peine si je trouve le courage de le dire à haute voix. De courir le risque d'avoir l'air d'une hippie des années 1960 fonctionnant au LSD (« C'est le Système, mec ! ») ou d'une paranoïaque schizophrène affligée d'un complexe de la persécution. Mais c'est effectivement le Système, mec. Qu'est-ce que ça pourrait bien être d'autre ?

50 millions de personnes.

Allez-y, Messieurs du Gouvernement, ergotez. Marchandez. Réfutez. Mais ne restez pas là sans RIEN dire.

Je me fais l'impression de quelqu'un qui viendrait de tomber par hasard sur un immense charnier.

Cinquante millions, c'est plus que la population du seul Gujarat. Presque trois fois celle de l'Australie. Plus de trois fois le nombre de réfugiés créés en Inde par la Partition. Dix fois le nombre de réfugiés palestiniens. Et dire qu'il suffit d'un million de Kosovars fuyant leur pays pour bouleverser l'Occident !

Un fort pourcentage des personnes déplacées est représenté par les *adivasi* (57,6 % dans le cas du barrage de Sardar Sarovar<sup>17</sup>). Si vous incluez les *dalit*\*, le chiffre prend des proportions énormes. D'après le Commissaire aux castes et aux tribus d'intouchables, il serait de 60 %<sup>18</sup>. Quand on sait que les *adivasi* ne représentent que 8 % et les *dalit* 15 % de la population indienne, l'affaire prend soudain une tout autre dimension.

Le fait que leurs victimes appartiennent à une ethnie « étrangère » permet aux Bâtisseurs de la Nation de se déculpabiliser. Un peu comme s'ils disposaient d'une note de frais, comme si quelqu'un d'autre réglait les factures. Après tout, ce sont des gens d'un autre pays. D'un autre monde. Et c'est ainsi que les Indiens les plus pauvres contribuent à subventionner le mode de vie des plus riches.

Comment peut-on encore trouver le moyen de parler de la plus grande démocratie du monde ?

Qu'est-il arrivé à ces millions de gens ? Où sont-ils maintenant ? Comment gagnent-ils leur vie ? Personne ne le sait vraiment. (Récemment, l'*Indian Express* faisait état de la pratique de certains *adivasi* déplacés suite à la construction du barrage sur le Nagarjunasagar, lesquels vendaient leurs jeunes enfants à des agences étrangères d'adoption<sup>19</sup>. Le gouvernement a prétendu mettre un terme à de tels agissements en plaçant les enfants dans deux hôpitaux publics où six d'entre eux sont morts depuis par manque de soins.) Quand il est question de Réhabilitation, les priorités gouvernementales sont claires. L'Inde ne dispose pas d'une politique nationale de réhabilitation (relogement, restitution de terres agricoles, recréation de villages). D'après le Land Acquisition Act de 1894 (amendé en 1984), le gouvernement n'est pas légalement tenu de fournir autre chose à une personne déplacée qu'une compensation en argent. Vous imaginez un peu. Une indemnité payée par un fonctionnaire du gouvernement indien à un *adivasi* illettré (les femmes n'ont aucun droit) dans un pays où même le facteur réclame un pourboire pour vous apporter votre courrier ! Sans compter que la plupart des indigènes n'ont aucun titre de propriété leur garantissant une terre et ne peuvent en conséquence prétendre à une quelconque indemnité compensatoire. Cet argent est aussi utile à la plupart des indigènes — ou, disons, à la plupart des petits fermiers — que le serait un sac d'engrais à un juge de la Cour suprême.

Les millions de personnes déplacées n'existent plus. Le jour où l'on écrira l'Histoire, on n'en parlera pas. Pas même sous forme de statistiques. Certaines d'entre elles ont été déplacées et redéplacées trois ou quatre fois de suite — un barrage, un champ de tir de l'armée, un autre barrage, une mine d'uranium, un projet de centrale. Une fois que l'exode a commencé, il est

difficile de l'arrêter. La majorité de ces gens finit par être absorbée par les bidonvilles à la périphérie de nos grandes cités, où elle constitue un immense réservoir de main-d'œuvre bon marché (qui va construire d'autres ouvrages, lesquels vont à leur tour déplacer d'autres gens). Certes, on ne les extermine pas, on ne les précipite pas dans des chambres à gaz, mais je certifie que leurs conditions de vie sont pires que celles qui prévalaient dans n'importe quel camp de concentration du III<sup>e</sup> Reich. Ils ne sont pas prisonniers, mais ils imposent indubitablement une nouvelle définition de la liberté.

Et le cauchemar ne s'arrête pas là. Ils se font encore chasser de leurs immondes taudis par les bulldozers du gouvernement lors de campagnes de grand nettoyage, chaque fois que les élections sont à distance confortable et que les conditions d'hygiène ont de quoi inquiéter les riches citadins. Dans des villes comme Delhi, ils courent le risque de se faire abattre par la police parce qu'ils défèquent dans les lieux publics — comme ce fut le cas pour trois zonards il n'y a pas plus de deux ans.

Pendant les affrontements franco-anglais au Canada, dans les années 1770, Lord Amherst extermina la plupart des Indiens du pays en leur offrant des couvertures infestées par le virus de la variole. Deux siècles plus tard, l'Inde a recours à des moyens plus hypocrites pour arriver à des résultats semblables.

Les millions de personnes déplacées ne sont que les réfugiés d'une guerre qui ne dit pas son nom. Quant à nous, au même titre que les citoyens de l'Amérique blanche, du Canada français ou de l'Allemagne de Hitler, nous cautionnons ces actions en détournant les yeux. Pourquoi ? Parce qu'on nous dit qu'elles sont entreprises dans l'intérêt général. Que tout ce qui se fait se fait au nom du Progrès, de l'Intérêt de la Nation (lequel, bien entendu, passe avant tout). En conséquence, c'est avec joie, presque avec gratitude, et sans nous poser trop de questions que nous croyons ce que l'on nous dit. Nous croyons ce que nous voulons bien croire.

Permettez-moi d'ébranler quelque peu votre foi. Prenez ma main et laissez-vous guider dans ce labyrinthe. Faites-le, parce qu'il est important que vous compreniez. Si vous n'êtes pas convaincu, il sera toujours temps de rallier l'autre camp. Mais je vous en prie, regardez les choses en face, ne détournez pas les yeux. C'est une histoire qui n'est pas facile à raconter. Elle

est bourrée de chiffres et d'explications. Il fut un temps où les chiffres m'assommaient. Plus maintenant.

Croyez-moi. Il y a matière ici à toute une histoire.

Il est vrai que l'Inde a progressé. Il est vrai qu'en 1947, lorsque le Colonialisme a officiellement pris fin, l'Inde était au bord de la famine. En 1950, nous produisions 51 millions de tonnes de céréales vivrières. Contre près de 200, aujourd'hui<sup>20</sup>.

Il est vrai qu'en 1995, les greniers de l'État abritaient encore 30 millions de tonnes de céréales invendues. Il est également vrai qu'au même moment, 40 % de la population du pays — plus de 350 millions d'habitants, soit plus que la population de l'Inde en 1947 — vivaient en dessous du seuil de pauvreté<sup>21</sup>.

Les Indiens sont trop pauvres pour acheter la nourriture que produit leur pays, et on les oblige à faire pousser des plantes vivrières qu'ils ne peuvent se permettre de consommer eux-mêmes. Regardez ce qui s'est passé dans le district de Kalahandi dans l'Orissa occidentale, tristement célèbre pour ses victimes de la famine. C'est là que, lors de la sécheresse de 1996, des gens sont morts de faim (16 d'après les sources officielles, plus d'une centaine d'après les journaux<sup>22</sup>). Et pourtant cette même année, la production de riz dans le district de Kalahandi était supérieure à la moyenne nationale ! Le district exportait son riz vers le centre du pays.

Si l'Inde a progressé, ce n'est pas le cas de la plupart de ses habitants. Nos dirigeants nous disent qu'il nous faut absolument des missiles nucléaires pour nous protéger des menaces chinoise et pakistanaise. Mais qui nous protégera de nous-mêmes ?

Quel genre de pays est donc le nôtre ? À qui appartient-il ? Qui le dirige ? Que s'y passe-t-il ?

L'heure est venue de divulguer quelques secrets d'État. De démythifier cette image d'un État indien inefficace, lourdaud, corrompu, mais au fond bon enfant et essentiellement démocratique. La simple insouciance ne saurait expliquer la disparition de 50 millions de personnes. Pas plus que le Karma. Ne nous berçons pas d'illusions. Le hasard n'a rien à faire ici, mais une stratégie implacable, produit à 100 % de l'activité humaine.

On ne peut pas dire que l'État indien ait connu l'échec, sa réussite est au contraire impressionnante : il a mené à terme la tâche qu'il s'était fixée. Il s'est montré d'une efficacité redoutable pour s'approprier les ressources du pays — sa terre, son

eau, ses forêts, ses poissons, sa viande, ses œufs, son air — pour les redistribuer à quelques privilégiés (en échange, sans aucun doute, de quelques privilèges). Il est passé maître dans l'art de protéger les cadres de ses élites, de même qu'il n'y a pas plus expert que lui pour anéantir ceux qui se mettent en travers de ses projets. Mais le plus fort, c'est qu'il arrive à sortir de là blanc comme neige. Car il réussit à préserver ses secrets, à retenir l'information — une information d'intérêt vital pour la vie quotidienne d'un milliard de gens — prisonnière dans les dossiers du gouvernement, lesquels ne sont accessibles qu'aux gardiens de la flamme : ministres, bureaucrates, ingénieurs de l'État, stratèges de la défense. Bien entendu, nous autres, les bénéficiaires, nous leur facilitons la tâche. Nous prenons bien soin de ne pas creuser trop profond. Les détails macabres, nous n'y tenons pas plus que ça.

Grâce à nous, l'Indépendance est arrivée (puis repartie), les élections se succèdent, sans qu'il y ait une véritable redistribution des cartes. Bien au contraire, l'ordre ancien a été consacré, et le fossé s'est creusé. Nous autres, les Dirigeants, refusons de nous arrêter pour lever les yeux de notre table abondamment garnie. Nous semblons ignorer que les ressources sur lesquelles nous festoyons s'épuisent rapidement. Il y a encore de l'argent à la banque, mais il ne restera bientôt plus rien à acheter. La nourriture se fait rare à la cuisine. Et les domestiques n'ont pas encore mangé. En vérité, il y a bien longtemps que les domestiques ont cessé de manger.

C'est dans ses villages que vit l'Inde, nous dit-on dans tous les prêchi-prêcha que l'on nous offre en guise de discours publics. Foutaises ! Encore une de ces contrevérités que le gouvernement sort de son grand sac à malices. L'Inde ne vit pas dans ses villages, elle y meurt. Dans ses villages, l'Inde est maltraitée. L'Inde vit dans ses villes, et les villages ne sont là que pour les servir. Ses villageois ne sont que les vassaux de ses citoyens, et, pour cette raison même, doivent être contrôlés et maintenus en vie, sans plus.

L'impression que nous avons d'un État surmené, engagé dans une lutte perpétuelle face au poids et à l'ampleur de ses problèmes, est pernicieuse. Le fait est que ses problèmes, il se les crée lui-même. Nous avons affaire à une gigantesque machine à fabriquer la pauvreté, qui s'emploie, avec une habileté consom-

mée, à dresser les pauvres contre les plus pauvres, à jeter des miettes aux plus démunis pour qu'ils dépensent leur énergie à se battre pour les ramasser, tandis que la paix (et la publicité) règne dans la Demeure du Maître.

Tant que ce processus ne sera pas reconnu pour ce qu'il est, tant qu'il ne sera pas dénoncé et battu en brèche, les élections — si contestées qu'elles soient — resteront des parodies de batailles destinées à permettre à une colossale iniquité de s'enraciner davantage. La démocratie (ou du moins la version que nous en avons) continuera à n'être qu'un écran aux allures engageantes derrière lequel sévit en toute impunité la pire des injustices. Et dans des proportions telles que les guerres et les malheurs du passé feront figure d'expériences de laboratoire parfaitement contrôlées. Déjà 50 millions de personnes ont servi à nourrir les Usines du Développement, dont elles sont ressorties sous forme de climatiseurs, de pop-corn et d'ensembles en rayonne — toutes marchandises qui plus est subventionnées. Si vraiment nous voulons avoir ces bonnes choses — et bonnes, elles le sont —, qu'on nous les fasse au moins payer.

Il y a un trou dans le drapeau qui demande à être raccommodé.

C'est triste à dire, mais tant que nous aurons la foi, l'espoir nous fera défaut. Pour pouvoir espérer, il faut briser la foi. Il nous faut mener des guerres spécifiques avec des moyens appropriés et il nous faut combattre pour gagner. Écoutez donc l'histoire de la vallée de la Narmada. Essayez de la comprendre. Et si vous le souhaitez, rejoignez-nous. Qui sait si, en chemin, nous ne réaliserons pas un miracle.

La Narmada prend sa source sur le plateau d'Amarkantak, dans le district de Shahdol de l'État du Madhya Pradesh, avant de parcourir 1 300 kilomètres d'une magnifique forêt à larges feuilles et de terres cultivées parmi les plus fertiles de l'Inde. 25 millions d'habitants vivent dans cette vallée, liés à la fois à son écosystème et les uns aux autres par un tissu complexe et très ancien d'interdépendance (et, sans doute aussi, d'exploitation).

Si la Narmada, qui, depuis plus de cinquante ans, est l'objet des convoitises du département des Ressources hydrauliques, a réussi à ne pas se faire prendre et à éviter le démembrement, c'est tout simplement parce qu'elle traverse trois États : le Madhya Pradesh, le Maharashtra et le Gujarat.



Le fleuve a 90 % de son cours dans le Madhya Pradesh, se contentant de longer la frontière nord du Maharashtra, avant de traverser le Gujarat sur environ 180 kilomètres et de se jeter dans la mer d'Oman à Bharuch.

Dès 1946, on avait élaboré des plans pour barrer le cours du fleuve à Gora dans le Gujarat. En 1961, Nehru posait la première pierre d'un barrage haut de 49,80 m, qui ne faisait qu'anticiper sous forme réduite le géant de Sardar Sarovar.

À peu près à la même époque, les services de l'Aménagement du territoire dressaient de nouvelles cartes du bassin de la Narmada. Après les avoir étudiées, les ingénieurs du Gujarat décidèrent qu'un barrage nettement plus grand serait nettement plus rentable. Un tel projet supposait cependant un accord préalable avec les États voisins.

Pendant des années, les trois États concernés polémiquèrent sans réussir à se mettre d'accord sur un système satisfaisant de partage des eaux. Finalement, en 1969, le gouvernement central mit en place une juridiction spéciale (le Tribunal des litiges sur les eaux de la Narmada) chargée de régler le différend. Il fallut encore dix ans à ce dernier pour faire connaître sa décision.

Les gens dont les vies allaient être bouleversées par l'exécution de ce jugement ne furent ni informés, ni consultés, ni entendus.

Il n'était pas question pour le tribunal de distribuer l'eau et d'attribuer des parts sans connaître d'abord le volume total des eaux de la Narmada. Il faut habituellement quarante ans de relevés concernant le débit réel d'un fleuve pour que l'estimation obtenue soit considérée comme fiable. Étant donné que de tels relevés n'étaient pas disponibles, on décida d'extrapoler à partir de données pluviométriques et on arriva au chiffre de 27,22 millions d'*acre feet*<sup>23</sup> (AF)\*.

Ce chiffre a été la référence de base de tous les travaux de mise en valeur de la vallée de la Narmada. Aujourd'hui encore, nous vivons avec cet héritage. C'est lui qui détermine la configuration globale des projets : hauteur, localisation et nombre de barrages. Par voie de déduction, c'est également de lui que dépendent les coûts et les zones à submerger, le nombre de personnes à déplacer et les bénéfices escomptés.

\* *Acre foot* : volume (spécialement d'eau d'irrigation) nécessaire pour recouvrir un acre (env. 4 000 m<sup>2</sup>) sur une profondeur d'un pied (env. 30 cm).

En 1992, les études faites sur les débits du fleuve — lesquelles étaient maintenant fiables puisque les chiffres étaient disponibles pour les années 1948 à 1992, soit quarante-cinq ans — ont prouvé que le rendement n'était que de 22,69 MAF, autrement dit de 18 % inférieur à la première estimation<sup>24</sup>. La Commission centrale de l'eau reconnaît elle-même qu'il y a moins d'eau dans la Narmada qu'on ne l'avait d'abord supposé<sup>25</sup>. Le gouvernement indien, lui, se contente de déclarer :

*On remarquera que la clause II (de la Décision du Tribunal) se rapportant à l'estimation fixant le débit disponible à 28 MAF n'est pas révisable<sup>26</sup> (!).*

Peu importe donc la réalité des faits — la Narmada est légalement tenue de produire la quantité d'eau décrétée par le gouvernement.

Ses concepteurs se vantent de ce que le Projet de la vallée de la Narmada est le plus ambitieux qu'ait jamais connu l'histoire de l'humanité. Ils projettent de construire pas moins de 3 200 barrages qui permettront de constituer à partir de la Narmada et de ses 41 affluents une suite de réservoirs étagés, comme une sorte d'immense escalier d'eau disciplinée. Sur ces 3 200 barrages, 30 seront de grande taille, 135 de taille moyenne, et le reste de petite taille. Le barrage de Sardar Sarovar dans le Gujarat et celui de Narmada Sagar dans le Madhya Pradesh retiendront à eux deux plus d'eau que tout autre réservoir du sous-continent indien.

Quel que soit l'angle d'approche, le Projet de Développement de la vallée de la Narmada est ÉNORME. Il va changer l'écologie de tout le bassin d'un des plus grands fleuves de l'Inde. Pour le meilleur ou pour le pire, il va affecter la vie de 25 millions de gens qui vivent pour l'instant dans la vallée. Il va submerger et détruire 4 000 kilomètres carrés de forêt naturelle à feuilles caduques<sup>27</sup>. Et pourtant, avant même que le ministère de l'Environnement ait donné le feu vert, la Banque mondiale proposait de financer le pivot du projet : le barrage de Sardar Sarovar, dont la retenue va déplacer des habitants du Madhya Pradesh et du Maharashtra, mais dont les bienfaits iront au Gujarat. La Banque était déjà là avec son carnet de chèques avant même que les coûts aient été estimés, que les études aient été menées, avant même que quiconque ait la moindre idée du coût humain de l'opération ou de l'impact qu'aurait le barrage sur l'environnement !

Le prêt de 450 millions de dollars pour le Projet de Sardar Sarovar était approuvé et les fonds disponibles dès 1985, alors que l'accord du ministère de l'Environnement, lui, n'était donné qu'en 1987 ! Ce n'est plus de l'empressement, mais de la passion, plus de l'amour, mais de la rage.

Pourquoi un tel enthousiasme ?

Entre 1947 et 1994, la Banque mondiale a reçu 6 000 demandes de prêt des divers coins du monde. Elle n'en a rejeté aucune. J'ai bien dit aucune. Des expressions comme « faire travailler l'argent » ou « atteindre les objectifs en matière de prêts » deviennent soudain parfaitement intelligibles.

L'Inde en est arrivée à un point aujourd'hui où elle rembourse plus d'argent à la Banque en intérêts et en amortissements qu'elle n'en reçoit. Nous sommes obligés de nous endetter toujours davantage pour pouvoir rembourser nos anciennes dettes. Si l'on en croit le Rapport annuel de la Banque mondiale, l'Inde a payé à celle-ci l'an dernier (1998) 478 millions de dollars de plus que ce qu'elle lui a emprunté. Au cours des cinq dernières années (1993 à 1998), l'Inde a versé à la Banque 1 475 milliards de dollars de plus que ce qu'elle a reçu<sup>28</sup>.

La relation qui existe entre nous est exactement du même ordre que celle qui unit l'ouvrier agricole sans un pouce de terre et submergé de dettes au Bania du coin : c'est une relation fondée sur l'affection, le pauvre homme aime son Bania, parce qu'il sait qu'il peut compter sur lui en cas de besoin. Ce n'est pas pour rien que nous appelons le monde un Village global. La seule différence entre l'ouvrier agricole et le gouvernement indien, c'est que le premier se sert de l'argent pour survivre, tandis que le second en remplit les coffres de ses hauts fonctionnaires et de ses agents, acculant le pays à un asservissement économique dont il risque de ne jamais se relever.

L'Industrie internationale du Barrage vaut 20 milliards de dollars par an<sup>29</sup>. Suivez la piste des Grands Barrages dans le monde, que ce soit en Chine, au Japon, en Malaisie, en Thaïlande, au Brésil ou au Guatemala, et vous retrouvez le même scénario d'un pays à l'autre, et les mêmes acteurs : le Triangle de Fer (expression qui, chez les initiés, désigne la collusion entre hommes politiques, bureaucratie et compagnies de construction), les charlatans qui préfèrent se voir appeler Consultants Internationaux en Environnement (et sont en règle générale

directement employés par les constructeurs de barrages ou leurs sous-traitants) et, plus souvent qu'à son tour, la gentille et compréhensive Banque mondiale d'à côté. Vous finirez par reconnaître sans peine la rhétorique hyperbolique, les nobles slogans vantant les « Barrages pour le Peuple », la rapidité et la brutalité dans la répression dès les premiers signes d'insubordination civile. (Depuis quelque temps, surtout depuis l'expérience de la vallée de la Narmada, la Banque mondiale se montre plus prudente dans son choix des pays où elle prétend financer des projets entraînant des déplacements massifs de population. À l'heure actuelle, son client le plus prisé, c'est la Chine. Voilà un paradoxe qui ne manque pas de sel : les citoyens états-uniens manifestent contre le massacre de la place Tian'anmen, mais c'est leur argent que la Banque utilise pour financer les études en vue du barrage des Trois-Gorges en Chine, projet qui déplacerait plus d'un million de personnes. La Banque est aujourd'hui la première source de financement étranger des Grands Barrages de la Chine<sup>30</sup>.)

La comédie est habilement menée, et les acteurs se connaissent bien. De temps à autre, ils changent de rôle : tel bureaucrate se retrouve à la Banque, tandis que tel ou tel banquier refait surface comme consultant de projet. À la fin de la pièce, un pourcentage énorme de l'« Aide au Développement » repart en direction des pays d'où elle est venue, sous le nom de coûts d'équipement, rémunérations de consultants, salaires versés au personnel des agences. Souvent, l'Aide est « liée » (comme dans le cas du prêt japonais pour le barrage de Sardar Sarovar, consenti à condition que les turbines soient achetées à la corporation Sumitomo<sup>31</sup>). Parfois, l'opération relève de méthodes beaucoup plus contestables. Ainsi, en 1993, la Grande-Bretagne a financé le barrage de Pergau en Malaisie grâce à un prêt subventionné de 234 millions de livres, en dépit d'un rapport de l'Administration pour le Développement outre-mer qui précisait que l'ouvrage serait « une mauvaise opération » pour la Malaisie. Il apparut par la suite que le prêt n'avait été consenti que pour « encourager » la Malaisie à signer un contrat de plus d'un milliard de livres destiné à l'achat d'armes britanniques<sup>32</sup>.

En 1994, les consultants britanniques ont gagné 2,5 milliards de dollars sur les contrats outre-mer<sup>33</sup>. Le deuxième secteur le plus juteux après la gestion de projets s'est révélé être la rédac-

tion de Rapports sur l'Impact Écologique des projets (les RIE). Dans la grande arnaque du Développement, les règles sont très simples. Si vous êtes invité par un gouvernement à rédiger un RIE pour un projet de Grand Barrage et que vous signalez un problème (disons que vous allez chipoter sur la quantité d'eau disponible dans un fleuve ou, à Dieu ne plaise, suggérer que le coût humain de l'opération serait trop élevé), alors vous êtes un cas et votre nom restera dans les annales. Ou plutôt vous êtes un CAC : un Consultant Au Chômage. Et hop, du jour au lendemain, plus de Range Rover, plus de vacances en Toscane, plus d'école privée pour vos enfants. Il y a de l'argent à faire sur le dos des pauvres. Sans compter les à-côtés.

Conformément à la coutume en vigueur, au moment de la construction du barrage de Sardar Sarovar (haut de 138,68 m), le gouvernement instaura la pantomime complexe consistant à mener des études destinées à estimer le coût du projet et l'impact qu'il aurait sur les populations et l'environnement. La Banque mondiale prit une part active à la mascarade, fronçant les sourcils à l'occasion ou réclamant, sans trop insister, plus de détails sur des problèmes tels que le relogement et la réhabilitation de ce qu'elle appelle les PAPs — Personnes Affectées par les Projets. (Ces acronymes constituent une aide inappréciable : ils vous transforment rondement chair et sang en froides statistiques. Une PAP cesse d'être un humain sans même avoir le temps de s'en apercevoir.)

Quelques bribes de renseignements suffirent à satisfaire la Banque mondiale, qui s'engagea sans délai dans l'aventure. Selon l'accord implicite, tacite, mais parfaitement évident, passé entre les parties concernées, le projet irait de toute façon à son terme, quels qu'en soient les coûts — économiques, écologiques ou humains. On le justifierait au fur et à mesure des travaux. Et on savait pertinemment que n'importe quel tribunal finirait par s'incliner devant un *fait accompli*\*.

*Votre honneur, les retards dus à la procédure coûtent au pays 20 millions de roupies par jour.*

Le gouvernement parle du Projet Sardar Sarovar comme du « Projet le plus documenté à jamais avoir vu le jour en Inde », et pourtant voici comment se sont passées les choses : lorsque

\* En français dans le texte.

le tribunal a rendu son jugement et que le gouvernement du Gujarat a annoncé ses intentions quant à la manière dont il allait utiliser l'eau qui lui avait été allouée, *personne n'a évoqué le problème de l'eau potable pour les villages du Kutch et du Saurashtra*, les régions les plus arides du Gujarat. Ce n'est que lorsque le projet a commencé à susciter une opposition politique que le gouvernement a soudain découvert le pouvoir mobilisateur de la Soif. Apaiser la soif de gorges desséchées dans le Kutch et le Saurashtra est devenu du jour au lendemain la seule raison d'être du Projet. (Qui se souciait que les eaux de deux rivières — la Sabarmati et la Mahi, toutes deux bien plus proches du Kutch et du Saurashtra que la Narmada — aient été endiguées et dirigées sur Ahmedabad, Mehsana et Kheda ? Que ni le Kutch ni le Saurashtra n'en aient vu la moindre goutte ?) Officiellement, le nombre de personnes qui bénéficieront d'eau potable grâce au canal de Sardar Sarovar a fluctué entre 28 millions (en 1983) et 32,5 (en 1989) — jolie, la virgule ! — pour atteindre 40 millions (en 1992) et redescendre à 25 (en 1993<sup>34</sup>).

Le nombre de villages qui devraient être alimentés en eau potable était de zéro en 1979, 4 719 au début des années 1980, 7 234 en 1990 et 8 215 en 1991<sup>35</sup>. Sommé de s'expliquer sur ces chiffres, le gouvernement a dû reconnaître que celui de 1991 incluait 236 villages *non habités*<sup>36</sup> !

Tous les aspects du Projet sont abordés de la même manière désinvolte, comme s'il s'agissait d'un jeu de société. Alors qu'il y va de la vie et de l'avenir de millions de gens.

En 1979, le nombre de familles appelées à être déplacées par le Projet Sardar Sarovar était estimé à un peu plus de 6 000. En 1987, il avait doublé. En 1991, il atteignait 27 000, et, en 1992, le gouvernement reconnaissait que 40 000 familles seraient touchées. Aujourd'hui, les chiffres officiels oscillent entre 40 000 et 41 500<sup>37</sup>. (Bien entendu, il s'agit là d'un chiffre absurde, si l'on considère que le réservoir n'est pas la seule cause d'expropriation. Selon le NBA, le chiffre avoisinerait les 85 000 familles, soit un demi-million de personnes.)

Le coût estimé du Projet est monté en flèche de 50 milliards de roupies<sup>38</sup> à 200 milliards (chiffre officiel). Le NBA, lui, déclare qu'il reviendra à plus de 400 milliards de roupies<sup>39</sup>.

Le gouvernement prétend que le barrage produira 1 450 mégawatts<sup>40</sup>. Le problème avec les barrages multifonctions de ce

type, c'est que leurs « fonctions » (irrigation, production d'électricité, contrôle des crues) ne sont pas nécessairement compatibles. L'irrigation, par exemple, pompe l'eau dont on aurait besoin pour produire de l'électricité. Le contrôle des crues exige que le réservoir reste vide pendant la mousson pour que soit évitée une montée catastrophique des eaux. Mais si les pluies sont moins abondantes que prévu, vous restez avec votre réservoir vide sur les bras. Ce qui va à l'encontre du principe même de l'irrigation, lequel consiste à stocker l'eau de la mousson. C'est aussi complexe que d'essayer, comme dans la devinette célèbre, de passer une rivière à gué avec un renard, un poulet et un sac de grain. Le résultat de ces usages multiples et conflictuels, c'est que, quand le Projet sera terminé et totalement opérationnel, le barrage, à en croire certaines études, ne produira que 3 % de l'électricité escomptée par ses concepteurs. Environ 50 mégawatts. Si l'on prend en compte l'électricité nécessaire pour pomper l'eau et la distribuer à travers tout le réseau de canaux, on comprend vite que ledit Projet finira par consommer plus d'électricité qu'il n'en pourra produire<sup>41</sup>.

Dans une guerre déjà ancienne, chacun a tendance à prêcher pour sa paroisse. Alors comment s'y reconnaître dans ce dédale de déclarations et de réfutations ? Comment décider de l'évaluation la plus fiable ? Peut-être à l'aide d'un examen des performances des barrages existants.

Le barrage de Bargi près de Jabalpur, le premier barrage à avoir été construit sur la Narmada, fut achevé en 1990. Il coûta dix fois plus que ce que prévoyait le budget initial et submergea trois fois plus de terres que les ingénieurs l'avaient prédit. On avait prévu de reloger environ 70 000 personnes issues de 101 villages, mais quand le réservoir fut rempli (sans que personne soit prévenu !), ce sont 162 villages qui furent engloutis. Certains des terrains aménagés par le gouvernement pour recevoir ces villageois furent eux aussi submergés. Les gens furent obligés de détalier comme des rats et de fuir une terre sur laquelle leurs ancêtres avaient vécu pendant des siècles. Ils sauvèrent ce qu'ils purent et regardèrent les eaux emporter leurs maisons. 114 000 personnes furent finalement déplacées<sup>42</sup>. Rien n'avait été prévu en matière de réhabilitation. Certains reçurent une maigre indemnité. Beaucoup n'obtinrent absolument rien.

Quelques-uns furent logés dans des centres de réhabilitation gouvernementaux. Comme celui de Gorakhpur, « village idéal » selon la propagande officielle : cinq personnes y sont mortes de faim entre 1990 et 1992. Le reste est retourné vivre illégalement dans les forêts à proximité du réservoir ou bien est allé s'entasser dans les bidonvilles de Jabalpur.

Le barrage de Bargi irrigue une superficie qui n'est pas plus grande que celle qu'il a submergée, et qui représente 5 % *seulement de la superficie initialement prévue par les concepteurs*<sup>43</sup>. Et encore s'agit-il d'une terre saturée d'eau.

Où que l'on regarde, c'est toujours la même histoire. Le Plan d'irrigation II de l'Andhra Pradesh prétendait ne déplacer que 63 000 personnes. Quand il a été achevé, il en avait déplacé 150 000<sup>44</sup>. Même chose pour le Plan d'irrigation II du Gujarat, qui a déplacé 140 000 personnes au lieu des 63 600 prévues<sup>45</sup>. L'estimation corrigée du nombre de ceux qui seront touchés par le projet d'irrigation de la Krishna supérieure dans le Karnataka est de 240 000 au lieu des 20 000 initialement prévus<sup>46</sup>.

Ce sont là les chiffres de la Banque mondiale. Pas ceux du NBA. Imaginez l'impact sur notre estimation de départ de 33 millions.

Les travaux de construction sur le site de Sardar Sarovar, qui se poursuivaient sporadiquement depuis leurs débuts en 1961, démarrèrent véritablement en 1988. À l'époque, personne, pas plus le gouvernement que la Banque mondiale, ne soupçonnait qu'une femme appelée Medha Patkar visitait l'un après l'autre tous les villages destinés à être engloutis et demandait aux gens s'ils avaient la moindre idée de ce que leur réservait le gouvernement. Quand elle arriva dans cette vallée, il y a des années de cela, elle n'avait aucune intention de s'opposer à la construction du barrage : elle ne se préoccupait que de voir les villageois réinstallés de façon humaine et équitable. Elle comprit très rapidement que les intentions du gouvernement à leur égard étaient tout sauf honorables. En 1986, la nouvelle avait fait le tour du pays, et dans chaque État s'étaient créées des associations de citoyens qui dénonçaient les promesses de réinstallation et de réhabilitation faites par les fonctionnaires de l'Administration. Ce n'est pourtant que quelques années plus tard que l'on commença à soupçonner toute l'ampleur du désastre : l'impact des barrages à la fois sur les populations à déplacer et



sur les gens censés en bénéficier. Le Projet de Développement de la vallée de la Narmada en vint bientôt à n'être plus connu que comme *le plus grand désastre écologique programmé de l'Inde*. Les différentes associations de citoyens se regroupèrent en une association unique : le Narmada Bachao Andolan — l'extraordinaire NBA — était né.

En 1988, le NBA déposait officiellement une demande pour que tous les travaux sur la Narmada soient arrêtés. Les gens se déclaraient prêts à se laisser noyer plutôt que de partir de chez eux. En deux ans, la résistance avait fait du chemin et d'autres mouvements avaient apporté leur soutien au NBA. En septembre 1989, 50 000 personnes venues des quatre coins de l'Inde se rassemblèrent dans la vallée de la Narmada pour se consacrer à la lutte contre les crimes commis au nom du Développement. Le site du barrage et les régions avoisinantes, déjà réglementés par la loi sur le secret d'État, tombèrent sous le coup de l'Article 144, lequel interdit tout rassemblement de plus de cinq personnes. La zone tout entière prit des allures de camp retranché. Un an plus tard, le 28 septembre 1990, en dépit des barricades, des milliers de villageois convergeaient, soit à pied soit en bateau, vers une petite ville du nom de Badwani, dans le Madhya Pradesh, pour affirmer à nouveau leur détermination à se laisser noyer plutôt qu'à accepter de quitter leurs maisons.

La nouvelle de cette résistance populaire ne tarda pas à se répandre dans d'autres pays. La branche japonaise des Amis de la Terre monta une campagne au Japon qui réussit à contraindre le gouvernement à renoncer à son prêt de 27 milliards de yens, destiné à financer le barrage de Sardar Sarovar. (Le contrat pour les turbines, lui, n'a pas été résilié.) Une fois que les Japonais se furent retirés, la pression internationale des diverses associations écologistes qui soutenaient la lutte commença à peser sur la Banque mondiale.

Ce qui ne manqua pas de déclencher un processus d'escalade de la répression dans la vallée. La politique gouvernementale, telle qu'elle fut décrite par un ministre de l'époque, consistait à « inonder la vallée d'uniformes ».

Le jour de Noël 1990, 6 000 hommes et femmes parcoururent plus de 100 kilomètres, transportant provisions et matériel de couchage, pour accompagner un commando de sept membres, tous résolus à sacrifier leur vie pour le fleuve. Ils furent arrê-

tés à Ferkuwa à la frontière du Gujarat par les forces armées de la police et une foule de manifestants venus de la ville de Baroda, dont beaucoup avaient été payés pour se trouver là, quelques-uns restant peut-être convaincus du bien-fondé du barrage, « source de vie du Gujarat ». La confrontation était révélatrice : l'Inde urbaine des classes moyennes contre une Armée rurale, pour l'essentiel tribale. Les manifestants demandèrent qu'on les autorise à franchir la frontière pour se rendre sur le site du barrage. La police leur bloqua le passage. Afin de souligner le caractère non violent de la manifestation, chacun des villageois se fit lier les mains. L'un après l'autre, ils défièrent les forces de police. Ils furent roués de coups, arrêtés et traînés jusqu'à des camions qui les abandonnèrent ensuite dans la jungle à quelques kilomètres de là. Obstins, les villageois refirent le chemin en sens inverse pour aller reprendre leurs positions.

L'affrontement se poursuivit pendant près de quinze jours. Finalement, le 7 janvier 1991, les sept membres du commando annonçaient leur décision de commencer une grève de la faim illimitée. La tension monta. La presse indienne et internationale, des équipes de télévision, des cinéastes se rendirent sur place et s'emparèrent de l'affaire. Les journaux se mirent à publier des comptes rendus presque quotidiennement. Les militants écologistes firent monter la pression à Washington. Pour finir, très embarrassée de voir braqués sur elle tous les projecteurs de l'actualité, la Banque mondiale annonça qu'elle allait créer une Commission d'Enquête indépendante sur le barrage de Sardar Sarovar — démarche sans précédent dans les annales de la Banque.

Quand la nouvelle atteignit la vallée, elle fut accueillie avec une méfiance teintée de perplexité. Personne n'avait aucune raison de faire confiance à la Banque mondiale. Mais, d'un autre côté, c'était tout de même une victoire. Les villageois, effrayés — on les comprend — par l'état de faiblesse de leurs camarades qui jeûnaient depuis vingt-deux jours, les supplièrent de mettre un terme à leur grève de la faim. Le 28 janvier, la grève de Ferkuwa prenait fin, et c'est aux cris de « *Hamara Gaon Mein Hamara Raj !* » (« Nous sommes maîtres dans nos villages ! ») que la courageuse armée rentra chez elle.

Il n'y a jamais eu d'armée tout à fait comparable à celle-là,

nulle part ailleurs dans le monde. Dans d'autres pays — la Chine (le président Mao se vit offrir un Grand Barrage pour son soixante-dix-septième anniversaire), la Malaisie, le Guatemala, le Paraguay —, la moindre tentative de révolte a toujours été étouffée dans l'œuf. Ici, en Inde, la révolte gronde sans cesse. Bien entendu, de cela aussi, l'État aimerait pouvoir se glorifier. Il aimerait que nous lui soyons reconnaissants de ne pas avoir complètement écrasé le mouvement, de lui permettre d'exister. Après tout, nous dira-t-on, n'est-ce pas là le signe d'un fonctionnement démocratique des institutions ? L'État n'intervenant qu'en cas de différends entre les citoyens ?

J'imagine que c'est une manière comme une autre d'envisager les choses. (Et c'est peut-être à ce stade que je devrais m'aplatir en disant : « Merci, merci de tout cœur de bien vouloir m'auto-riser à écrire ce que j'écris » ?)

Pourquoi devrions-nous être reconnaissants à l'État de nous permettre de le contester ? Nous ne devons de remerciements qu'à nous-mêmes. Parce que c'est nous qui avons insisté pour obtenir ces droits. C'est nous qui avons refusé de céder. S'il y a une chose dont nous puissions vraiment être fiers en tant que peuple, c'est bien celle-là.

Et ne soyons pas dupes : le combat continue dans la vallée de la Narmada, *malgré* l'État.

Les moyens par lesquels l'État indien choisit de conduire la guerre sont sournois. En dehors de son apparente bienveillance, sa plus grande force est son infinie patience, son aptitude à attendre. À savoir encaisser les coups et rebondir. À user l'opposition. L'État ne se fatigue jamais, ne vieillit pas, n'a jamais besoin de repos. La course de relais qu'il mène ne s'arrête jamais.

Mais les gens en lutte, eux, se fatiguent. Ils tombent malades et prennent de l'âge. Même les plus jeunes vieillissent prématurément. Depuis vingt ans maintenant, depuis le jour où le Tribunal a rendu son jugement, l'armée en haillons de la vallée vit dans la peur de l'expulsion. Depuis vingt ans, dans la plupart des régions concernées, il n'y a aucun signe de développement — ni routes, ni écoles, ni puits, ni dispensaires. Depuis vingt ans, la malédiction « zone bientôt recouverte par les eaux » pèse sur le pays, qui se retrouve ainsi isolé du reste de la société (aucune proposition de mariage, aucune tran-

saction immobilière). Les habitants ne sont pas sans rappeler les Hibakusha japonais (victimes et descendants des victimes d'Hiroshima et de Nagasaki). Les « fruits du développement moderne », quand ils sont enfin arrivés, ont entraîné l'horreur dans leur sillage. Les routes ont engendré les géomètres, les géomètres les camions, les camions la police, et la police a apporté les balles, les coups, les viols, les arrestations et, dans au moins un cas, le meurtre. Le seul « fruit » authentique du développement moderne à les avoir atteints — et encore par hasard —, c'est le droit d'élever la voix, le droit de se faire entendre. Mais ils luttent depuis vingt ans. Combien de temps tiendront-ils encore ?

La lutte dans la vallée est fatigante et elle est passée de mode. Les équipes internationales de télévision et les reporters engagés s'en sont allés chercher ailleurs (comme la Banque mondiale) des pâturages plus fertiles. Les films documentaires ont été dûment visionnés et appréciés. La compassion de tous s'est usée. Mais les travaux, eux, se poursuivent, et le barrage monte un peu plus de jour en jour...

Aujourd'hui, plus que jamais, l'armée en haillons a besoin de renforts. Si nous la laissons mourir, si nous acceptons que la lutte soit écrasée, que ceux qui la mènent soient victimes de la répression, nous perdrons ce que nous avons de plus précieux : notre âme, ou ce qu'il en reste.

« L'Inde survivra », vous diront les sages philosophes qui ne veulent pas se laisser embourber dans l'insignifiance des affaires courantes. Comme si, quelque part, l'« Inde » était plus précieuse que son peuple.

Les anciens nazis se consolent probablement de la même manière.

Il est trop tard, vous diront certains. On a déjà engouffré trop de temps et d'argent dans ce projet pour pouvoir maintenant faire machine arrière.

Jusqu'à présent, le réservoir de Sardar Sarovar n'a englouti qu'un quart de la surface qu'il devrait engloutir quand il aura atteint (s'il l'atteint un jour ?) toute sa hauteur. Si nous le stoppons maintenant, ce sont 325 000 personnes que nous sauverons d'une déchéance certaine. Quant à l'aspect financier de la chose, s'il est vrai que le gouvernement a déjà dépensé 75 milliards de roupies, il n'est pas moins vrai que la poursuite

des travaux reviendrait à jeter bien davantage d'argent par les fenêtres. En arrêtant la construction maintenant, nous économiserions quelque chose comme 350 milliards de roupies de l'argent public, suffisamment sans doute pour mettre en place des programmes d'adduction d'eau dans chaque village du pays. Existe-t-il une cause plus noble que celle-ci ?

Le combat pour la vallée de la Narmada n'est pas simplement une guerre tribale au parfum exotique, une lointaine guerre rurale ou même une guerre exclusivement indienne. C'est un combat pour les fleuves, les montagnes et les forêts du monde entier. Tous les soldats, de quelque horizon qu'ils soient, tous les volontaires seront les bienvenus. Et on aura besoin de toutes sortes de soldats. Médecins, avocats, professeurs, juges, journalistes, étudiants, sportifs, peintres, acteurs, chanteurs, militants... Les portes sont grandes ouvertes ! Venez, nous vous attendons.

Arrêtons là et revenons à notre histoire.

En juin 1991, la Banque mondiale nomma Bradford Morse président de la Commission d'Enquête indépendante. Cet ancien directeur du Programme d'Aide internationale des Nations unies était censé rédiger un rapport approfondi sur le programme du barrage de Sardar Sarovar, et on lui garantissait le libre accès, au cours de son enquête, à tous les documents secrets de la Banque afférents à ce programme.

Morse et son équipe arrivèrent en Inde en septembre 1991. Le NBA, convaincu qu'il s'agissait d'une nouvelle manœuvre dilatoire, refusa dans un premier temps de les recevoir. En revanche, le gouvernement du Gujarat déroula le tapis rouge devant ces alliés potentiels (tout en leur roulant une œillade entendue).

Un an plus tard, en juin 1992, la Commission publiait ses conclusions dans un rapport qui devait faire date : l'Enquête indépendante (également connue sous le nom de Rapport Morse).

Ladite enquête pèle le projet un peu comme on le ferait d'un oignon, délicatement, pelure après pelure. Rien, du plus insignifiant au plus signifiant, qui n'ait retenu l'attention des membres de la commission Morse. Lesquels rencontrèrent ministres et bureaucrates, représentants d'organisations non gouvernementales travaillant dans la région, et allèrent de village en village, passant d'un site de réinstallation à un autre. Pour ces derniers, ils rendirent visite aux bons comme aux mauvais, aux tempo-

raires comme aux permanents. Parlèrent avec des centaines de gens. Voyagèrent aux quatre coins de la zone de submersion imposée et de la zone d'influence du barrage. Se rendirent à Kutch et dans d'autres régions du Gujarat sinistrées par la sécheresse. Commandèrent leurs propres études. Et examinèrent tous les aspects du projet : hydrologie, gestion de l'eau, environnement en amont, sédimentation, traitement des bassins hydrographiques, environnement en aval, anticipation des éventuels problèmes dans la zone d'influence (détrempage des sols, salinité, drainage, hygiène, impact sur le milieu naturel).

Ce que révèle l'Enquête indépendante, en termes prudents et mesurés (que j'admire, mais dont je suis incapable), est proprement scandaleux. C'est la dénonciation la plus sobre, la plus impartiale, et nonobstant la plus radicale qui soit des relations existant entre l'État indien et la Banque mondiale. Sans avoir l'air d'y toucher, sans même peut-être l'avoir délibérément cherché, le rapport pénètre au cœur du problème, dans cet espace intime où ces deux entités vivent en parfaite symbiose (et qui se situe quelque part entre ce qu'elles disent et ce qu'elles font).

La recommandation centrale des 357 pages de l'Enquête est sans équivoque et tout à fait inattendue :

*Nous estimons que les Projets Sardar Sarovar sont imparfaits, que le relogement et la réhabilitation de tous ceux qui seront amenés à être déplacés ne sont pas possibles dans l'état actuel des choses et que l'impact du programme sur l'environnement n'a pas été correctement évalué ni sérieusement étudié. Nous sommes qui plus est convaincus que la Banque et l'emprunteur sont également responsables de la situation qui prévaut pour l'instant... il semble évident que ce sont des intérêts d'ordre économique et professionnel qui ont motivé les Projets à l'exclusion de toute préoccupation humaine et écologique... L'Inde et les États concernés... ont dépensé des sommes considérables. Personne ne voudrait voir cet argent gaspillé. Il apparaît judicieux de prévenir les parties concernées qu'il pourrait être extrêmement dommageable de poursuivre les travaux sans une pleine connaissance de ce qu'il en coûterait pour l'homme et l'environnement... En conséquence de quoi, nous estimons que la solution la plus sage serait que la Banque se désengage du programme afin de le reconsidérer<sup>A7</sup>...*

Ainsi s'expriment quatre hommes responsables, bien informés et véritablement indépendants, qui font beaucoup pour restaurer une foi érodée par des centaines de mercenaires payés pour faire le même genre de travail.

La Banque n'était pourtant pas prête à renoncer. Elle continua à financer le projet. Deux mois après la publication du Rapport Morse, elle dépêcha sur place la commission Pamela Cox, qui s'empessa de contrer toutes les mises en garde du précédent rapport (« ... il serait de notre part irresponsable de vouloir improviser une série de recommandations destinées à réglementer les travaux alors même que les vices de forme du programme nous paraissent aussi évidents<sup>48</sup>... ») et suggéra une sorte de rapiéçage susceptible de sauver l'opération. En octobre 1992, sur la recommandation de la commission Pamela Cox, la Banque donna au gouvernement six mois pour satisfaire à certaines conditions minimales et élémentaires<sup>49</sup>. Ce minimum, le gouvernement fut incapable de l'assurer. Finalement, le 30 mars 1993, la Banque mondiale se retira des Projets Sardar Sarovar. (En fait, d'un point de vue technique, le gouvernement indien avait demandé à la Banque mondiale de se retirer le 29 mars, un jour *avant* la date butoir<sup>50</sup>.)

Personne n'avait jamais réussi à faire reculer la Banque mondiale. Surtout pas une armée de fortune constituée des gens les plus pauvres d'un pays parmi les plus pauvres du monde. Un groupe de gens que Lewis Preston, président de la Banque, n'avait, comme par hasard, jamais réussi à inclure dans son programme de visites dans le pays<sup>51</sup>. Mettre la Banque à la porte a été et demeure une immense victoire morale pour les gens de la vallée.

L'euphorie ne dura pas. Le gouvernement du Gujarat annonça qu'il allait lui-même trouver les 200 millions de dollars nécessaires à la poursuite du projet.

Tout au long des travaux de la commission Morse et après la publication de son rapport, les affrontements entre les populations et les Autorités se poursuivirent sans désespérer dans la vallée : humiliations, arrestations, matraquages, grèves de la faim illimitées auxquelles mettaient un terme des promesses temporaires suivies de trahisons durables. Ceux qui avaient accepté de quitter la vallée pour être réinstallés ailleurs revenaient peu à

peu dans leurs villages. À Manibeli, un village du Maharashtra et l'un des foyers de la résistance, des centaines de villageois participèrent à une manifestation inspirée des principes de Gandhi. En 1993, des familles de Manibeli décidèrent de rester chez elles tandis que les eaux montaient. S'accrochant à des pieux en bois avec leurs enfants dans les bras et refusant de partir. Des policiers finirent par les en arracher. Le NBA déclara que si le gouvernement refusait de reconsidérer le projet, le 6 août 1993, un groupe d'activistes se noierait volontairement dans les eaux montantes du réservoir. Le 5 août, le gouvernement de l'Union nommait une nouvelle commission, le Groupe des Cinq, chargée de réexaminer le projet.

Le gouvernement du Gujarat leur refusa l'entrée sur le territoire de l'État<sup>52</sup>.

Le rapport du Groupe des Cinq<sup>53</sup> (rédigé uniquement à partir de documents écrits) fut présenté l'année suivante. Il faisait tacitement siennes les graves préoccupations de l'Enquête indépendante. Ce qui ne changea rien à l'affaire. C'est là l'une des stratégies de l'État les plus efficaces : tout étouffer à coups de commissions.

En février 1994, le gouvernement du Gujarat ordonnait la fermeture définitive des écluses du barrage.

En mai 1994, le NBA déposait une pétition auprès de la Cour suprême mettant en cause la raison d'être du barrage de Sardar Sarovar et réclamant l'arrêt de la construction<sup>54</sup>.

Lors de la mousson de 1994, quand le niveau monta dans le réservoir et que l'eau finit par dévaler de l'autre côté du barrage, 65 000 mètres cubes de béton et 35 000 mètres cubes de rochers furent arrachés à un bassin de ralentissement, laissant un cratère large de 65 mètres. La centrale électrique située sur le fleuve fut inondée. Rien ne transpara des dégâts pendant des mois<sup>55</sup>. Ce n'est qu'en janvier 1995 que des comptes rendus commencèrent à paraître dans la presse.

Au début de 1995, arguant de ce que la réinstallation des populations déplacées ne s'était pas faite de façon satisfaisante, la Cour suprême ordonna la suspension des travaux sur le barrage jusqu'à nouvel ordre<sup>56</sup>. Le barrage atteignait désormais 80 mètres au-dessus du niveau de la mer.

Dans l'intervalle, les travaux avaient commencé sur deux autres barrages dans le Madhya Pradesh : celui de Narmada



Sagar (sans lequel le Sardar Sarovar perdrait entre 17 et 30 % de son efficacité<sup>57</sup>) et celui de Maheshwar, lequel avait été programmé en premier. Le gouvernement du Madhya Pradesh signa un contrat d'achat d'électricité avec une compagnie privée, S. Kumars, un des magnats de l'industrie textile indienne.

La tension dans la région du barrage de Sardar Sarovar tomba pendant un temps tandis que la bataille se déplaçait en amont, à Maheshwar, dans les plaines fertiles du Nimad.

Grâce à l'affaire en instance devant la Cour suprême, la répression se calma de manière notable dans la vallée. Mais si les travaux de construction avaient cessé sur le barrage, la mascarade du relogement, elle, se poursuivait. Les forêts qui devaient être submergées continuaient à être abattues et les arbres à être évacués dans des camions, obligeant ceux qui en dépendaient pour leur subsistance à partir.

Même si le barrage est loin d'avoir atteint la hauteur initialement prévue, son impact sur l'environnement et les populations qui vivent le long du fleuve se fait d'ores et déjà gravement sentir.

Le nombre de cas de malaria dans la région s'est multiplié par six<sup>58</sup>.

Sur plusieurs kilomètres en amont du barrage, d'énormes dépôts de vase, où l'on s'enfonce jusqu'à la taille et qui font plus de 200 mètres de large, interdisent l'accès au fleuve. Les femmes doivent parcourir des kilomètres, littéralement des kilomètres, avec leurs récipients à la main, pour trouver un passage. Les vaches et les chèvres s'y embourbent et finissent par mourir. Les petites pirogues utilisées par les tribus sont devenues dangereuses à manier tant les tourbillons sont désormais imprévisibles.

Plus loin en amont, là où l'envasement n'a pas encore créé de problèmes, c'est une autre histoire. Les gens qui ne possèdent pas de terres, essentiellement des *adivasi* et des *dalit*, ont de tout temps cultivé du riz, des melons, des concombres et des courges sur les étendues limoneuses et fertiles que laisse le fleuve quand il se retire pendant la saison sèche. De temps à autre, les ingénieurs de service sur le barrage de Bargi (très loin en amont, à proximité de Jabalpur) font des lâchers d'eau depuis le réservoir sans avertissement préalable. En aval, le niveau du fleuve monte

aussitôt. Des centaines de familles ont ainsi vu leurs récoltes emportées plusieurs fois et sont restées sans aucun moyen de subsistance.

Imaginez ces populations qui tout à coup ne peuvent plus faire confiance à leur fleuve. Comme si l'être aimé tombait brusquement sous le coup d'une psychose. Seul celui qui a aimé un fleuve vous dira à quel point la perte de celui-ci peut être dure et douloureuse. Mais je vais me faire taper sur les doigts si je poursuis dans cette veine. Quand on traite de l'intérêt général, il n'y a pas de place pour les sentiments. Il faut s'en tenir aux faits, rien qu'aux faits. Vous voudrez bien me pardonner cet égarement passager.

Les gouvernements des États du Madhya Pradesh et du Maharashtra continuent à se montrer des plus cavaliers envers les populations déplacées. La politique de relogement et de réhabilitation du gouvernement du Gujarat (du moins sur le papier) fait apparaître les deux autres États comme moyenâgeux. Le Gujarat se flatte d'avoir les meilleurs programmes du monde en ce domaine<sup>59</sup>. Il offre lopin de terre pour lopin de terre aux populations déplacées depuis le Maharashtra et le Madhya Pradesh et prend en compte les revendications des « illégaux » (en règle générale des *adivasi* sans aucun papier). Autant de dispositions qui ne sont que poudre aux yeux dès qu'on examine de plus près les critères retenus pour sélectionner ceux qui, parmi les victimes du barrage, peuvent prétendre à un dédommagement.

Pour tout dire, le gouvernement du Gujarat n'a même pas réussi à reloger de façon adéquate les 19 villages déclarés submersibles sur son propre territoire, sans parler des 226 villages des deux autres États. Les habitants de ces 19 villages ont été éparpillés dans 175 localisations différentes. Les liens de tous ordres, sociaux, familiaux, ont été brisés, et des communautés entières disloquées.

En pratique, l'histoire de la réinstallation (à l'exception de quelques « Villages modèles ») reste celle de l'indifférence et de promesses non tenues. Certains ont reçu de la terre, d'autres pas. Certains ont une terre rocailleuse impossible à cultiver. D'autres une terre irrémédiablement détrempée. D'autres encore ont été expulsés par des propriétaires qui avaient vendu leurs terres au gouvernement mais n'avaient pas été payés<sup>60</sup>.

Certains de ceux que l'on avait réinstallés à la périphérie

d'autres villages se sont fait voler, rouer de coups et chasser par leurs hôtes. Il y a des exemples de personnes déplacées en raison de deux projets de barrage distincts qui se sont vu allouer des lopins de terre contigus. Dans un cas, ce sont des sinistrés venant de trois zones différentes — le barrage d'Ukai, celui de Sardar Sarovar et celui de Karjan — qui ont été réinstallés dans la même région<sup>61</sup>. Non contents de devoir se battre entre eux pour trouver des moyens de subsistance — eau, pâtures, emplois —, ils ont dû se battre contre un groupe d'ouvriers agricoles qui servaient de métayers à des propriétaires absents, lesquels ont par la suite vendu leurs terres au gouvernement.

Il existe une autre catégorie de population déplacée, constituée par ceux dont les terres ont été acquises par le gouvernement à des fins de réinstallation. La notion de hiérarchie perdure même parmi les plus démunis : les « évincés » du barrage de Sardar Sarovar sont plus prestigieux que les autres, parce qu'à l'occasion on parle d'eux dans les journaux et qu'ils ont un procès en cours. (Dans d'autres Projets de Développement où il n'y a ni presse, ni NBA, ni procès, il n'y a pas de dossiers. Les déplacés ne laissent aucune trace.)

Dans plusieurs sites de réinstallation, on a entassé les gens dans des rangées de cabanes en tôle ondulée, qui sont des fournaies l'été et des glacières l'hiver. Certains de ces emplacements sont situés dans des lits de rivière asséchés qui, à l'époque de la mousson, se transforment en torrents. Je me suis rendue dans certains de ces « sites ». J'en ai vu d'autres dans des documentaires<sup>62</sup> : images d'enfants grelottants, perchés comme des oiseaux au bord des lits de bois, tandis que l'eau entre en tourbillonnant dans leurs maisons de tôle. Yeux effarés et fiévreux qui regardent les casseroles et les ustensiles de cuisine franchir le seuil emportés par le courant et partir à la dérive dans les champs inondés, qui regardent un père d'une maigreur effrayante se jeter à l'eau pour aller récupérer ce qu'il peut.

Quand les eaux se retirent, elles ne laissent que ruines derrière elles. Malaria, diarrhée, bétail malade prisonnier de la boue. Vieilles poutres en teck, arrachées aux anciennes maisons et soigneusement mises de côté pour permettre de réaliser un jour un rêve sans cesse différé, désormais spongieuses, pourries, inutilisables.

Quarante familles ont été transférées de Manibeli à un site de réinstallation dans le Maharashtra. Au cours de la première année, 38 enfants sont morts<sup>63</sup>. Les journaux d'aujourd'hui (*Indian Express* du 26 avril 1999) rapportent la mort de 9 personnes sur un seul site de relogement dans le Gujarat. En l'espace d'une semaine. Pas moins de 1,2875 PAPs par jour, si je compte bien.

Nombreux sont ceux parmi les relogés qui ont toujours vécu dans la forêt sans aucun contact avec l'argent et le monde moderne et qui se trouvent brutalement confrontés à une terrible alternative : se laisser mourir de faim ou faire des kilomètres jusqu'à la ville la plus proche pour aller s'asseoir sur la place du marché (femmes et hommes confondus) et s'offrir, au même titre que des marchandises, comme travailleurs à gages.

Au lieu d'une forêt d'où ils tiraient tout ce dont ils avaient besoin — nourriture, chauffage, fourrage, corde, gomme, tabac, dentifrice, herbes médicinales, matériaux de construction —, ils n'ont à leur disposition pour nourrir leur famille que les 10 à 20 roupies qu'ils peuvent gagner par jour. Au lieu d'un fleuve, ils ont une pompe à main. Dans leur ancien village, ils n'avaient pas d'argent, mais la sécurité. Si les pluies n'arrivaient pas, ils se tournaient vers la forêt. La rivière pour y pêcher. Leur bétail constituait une garantie fixe. Privés de tous ces avantages, ils sont au bord du dénuement.

À Vadaj, un site que j'ai visité près de Baroda, l'homme qui m'a parlé berçait dans ses bras son enfant malade, des nuées de mouches collées à ses paupières fermées. Des enfants nus se sont rassemblés autour de nous, faisant bien attention de ne pas se brûler en s'appuyant sur les cloisons de tôle chauffées à blanc de la cabane qu'ils appellent leur maison. L'homme ne pensait pas au présent, à son enfant malade. Il était en train de me dresser la liste des fruits qu'il cueillait autrefois dans la forêt. Il en a compté 48 variétés, ajoutant qu'il ne pensait pas que lui-même ou ses enfants pourraient un jour s'offrir le luxe d'un fruit. À moins de le voler. Je lui ai demandé ce qu'avait son enfant. Il m'a répondu que mieux vaudrait pour lui mourir que vivre la vie qui l'attendait. J'ai alors demandé à la mère ce qu'elle en pensait. Elle a fixé le vide devant elle sans rien dire.

Pour les gens ainsi transplantés, tout est à réapprendre. Le trivial comme le crucial : les besoins naturels (vous allez où quand

la jungle n'est plus là pour vous cacher ?), l'achat d'un ticket de bus, l'apprentissage d'une nouvelle langue, le maniement de l'argent. Mais le pire pour eux, c'est apprendre à demander, à supplier. Apprendre à recevoir des ordres. À avoir des Maîtres. À ne parler que quand on vous adresse la parole.

Sans compter qu'il leur faut apprendre à rédiger (en triple exemplaire) leurs doléances à l'intention de la Commission de redressement des torts. Récemment, 3 000 personnes sont venues à Delhi pour se plaindre de leur situation, voyageant de nuit et campant dans les rues surchauffées<sup>64</sup>. Le Président a refusé de les rencontrer sous prétexte qu'il souffrait d'une infection oculaire. Maneka Gandhi, le ministre de la Solidarité et des Affaires sociales, leur a également refusé une entrevue mais leur a demandé de consigner leurs observations par écrit (*Chère Maneka, Nous te supplions de ne pas construire le barrage, Affectueusement, Le Peuple*). Quand on lui a remis le document, elle n'a rien trouvé de mieux que de morigéner la petite délégation pour ne pas l'avoir rédigé en anglais.

Quand on passe de l'autarcie et de la liberté à la pauvreté et à la soumission aux caprices d'un monde dont on ignore tout, absolument tout, à votre avis, quel effet cela peut bien faire ? Seriez-vous prêt, vous-même, à échanger votre résidence de vacances à Goa contre un taudis à Paharganj ? Non ? Même pas pour le bien du pays ?

À dire vrai, il est tout simplement impossible pour une administration d'État, de quelque État que l'on parle, de mener à bien la réhabilitation d'une population aussi fragile que celle-ci sur une échelle aussi vaste. C'est comme si on prétendait utiliser un sécateur pour couper les ongles d'un bébé. On lui couperait aussitôt les doigts avec.

Lopin de terre pour lopin de terre : la politique paraît équitable, mais comment la mettre en pratique ? Comment déraciner 200 000 personnes (selon une estimation officielle sujette à caution) — dont 117 000 sont des *adivasi* — et les réinstaller ailleurs de manière humaine ? Comment préserver leurs communautés dans un pays où l'on se bat pour chaque mètre carré de terre, où pratiquement tous les litiges portés devant les tribunaux ont quelque chose à voir avec la possession du sol ?

Où sont-elles donc ces belles terres, libres et cultivables, où vont pouvoir s'installer, intactes, ces communautés transplantées ?

La réponse est simple : elles n'existent pas. Il n'y en a pas, pas même pour les déplacés « officiels » de ce seul barrage.

Et qu'en est-il des 3 199 barrages restants ?

Qu'en est-il des milliers de PAPs restants, déjà programmés pour l'anéantissement ? Pourquoi ne pas tout simplement peindre l'étoile de David sur leurs portes et en finir une bonne fois pour toutes ?

Le réservoir du barrage de Maheshwar doit submerger, en partie ou en totalité, 60 villages des plaines du Nimad dans le Madhya Pradesh. Une part non négligeable de la population de ces villages (environ un tiers) est composée de *kevat* et de *kahar*, anciennes communautés de passeurs, de pêcheurs, de carriers et de cultivateurs sur berges limoneuses. La plupart ne possèdent pas de terre, c'est le fleuve qui les fait vivre et qui, pour eux, compte plus que pour quiconque. Quand le barrage sera construit, des milliers de *kevat* et de *kahar* perdront leur seul moyen de subsistance. Mais du fait qu'ils ne possèdent pas de terre, ils ne seront pas considérés comme « affectés par le projet ». En conséquence, ils ne pourront bénéficier d'aucune aide ni d'aucun dédommagement.

Jalud sera le premier de ces 60 villages à disparaître sous les eaux. Dans la mesure où ce n'est pas un village tribal, il est déchiré par les épouvantables divisions de castes qui sont la plaie de tout village hindou. Les fermiers propriétaires (officiellement admis au titre de PAPs) sont en majorité des Rajpoutes. Ils cultivent l'un des sols les plus fertiles de l'Inde. Leurs maisons sont pleines à craquer de sacs de blé, de dhal et de riz. Ils se vantent tellement de tout ce qu'ils arrivent à faire pousser sur leurs terres que, si toute cette affaire n'était pas aussi tragique, ils vous porteraient sur les nerfs. Leurs maisons ont d'ores et déjà commencé à se lézarder sous l'effet des dynamitages sur le site du futur barrage.

Douze familles qui possédaient quelques arpents à proximité du barrage se sont vu acheter leurs terres. Ces gens m'ont dit que quand ils avaient voulu refuser l'offre, on avait déversé du ciment dans leurs canalisations, rasé leurs récoltes sur pied au bulldozer et que la police était venue occuper les lieux. Ces douze familles sont aujourd'hui dépossédées de leurs terres et travaillent comme ouvriers agricoles.

La zone dans laquelle les Rajpoutes de Jalud vont être trans-

férés n'est qu'à quelques kilomètres du fleuve à l'intérieur des terres, à proximité d'une enclave essentiellement constituée d'*adivasi* et de *dalit*, dans un village appelé Samraj. J'ai vu le grand terrain qui leur a été réservé. C'est une colline pierreuse, couverte d'une herbe rare et de broussailles, sur laquelle on déversait des camions entiers de terre alluviale avant de l'étaler en une mince couche pour donner l'impression d'une bonne terre à coton, riche et noire.

Le fin mot de l'histoire, le voici : pour le compte de la compagnie S. Kumars (Magnats du Textile reconvertis en Bâtisseurs de la Nation), le Magistrat du District a acheté la colline, laquelle était en fait un pré communal appartenant aux villageois de Samraj. On en a profité pour acquérir aussi les terres de 84 *dalit* et *adivasi*. Sans aucune indemnisation.

Les villageois, dont le bétail était la principale source de revenus, n'ont plus eu qu'à vendre leurs chèvres et leurs buffles puisqu'ils n'avaient plus aucun endroit où les faire paître. Leur seul moyen de subsistance se trouve (se trouvait) sur les rives d'un petit lac en bordure du village. L'été, quand les eaux se retirent, elles laissent une bande peu profonde de riche limon sur lequel les habitants font (faisaient) pousser du riz, des melons et des concombres.

C'est ce limon qu'a utilisé la S. Kumars comme cosmétique pour recouvrir le sol pierreux de la colline (dont les Rajpoutes de Jalud ne veulent d'ailleurs pas). Les rives du lac sont désormais abruptes et impropres à la culture.

Les gens de Samraj, déjà peu favorisés au départ, n'ont plus qu'à mourir de faim, tandis qu'on met la dernière main au paysage en vue de clichés destinés aux bailleurs de fonds allemands et suisses, aux tribunaux indiens ou à tous ceux qui feraient l'effort de venir jusqu'ici.

Voilà comment l'Inde fonctionne. Telle est la genèse du barrage de Maheshwar. L'histoire du premier village. Que va-t-il arriver aux 59 autres ? Que le mauvais œil poursuive ce barrage ! Que les bulldozers se retournent contre les Magnats du Textile !

Rien, absolument rien, ne saurait justifier de pareils agissements.

Dans de telles circonstances, ne serait-ce qu'envisager un débat sur le relogement et la réhabilitation, c'est bafouer les principes élémentaires de la justice. Transplanter 200 000 per-

sonnes de manière à donner (ou à prétendre donner) de l'eau potable à 40 millions : il y a quelque chose qui ne va pas dans l'énormité même de ces chiffres. C'est une arithmétique fasciste. Qui étouffe toutes les histoires. Écrase le détail. Et réussit à aveugler les gens les plus raisonnables grâce à son éclat visionnaire mais totalement fallacieux.

Quand je suis arrivée sur les bords de la Narmada fin mars 1999, c'était un mois après l'annulation soudaine par la Cour suprême de la décision de suspendre les travaux sur le barrage de Sardar Sarovar. J'avais lu tout ce que j'avais pu trouver sur le sujet (et notamment tous les documents « secrets » du gouvernement). J'avais une idée assez claire des tenants et des aboutissants de l'affaire, de ce qui était arrivé, où, quand et à qui. Et l'histoire se déroulait maintenant sous mes yeux comme un film tragique dont les acteurs m'étaient familiers. Si je n'en avais pas connu les dessous, cette affaire n'aurait pas eu de sens. Parce que dans la vallée, il y a toujours une histoire pour en cacher une autre, et qu'il est trop facile de perdre la clarté d'esprit que procure l'indignation en s'embourbant dans le chagrin des autres.

J'ai terminé mon voyage à Kevadiya Colony, là où tout avait commencé.

C'est à cet endroit, il y a trente-huit ans de cela, que le gouvernement du Gujarat décida d'implanter l'infrastructure dont il aurait besoin pour démarrer les travaux sur le barrage : bungalows pour les visiteurs, bureaux, logements des ingénieurs et de leur personnel, routes conduisant au site, entrepôts pour les matériaux de construction.

L'emplacement se trouve aujourd'hui au sommet de l'arc décrit par le réservoir de Sardar Sarovar et le Canal des Merveilles [« Wonder Canal »], cette « source de vie » du Gujarat, qui va étancher la soif de millions d'individus.

Personne ne le sait, mais Kevadiya Colony est la clé de voûte du Monde. Allez donc vous rendre compte par vous-même, et vous aurez tôt fait d'y découvrir des secrets.

Au cours de l'hiver 1961, un représentant du gouvernement arriva dans un village appelé Kothie et informa les habitants qu'ils allaient devoir céder un peu de leurs terres pour permettre la construction d'une plateforme pour hélicoptères en prévision de la visite d'un personnage extrêmement impor-



tant. Quelques jours plus tard arriva un bulldozer qui rasa les récoltes. Les villageois signèrent des papiers et reçurent une somme d'argent dont ils supposèrent qu'elle était censée les dédommager pour les récoltes détruites. Quand la plateforme fut prête, atterrit un hélicoptère d'où descendit le Premier ministre Nehru. La plupart des villageois ne purent même pas le voir, tant il y avait de policiers autour de lui. Nehru fit un discours. Puis il appuya sur un bouton, et une explosion retentit de l'autre côté du fleuve. Après quoi, il remonta dans l'appareil et repartit<sup>65</sup>. Telle fut l'origine du futur monstre appelé Sardar Sarovar.

Nehru pouvait-il deviner en appuyant sur ce bouton qu'il déchaînait l'apocalypse ?

Nehru parti, le gouvernement du Gujarat arriva en force. Il acquit 800 hectares de terre appartenant à 950 familles issues de 6 villages différents<sup>66</sup>. Ces gens étaient des *adivasi tadvi*, mais comme ils n'habitaient pas très loin de la ville de Baroda, ils n'étaient pas complètement étrangers aux pratiques d'une économie de marché. On leur notifia en bonne et due forme qu'on leur verserait une indemnité et qu'on leur fournirait du travail au barrage. C'est alors que commença le cauchemar.

Les camions et les bulldozers débarquèrent. Les arbres des forêts furent abattus, les récoltes rasées. Ce ne fut bientôt plus qu'un tourbillon de jeeps, d'ingénieurs, de ciment et d'acier. Mohan Bhai Tadvi vit les bulldozers faire table rase de ses 4 hectares plantés de sorgho, de lentilles et de coton. Du jour au lendemain, il se retrouva simple ouvrier agricole. Trois ans plus tard, je dis bien trois ans, il recevait enfin son indemnité : 500 roupies par hectare, en trois versements échelonnés.

Le père de Dersukh Bhai Vesa reçut 3 500 roupies pour sa maison et ses 2 hectares et demi de terres, y compris les récoltes sur pied et les arbres. Il se souvient, quand il était petit garçon, d'avoir marché jusqu'à Rajpipla (le chef-lieu du district), tenant son père par la main. Il se souvient à quel point ils avaient été terrorisés quand on les avait appelés dans le bureau du Tehsildar. Où on leur avait réclamé leur avis d'indemnisation et fait signer un reçu. Comme ils étaient illettrés, ils ignoraient à combien se montait la somme portée sur le reçu.

Tout le monde fut obligé d'aller à Rajpipla, mais ils furent tous convoqués les uns après les autres, à des dates différentes.

Si bien qu'ils ne purent échanger leurs informations ni comparer leurs histoires.

Peu à peu, émergeant de la poussière et du fracas des bulldozers, commença à apparaître la nouvelle configuration des lieux, agressive, encore incertaine. Kevadiya Colony voyait le jour, avec ses alignements sinistres d'appartements, ses foyers pour travailleurs, ses bureaux et ses routes. Toute l'infrastructure sans grâce nécessaire à la construction d'un Grand Barrage. Les maisons des villageois furent démantelées et transférées à la périphérie de la colonie, où les gens habitent encore aujourd'hui, squatters sur leurs propres terres. Ceux qui firent mine de résister furent menacés par la police et l'entreprise de travaux publics qui s'occupait de la construction. Les villageois m'ont dit que cette dernière avait aménagé dans ses locaux une cellule comparable à celle des commissariats, où l'on jette les récalcitrants.

Ceux qui ont été expulsés pour permettre la construction de Kevadiya Colony ne sont pas considérés comme « affectés par les projets » aux termes du contrat de relogement du Gujarat.

Certains travaillent comme domestiques chez les ingénieurs ou comme serveurs à l'hôtel construit à l'emplacement même où se trouvaient autrefois leurs maisons. Peut-on imaginer situation plus dramatique ?

Ceux qui avaient réussi à garder un peu de terre ont essayé de la cultiver, jusqu'au jour où la municipalité de Kevadiya a jugé bon d'introduire des cochons pour se débarrasser des ordures sur la voie publique. Or les cochons ont tendance à s'égarer du côté des champs et à saccager les récoltes.

En 1992, trente ans plus tard, chaque famille s'est vu offrir une somme de 12 000 roupies par demi-hectare, plafonnée à 36 000 roupies, à la condition expresse de vider les lieux ! Et pourtant 40 % de la terre ainsi acquise restent à ce jour inutilisés. Le gouvernement refuse d'en rétrocéder la moindre parcelle. Une dizaine d'arpents achetés à Deviben, aujourd'hui veuve, ont été donnés au Swami Narayan Trust (une importante secte religieuse), qui a certes construit une petite école, mais cultive pratiquement la totalité de la superficie... tandis que Deviben les observe de l'autre côté de la clôture de barbelés. Sur les 100 hectares achetés à Gora, on a expulsé les habitants pour construire des immeubles. Les appartements sont restés vides pendant des années. Le gouvernement a fini par les louer

pour une somme symbolique à Jai Prakash Associates, entreprise de travaux publics spécialisée dans les barrages, qui, dit-on, les sous-loue à titre privé pour 32 000 roupies par mois. (C'est Jai Prakash Associates, la plus grosse entreprise du pays dans son domaine, qui mériterait en fait le nom de bâtisseur de la nation, et qui, soit dit en passant, est propriétaire des hôtels Siddharth Continental et Vasant Continental de Delhi.)

Sur une superficie d'environ 15 hectares a été construite par le ministère de l'Équipement [le PWD, Public Works Department] une absurde copie en béton de l'ancien temple de Shoolpaneshwar, englouti par les eaux du réservoir. La même formation politique qui a mis tout le pays à feu et à sang parce qu'elle persistait à vouloir détruire une vieille mosquée pour mettre au jour un temple inexistant n'a aucun état d'âme quand il s'agit de submerger une route de pèlerinage et des centaines de temples où se pressent les fidèles depuis des siècles.

Elle n'a pas non plus d'états d'âme quand il s'agit de détruire les collines et les bosquets sacrés, les lieux de culte des tribus aborigènes et les anciennes demeures de leurs dieux et de leurs démons.

Elle n'a pas davantage d'états d'âme quand il s'agit d'engloutir une vallée riche en fossiles, microlithes et peintures rupestres, le seul endroit en Inde, selon les archéologues, où subsistent les vestiges d'une occupation humaine continue du sol depuis l'âge de la pierre.

Sans commentaire.

Il n'y a sans doute pas plaisanterie plus sinistre dans la Kevadiya Colony que le musée consacré à la faune de la région. L'Observatoire de la Réserve de Shoolpaneshwar vous fournit, de façon rapide et exhaustive, la preuve que le gouvernement est un fervent adepte de la défense de l'environnement.

Le réservoir de Sardar Sarovar, quand le barrage aura atteint sa hauteur définitive, va submerger environ 13 000 hectares de superbes forêts. (Anticipant sur la submersion à venir, certains ont commencé à abattre goulûment les arbres il y a déjà bien des années.) Entre le barrage de Narmada Sagar et celui de Sardar Sarovar, 50 000 hectares de forêts très anciennes à grandes feuilles seront engloutis. Le Madhya Pradesh affiche le taux de déforestation le plus élevé du pays. Ce qui n'est pas sans rapport avec la diminution du débit de la Narmada et l'envasement

croissant des cours d'eau. Les ingénieurs ont-ils fait le lien entre la forêt, les fleuves et la pluie ? C'est peu probable, étant donné que cela ne fait pas partie de leurs préoccupations. Écologistes et défenseurs de l'environnement se sont à juste titre alarmés devant l'ampleur des dommages que causerait la submersion en matière de microsystemes et d'habitat des espèces animales. Histoire d'atténuer l'impact de tels dégâts, le gouvernement a décidé d'agrandir la réserve naturelle de Shoolpaneshwar à proximité du barrage, au sud du fleuve. Il existe un projet aberrant selon lequel les animaux menacés de noyade par la montée des eaux dans leurs forêts pourraient gagner à la nage des « couloirs » spécialement créés à leur intention et aller se réinstaller tranquillement dans la Nouvelle (!) Réserve (formule améliorée !) de Shoolpaneshwar.

La vie des espèces sauvages et la biodiversité ne seront protégées et préservées qu'à condition de limiter l'activité humaine et de restreindre les droits coutumiers en matière d'utilisation des ressources de la forêt. Les quelque 40 000 *adivasi* issus de 101 villages qui vivent à l'intérieur des limites de la Réserve naturelle de Shoolpaneshwar dépendent de la forêt pour leur subsistance. On va donc les « convaincre » de partir.

Eux non plus n'ont aucun droit au titre de PAPs. Où iront-ils ? Je n'ai pas besoin de vous faire un dessin. Vous connaissez désormais la réponse.

Quels que soient leurs problèmes au quotidien, à l'Observatoire de la Réserve naturelle de Shoolpaneshwar (où un vieux léopard empaillé est obligé de partager un espace déjà réduit avec un ours jongleur poussiéreux), les *adivasi* disposent d'une salle d'exposition rien que pour eux. Aux murs, des sculptures sur bois maladroites, reconnues officiellement comme art des tribus, sont regroupées sous le label « Art tribal ». Au milieu de la salle trône une hutte au toit de chaume, grandeur nature, dont la porte est ouverte. Le chaudron est sur le feu, le chien dort par terre, et tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes. Devant la porte, pour vous souhaiter la bienvenue, se trouvent M. et Mme Adivasi en personne. Couple en papier mâché grossier, mais souriant.

Souriant, vous vous rendez compte ! Autrement dit, ils n'ont pas même droit à la grâce rédemptrice de la colère. Ce dont je n'arrive pas à me remettre.

Mais, j'y songe, je me trompe peut-être sur toute la ligne ! Et s'ils souriaient par fierté nationale ? S'ils débordaient de joie à l'idée d'avoir sacrifié leur vie pour permettre aux populations assoiffées du Gujarat d'avoir de l'eau potable ?

Cela fait vingt ans maintenant que les habitants du Gujarat attendent l'eau que doit leur apporter, du moins le croient-ils, le Canal des Merveilles. Pendant des années, le gouvernement du Gujarat a investi 85 % du budget de l'État consacré à l'irrigation dans le programme Sardar Sarovar, au profit duquel les projets de moindre envergure, plus rapidement et plus facilement réalisables, ont tous été écartés. Toutes les élections, les unes après les autres, ont été disputées et remportées sur la « plateforme de l'eau ». Chacun a mis ses espoirs dans le Canal des Merveilles. Répondra-t-il aux rêves du Gujarat ?

Depuis le barrage de Sardar Sarovar, la Narmada traverse une région de basses terres, longue de 180 kilomètres, avant d'aller se jeter dans la mer d'Oman, à Bharuch. Ce que fait le Canal des Merveilles, en gros, c'est de réorienter le cours du fleuve, l'obligeant à faire un coude de pratiquement 90 degrés vers le nord. Sévère contrainte pour un fleuve. L'estuaire de la Narmada à Bharuch est l'un des derniers endroits connus où se reproduit le *hilsa*, sans doute le poisson préféré des Indiens.

Le barrage Stanley a balayé les *hilsa* de la Cauvery River dans le sud de l'Inde, et le barrage Ghulam Mohammed au Pakistan a détruit leur zone de frai sur l'Indus. Le *hilsa*, comme le saumon, est un poisson anadrome : né en eau douce, il migre vers l'océan au bout de deux ans et revient frayer dans le fleuve. La terrible diminution du débit, l'altération de la composition chimique de l'eau en raison du blocage des sédiments par le barrage vont modifier l'écosystème de l'estuaire de manière radicale et détruire le mélange subtil d'eau douce et d'eau de mer, ce qui ne manquera pas d'avoir des effets désastreux sur le frai. À l'heure actuelle, l'estuaire de la Narmada produit 13 000 tonnes de *hilsa* et de crevettes d'eau douce (qui, elles aussi, se reproduisent dans la saumure). 10 000 familles de pêcheurs vivent de cette production<sup>67</sup>.

La commission Morse avait été stupéfaite de constater qu'aucune étude de l'environnement en aval n'avait été réalisée<sup>68</sup>, qu'aucune recherche n'avait été entreprise sur l'écosystème du fleuve, ses changements saisonniers, ses espèces

biologiques, les modes d'utilisation de ses ressources. Les constructeurs n'avaient manifestement aucune idée des répercussions que pourrait avoir le barrage sur les gens ou l'environnement en aval du fleuve. Ils n'avaient, à plus forte raison, aucune idée des mesures à prendre pour en atténuer les effets.

Le gouvernement s'est contenté de faire savoir qu'il pallierait les pertes encourues par les pêcheries en peuplant le réservoir de poissons d'élevage. (Qui contrôlera le réservoir ? Qui accordera le droit de pêche à ses clients favoris ?) Mais le problème, c'est que, jusqu'ici, les scientifiques n'ont pas réussi à reproduire les *hilsa* en milieu artificiel. Un tel élevage ne peut se faire qu'à l'aide d'œufs provenant d'individus adultes vivant en milieu naturel, lesquels ont toutes chances d'être éliminés par le barrage. Les barrages ont d'ores et déjà éliminé ou mis en danger un cinquième des réserves mondiales en poissons d'eau douce<sup>69</sup>. S'ensuit la « question pour un champion » : où iront les 40 000 pêcheurs concernés ?

Envoyez vos réponses par e-mail au plus attentif des gouvernements...

Au risque de perdre des lecteurs en route — on m'a mise en garde à plusieurs reprises : « Mais qu'est-ce que vous pouvez bien avoir à dire sur l'irrigation ? Et qui peut bien s'intéresser à ce genre de sujet ? » —, laissez-moi vous dire ce qu'il en est réellement du Canal des Merveilles et ce qu'il va effectivement réaliser. Mieux vaut témoigner d'un minimum d'intérêt si vous avez l'intention de soustraire votre avenir aux mains avides du Triangle de Fer.

La plupart des cours d'eau indiens sont alimentés par la mousson. Entre 80 et 85 % du débit se fait pendant la saison des pluies, autrement dit entre juin et septembre. La fonction d'un barrage, d'un barrage d'irrigation, c'est de stocker l'eau de mousson dans son réservoir afin de l'utiliser judicieusement pendant le reste de l'année, en la distribuant alentour grâce à un réseau de canaux. La zone ainsi irriguée est appelée « zone d'influence ».

Comment cette zone, habituée depuis toujours à des irrigations saisonnières et dotée d'une écologie bâtie tout entière autour de cette pluie de mousson, va-t-elle réagir quand elle sera irriguée d'un bout de l'année à l'autre ? Les effets d'une irriga-

tion continue sur le sol sont comparables à ceux des anabolisants sur le corps humain, lesquels peuvent faire d'un athlète médiocre un médaillé olympique. L'irrigation continue fait porter à un sol qui n'en produisait qu'une plusieurs récoltes dans la même année. Des terres sur lesquelles les fermiers faisaient traditionnellement pousser des récoltes peu exigeantes en eau (maïs, millet, orge et toute une batterie de légumes secs) se mettent à donner des récoltes gloutonnes en matière d'eau et facilement commercialisables : coton, riz, soja et, la plus gloutonne de toutes (à l'instar des grosses cylindrées à ailerons des années 1950), canne à sucre. Ce qui revient à changer du tout au tout la structure traditionnelle des récoltes dans la « zone d'influence ». Les gens cessent de faire pousser une nourriture qui est financièrement à leur portée et qu'ils peuvent donc *manger*, pour se mettre à cultiver ce qu'ils n'auront pas d'autre solution que de *vendre*. Et c'est ainsi qu'en devenant dépendants du « marché », ils perdent tout contrôle sur leur vie.

La facture écologique est tout aussi lourde à payer. Même si les marchés résistent, le sol, lui, s'épuise. Avec le temps, il s'appauvrit au point de ne plus pouvoir répondre aux demandes qui lui sont imposées. Peu à peu, de même qu'un athlète qui a pris trop d'anabolisants finit invalide, le sol se dégrade et se vide, et les rendements agricoles commencent à diminuer<sup>70</sup>.

En Inde, la terre irriguée par l'eau des puits est environ deux fois plus productive que celle qui est irriguée par les canaux<sup>71</sup>. Certains types de sol se prêtent moins que d'autres à l'irrigation continue, laquelle tend à faire monter le niveau hydrostatique. Au fur et à mesure que l'eau monte dans le sol, elle absorbe des sels. L'eau saline remonte à la surface par capillarité, et la terre se détrempe. L'eau « trempée » (si vous voulez bien me passer l'expression) est ensuite rejetée dans l'atmosphère par les plantes, ce qui occasionne une concentration encore plus grande de sels dans le sol. Quand cette concentration atteint 1 %, le sol devient toxique pour les plantes. C'est ce que l'on appelle la salinisation.

Une étude<sup>72</sup> menée par le Centre d'Études des Ressources et de l'Environnement de l'Australian National University montre qu'un cinquième des terres irriguées dans le monde est affecté par ce phénomène.

Au milieu des années 1980, on estimait que 25 des 37 millions

d'hectares irrigués au Pakistan étaient soit salinisés, soit détrem-pés, soit les deux à la fois<sup>73</sup>. En Inde, les estimations varient entre 6 et 10 millions d'hectares<sup>74</sup>. Selon certaines études « secrètes » du gouvernement<sup>75</sup>, plus de 52 % de la zone d'influence du barrage de Sardar Sarovar tendent à être détrem-pés et salinisés.

Un peu de patience, je n'en ai pas terminé avec les mauvaises nouvelles.

Les 460 kilomètres bétonnés du Canal des Merveilles, ainsi que le réseau de 75 000 kilomètres de canaux principaux et secondaires, sont censés irriguer un total de 2 millions d'hec-tares répartis sur 12 districts. Ceux de Kutch et de Saurashtra (qui constituent la « vitrine » de la campagne pour éteindre la soif du Gujarat) sont à l'extrême bout de ce réseau.

Ce système de canaux plaque un quadrillage de béton arbi-traire sur le système de drainage naturel existant dans la zone d'influence. Un peu comme si on voulait redistribuer le réseau de veines réticulées à la surface d'une feuille. Quand un canal coupe le trajet d'un drain naturel, il bloque aussitôt le flux d'eau naturelle saisonnière et entraîne le détrem-page. La solution pro-posée par les ingénieurs pour faire face au problème, c'est de faire un relevé du réseau de drainage naturel de la zone et de le remplacer par un système de drainage artificiel, construit en même temps que les canaux. Le problème, comme on peut l'imaginer sans peine, c'est le coût absolument exorbitant d'une telle opération. Lequel n'est pas inclus dans le budget du bar-rage. Il ne l'est d'ailleurs pas dans la plupart des programmes d'irrigation.

David Hopper, vice-président de la Banque mondiale pour l'Asie du Sud, a reconnu<sup>76</sup> que la Banque, en règle générale, n'incluait pas le coût du drainage dans les projets d'irrigation de l'Asie du Sud tout simplement parce qu'un drainage adéquat est inabordable. Une telle installation coûte cinq fois plus cher que l'irrigation de la même superficie. Du même coup, le pro-gramme n'apparaît plus viable.

La solution qu'apporte la Banque au problème, c'est de mettre en place le système d'irrigation et d'attendre... que la salinité et le détrem-page s'installent. Quand tout l'argent est dépensé, que la terre est dévastée et la population désespérée, qui donc montre le bout de son nez ? Le Banquier du coin, pardi. Et pour-quoi donc ses poches sont-elles aussi gonflées ? Parce qu'elles



sont pleines de l'argent qu'il va gentiment prêter pour financer le fameux Projet de Drainage.

Au Pakistan, la Banque mondiale a financé les projets des barrages de Mangla (1967) et de Tarbela (1977) sur l'Indus. Les zones d'influence sont détrempées<sup>77</sup>. Mais la Banque a consenti au Pakistan un prêt de 785 millions de dollars pour son projet de drainage. Elle est en train de faire la même chose en Inde, dans les États du Panjab et de l'Haryana.

L'irrigation sans drainage, c'est comme un réseau d'artères sans veines. Ça ne sert à rien.

Depuis que la Banque mondiale s'est retirée du projet Sardar Sarovar, on ne sait plus trop d'où doit venir l'argent nécessaire au drainage. Ce qui n'a en aucune manière empêché le gouvernement de procéder au creusement des canaux. Le résultat, c'est qu'avant même que le barrage soit opérationnel, avant même que le Canal des Merveilles ait été commandé et qu'une seule goutte d'eau d'irrigation ait été acheminée, le détrempage est en marche. Au nombre des régions les plus touchées se trouvent les colonies de réinstallation.

Il y a une différence entre les concepteurs du projet d'irrigation de Sardar Sarovar et ceux des projets antérieurs. Les premiers ont au moins la décence de reconnaître que le détrempage et la salinisation sont de vrais problèmes et qu'il convient de les traiter.

Mais les solutions qu'ils proposent sont toutes plus farfelues les unes que les autres.

Ils prévoient d'installer un détecteur d'eau électronique tous les 100 kilomètres carrés sur toute la zone d'influence (ce qui représente environ 1 800 détecteurs). Ceux-ci seront reliés à un ordinateur central qui analysera les données et enverra aux têtes de canaux l'ordre d'arrêter l'eau dans les zones montrant des signes de détrempage. On enterrera d'énormes conduites de trois types (« Irrigation », « Drainage » et « Irrigation + drainage »), dont le fonctionnement sera synchronisé électroniquement par l'ordinateur central. L'eau saline sera pompée, mélangée à des volumes d'eau douce calculés mathématiquement par l'ordinateur, avant d'être remise en circulation dans un réseau de drains apparents ou enterrés (pour lesquels il conviendra d'acquérir encore de la terre)<sup>78</sup>.

Pour que l'irrigation soit aussi efficace qu'ils le prétendent, il

faudrait, selon une étude faite par le docteur Rahul Ram pour les éditions Kalpavriksh<sup>79</sup>, ressortir par pompage 82 % de l'eau expédiée dans le réseau du Canal des Merveilles !

Aucun projet d'irrigation électronique n'a jamais été mis en place nulle part, pas même sous forme de projet pilote. Il n'est apparemment venu à l'esprit d'aucun de nos ingénieurs de tester d'abord la méthode sur une portion de terre déjà endommagée. Bien sûr que non ! Il est tellement plus simple d'utiliser l'argent du contribuable pour financer une installation couvrant la totalité des 2 millions d'hectares concernés. Il sera bien toujours temps de voir après si ça marche.

Et si ça ne marche pas ? Aucune importance pour les concepteurs, puisqu'ils continueront à toucher leur salaire. À toucher leur retraite, plus leur prime ou leur indemnisation, enfin bref, ce que l'on touche habituellement au terme d'une carrière qui a consisté à infliger aux gens les pires tourments.

Et comment est-ce que ça pourrait marcher ? C'est à peu près comme si l'on se mettait en tête d'appeler un spécialiste des fusées pour traire une vache récalcitrante. Comment peut-on prétendre faire fonctionner un gigantesque système d'irrigation électronique quand on n'est même pas capable de faire des parois de canaux suffisamment résistantes pour éviter qu'elles s'effondrent et endommagent les récoltes comme les populations ?

Quand on n'est même pas capable d'empêcher l'effritement du Grand Barrage par temps de pluie ?

Pour citer une de leurs propres études : « La conception, la mise en place et le contrôle de l'intégration des nappes phréatiques et des eaux de ruissellement dans les circonstances mentionnées ci-dessus sont complexes<sup>80</sup>. »

C'est le moins qu'on puisse dire.

Et qu'ont-ils à proposer quant à la manière de faire face à cette complexité ?

« Il ne sera possible de faire fonctionner un tel système que si l'ensemble de l'approvisionnement en eau, qu'elle vienne des nappes phréatiques ou du ruissellement, est régi par un seul organisme de tutelle<sup>81</sup>. »

Tiens donc !

Voilà que tout s'éclaire. À qui donc appartiendra l'eau ?

À cet unique Organisme de Tutelle.

Et qui la vendra ? L'Organisme de Tutelle.

Et qui empochera les bénéfiques ? Toujours l'unique Organisme de Tutelle.

Cet organisme a pour projet de vendre l'eau au litre, non pas à des individus mais à des coopératives de fermiers (lesquelles n'existent pas encore, mais on n'aura aucun mal à les créer quitte à forcer ensuite les fermiers à coopérer).

L'eau gérée par ordinateur, contrairement à l'eau ordinaire, est très chère. Seuls en auront ceux qui pourront se l'offrir. Peu à peu, les petits fermiers se feront évincer par les gros, et le cycle du déracinement reprendra du début.

Parce qu'il détiendra l'eau informatisée, l'unique Organisme de Tutelle décidera de qui pourra faire pousser quoi. On annonce déjà que les fermiers recevant de l'eau informatisée n'auront pas l'autorisation de cultiver la canne à sucre parce qu'ils risqueraient d'utiliser l'eau censée revenir aux millions d'assoiffés à l'autre bout du canal. Mais l'Organisme de Tutelle a *déjà* accordé des permis à dix grosses usines de traitement de la canne à sucre qui doivent s'implanter à proximité de la tête du canal<sup>82</sup>.

Dans le Maharashtra, toujours grâce à l'Organisme de Tutelle, même s'il s'agit d'une autre branche, le très puissant lobby sucrier qui occupe un dixième de la terre irriguée de l'État utilise la moitié de son eau d'irrigation.

L'Organisme de Tutelle a également annoncé il y a peu la réalisation prochaine d'un programme d'hôtels cinq étoiles, de terrains de golf et de parcs aquatiques distribués le long du Canal des Merveilles<sup>83</sup>. Quelle raison nous donne-t-on pour justifier pareil programme ?

Que c'est le seul moyen de trouver l'argent nécessaire à l'achèvement du projet initial !

Je m'inquiète vraiment du sort de ces millions de gens qui vivent dans le Kutch et le Saurashtra.

L'eau parviendra-t-elle jamais jusqu'à eux ?

Pour commencer, nous savons de source sûre qu'il y a beaucoup moins d'eau dans le fleuve que le prétend l'Organisme de Tutelle.

En deuxième lieu, en l'absence du barrage de Narmada Sagar, les bénéfiques de l'irrigation prodiguée par celui de Sardar Sarovar seront moindres, la diminution étant estimée entre 17 et 30 %.

Troisièmement, le taux d'efficacité du Canal des Merveilles en

matière d'irrigation (autrement dit la quantité d'eau réelle fournie par le système) a été arbitrairement fixé à 60 %. Or, le taux d'efficacité le plus élevé enregistré en Inde dans ce domaine, compte tenu des fuites et de l'évaporation de surface, ne dépasse pas 35 %<sup>84</sup>. Ce qui revient à dire qu'il est plus que probable que la moitié seulement de la zone d'influence sera effectivement irriguée.

Quelle moitié ? La première.

Quatrièmement, pour parvenir jusque dans le Kutch et le Saurashtra, le Canal des Merveilles doit se frayer un passage à travers les dix usines de traitement, les terrains de golf, les hôtels cinq étoiles, les parcs et les districts de Baroda, Kheda, Ahmedabad, Gandhinagar et Mehsana, tous consacrés aux cultures maraîchères, tous politiquement influents et tous redevables de leur richesse à l'ancien ministre de l'Intérieur Patel. (Et déjà, au mépris de ses propres directives, l'Organisme de Tutelle a alloué à la ville de Baroda une quantité d'eau non négligeable<sup>85</sup>. À partir du moment où Baroda est si bien servi, peut-on imaginer de ne pas en faire autant pour Ahmedabad ? Le poids politique des gros centres urbains du Gujarat suffira à leur assurer la meilleure part du gâteau.)

Cinquièmement, même dans le cas très improbable où l'eau parviendrait effectivement à destination, il faudra la distribuer à ces 8 000 villages en attente.

Il faut savoir que sur le milliard de gens dans le monde qui n'ont pas accès à l'eau potable, 855 millions vivent dans les zones rurales<sup>86</sup>. Or, le coût d'installation d'un réseau constitué de milliers de kilomètres de pipelines, d'aqueducs, de pompes, de stations d'épuration et destiné à fournir en eau potable un habitat rural dispersé est tout bonnement prohibitif. Personne ne songe plus à construire de Grands Barrages pour distribuer de l'eau potable aux populations rurales. Pour la bonne raison que personne n'en a les moyens.

Quand la commission Morse arriva dans le Gujarat, ses membres furent impressionnés par la vigueur avec laquelle l'État s'était engagé à amener l'eau potable dans des districts ruraux<sup>87</sup> aussi éloignés. Ils demandèrent alors à voir les plans détaillés du réseau de distribution. Ces plans n'existaient pas. (Ils n'existent toujours pas à ce jour.)

Quand ils demandèrent si un budget avait été établi, on leur

répondit d'un air détaché que c'était l'affaire de quelque 10 milliards de roupies<sup>88</sup>. Alors qu'une estimation fiable situe les coûts autour de 1 milliard de dollars (environ 30 milliards de roupies). Lequel milliard n'est pas inclus dans le coût global du programme. Alors, d'où viendra l'argent ?

Peu importe. C'était juste histoire de poser la question.

Il est intéressant de noter que le barrage de Farakka qui détourne l'eau du Gange vers le port de Calcutta a réduit les disponibilités en eau potable pour 40 millions de personnes qui vivent en aval au Bangladesh<sup>89</sup>.

Le nationalisme sait parfois être d'une précision mathématique à vous glacer les os.

Tel barrage finit par priver d'eau 40 millions de personnes tandis que tel autre prétend l'apporter à 40 autres millions.

Qui sont ces dieux qui nous gouvernent ? Leurs pouvoirs n'ont-ils vraiment aucune limite ?

Bhaiji Bhai est la dernière personne que j'aie rencontrée lors de ma visite dans la vallée. C'est un *adivasi tadvi* originaire d'Undava, l'un des premiers villages où le gouvernement a commencé à acquérir de la terre pour y implanter le Canal des Merveilles et son réseau long de 75 000 kilomètres. Des 10 hectares qu'il possédait, Bhaiji Bhai en a perdu 8 à la suite du creusement du Canal, cette énorme tranchée qui a éventré sa terre avec ses 200 mètres de large si l'on inclut les chemins de halage et les berges abruptes et incurvées qui font penser à un vélodrome géant.

Plus de 200 000 familles sont sinistrées par le réseau du Canal. Certains ont perdu des puits ou des arbres. D'autres ont vu leur habitation séparée de leurs champs par le Canal, ce qui les oblige à faire deux ou trois kilomètres à pied pour atteindre le pont le plus proche avant de parcourir la même distance en sens inverse, de l'autre côté. 23 000 familles, disons environ 100 000 personnes, seront sérieusement affectées, comme Bhaiji Bhai, par la construction. Mais elles ne sont pas répertoriées au nombre des PAPs et n'ont donc droit à aucune compensation.

Comme ses voisins de la Kevadiya Colony, Bhaiji Bhai s'est retrouvé totalement démuné du jour au lendemain.

Bhaiji Bhai et son peuple obligés de sourire sur les photos des calendriers du gouvernement. Bhaiji Bhai et son peuple, à qui l'on refuse la grâce rédemptrice de la colère. Bhaiji Bhai et

son peuple, écrasés comme des punaises par un pays qu'ils sont censés appeler le leur.

Il était tard le soir quand je suis arrivée chez lui. Nous nous sommes assis par terre et avons bu du thé trop sucré à la lueur des derniers rayons du couchant. Tandis qu'il parlait, les souvenirs se sont mis à affluer, et j'ai soudain éprouvé une sensation de *déjà vu*\*. Sur le moment, j'aurais été incapable d'expliquer pourquoi. Je savais ne l'avoir jamais rencontré. Et puis, brusquement, j'ai compris. Même si je ne le reconnaissais pas, je me souvenais de son histoire. J'avais eu l'occasion de le voir dans un film documentaire, tourné dix ans plus tôt dans la vallée. Il était plus frêle maintenant, et le temps avait adouci sa barbe. Mais son histoire n'avait pas pris une ride. Elle avait toujours la même jeunesse et la même passion. La patience dont il témoignait en me la racontant me brisa le cœur. On sentait qu'il l'avait racontée des dizaines et des dizaines de fois, espérant qu'un jour l'un des étrangers qui passaient par Undava lui porterait chance. Priant peut-être pour que cet étranger soit tout simplement Dieu.

Bhaiji Bhai, ô Bhaiji Bhai, quand laisseras-tu ta colère enfin éclater ? Quand cesseras-tu d'attendre ? Quand diras-tu : « Ça suffit ! » ? Quand prendras-tu les armes, quelles qu'elles soient ? Quand montreras-tu l'invincibilité de ta force terrifiante ? Quand briseras-tu la foi ? Mais la briseras-tu seulement ou la laisseras-tu te briser ?

Pour ralentir une bête sauvage, on lui brise les membres. Pour ralentir un pays, on brise son peuple. En le privant de toute volonté, vous lui prouvez que c'est à vous qui dirigez son destin. Vous lui prouvez à l'évidence que c'est à vous qu'il appartient de décider de la vie, de la mort, de la réussite ou de l'échec de chacun. Pour qu'il ne doute pas de votre pouvoir, vous lui montrez de quoi vous êtes capable et la facilité avec laquelle vous pouvez donner corps à vos envies. Avec laquelle vous pouvez appuyer sur un bouton et anéantir le globe. Avec laquelle vous pouvez déclarer une guerre ou négocier la paix, priver les uns d'un fleuve pour en faire cadeau aux autres, faire verdoyer un désert, abattre une forêt pour en planter une autre ailleurs. Par

\* En français dans le texte.

pur caprice, vous anéantissez la foi d'un peuple en des choses très anciennes : la terre, la forêt, l'eau et l'air.

Une fois votre tâche accomplie, que leur reste-t-il ? Vous, et vous seul. Alors, ils se tourneront vers vous, n'ayant pas d'autre recours. Ils vous aimeront alors même qu'ils vous méprisent. Ils vous feront confiance alors même qu'ils savent de quoi vous êtes capable. Ils seront prêts à voter pour vous alors même que vous leur retirez leur dernier souffle. Ils boiront ce que vous leur donnez à boire. Ils respireront ce que vous leur donnez à respirer. Ils habiteront là où vous transportez leurs possessions. Il le faut bien. Que pourraient-ils faire d'autre ? Ils n'ont pas de tribunal pour demander réparation. Vous êtes leur père et leur mère. Vous êtes le juge et le jury. Vous êtes le Monde. Vous êtes Dieu.

Le pouvoir se renforce non pas seulement de ce qu'il détruit, mais aussi de ce qu'il crée. Non pas seulement de ce qu'il prend, mais aussi de ce qu'il donne. Et l'impuissance est confirmée non seulement par le désarroi des victimes, mais aussi par la gratitude des bénéficiaires (ou du moins de ceux qui se croient tels).

Cette forme moderne de pouvoir, froide et calculatrice, est inscrite entre les lignes des clauses prétendument nobles de constitutions prétendument démocratiques. Et elle est détenue par les représentants élus d'un peuple ostensiblement libre. Et pourtant aucun monarque, aucun despote, aucun dictateur, dans aucun autre pays du globe, à aucune autre époque de l'histoire de l'humanité, n'a jamais eu à sa disposition des armes aussi performantes.

Jour après jour, fleuve après fleuve, forêt après forêt, montagne après montagne, missile après missile, bombe après bombe — presque à notre insu —, on nous brise et on nous anéantit.

Les Grands Barrages sont au « Développement » d'un pays ce que sont les bombes atomiques à son arsenal militaire. Les uns comme les autres sont des armes destinées à la destruction massive. Des armes qu'utilisent les gouvernements pour contrôler leurs gouvernés. Les uns comme les autres, des emblèmes du xx<sup>e</sup> siècle qui signalent un moment de l'histoire où l'intelligence humaine s'est laissé emporter et a oublié son instinct primaire de survie. Des signes de mauvais augure d'une civilisation qui se retourne contre elle-même. Ils représentent la rupture du lien, et pas seulement du lien, mais de l'harmonie qui existe entre l'homme et la planète sur laquelle il vit. Ils interrompent les cir-

cuits qui ont toujours relié l'œuf à la poule, le lait à la vache, la nourriture à la forêt, l'eau au fleuve, l'air à la vie et la terre à l'existence humaine.

Pouvons-nous les rétablir ?

Peut-être. Pas après pas. Bombe après bombe. Barrage après barrage. Peut-être en menant des combats spécifiques avec des moyens spécifiques. Peut-être pourrait-on commencer par la vallée de la Narmada.

Ce mois de juillet nous apportera la dernière mousson du xx<sup>e</sup> siècle. L'armée en haillons de la vallée de la Narmada a déclaré qu'elle ne bougera pas quand les eaux du réservoir de Sardar Sarovar monteront pour recouvrir ses terres et ses foyers. Que vous aimiez le barrage ou que vous le haïssiez, que vous en vouliez ou pas, la simple décence veut que vous connaissiez le prix à payer. Que vous ayez le courage de regarder tandis que les dettes sont acquittées et les comptes réglés.

Nos dettes. Nos comptes. Pas les leurs.

Je compte sur vous.



POLITIQUE DU POUVOIR :  
LA RÉINCARNATION  
DU NAIN TRACASSIN\*

Vous vous souvenez de ce petit bonhomme ? Le gnome capable de changer la paille en or ? Eh bien, le voici de retour, mais, croyez-moi, vous ne le reconnaîtriez pas. Pour commencer, il n'a plus rien d'un gnome isolé et unique. À vrai dire, je ne sais trop comment vous le décrire. Disons qu'il s'est métamorphosé en une sorte d'agrégat, une cabale, un assemblage, un multignome malfaisant, désincarné et transnational. Le nain Tracassin est une notion (une « gnotion »), une manifestation de cette logique blanche, insidieuse et perverse, qui finira un jour par s'auto-détruire. Pour l'instant, rassurez-vous, il est en pleine forme. Et fier comme Artaban. Il règne en maître sur tout ce qui compte vraiment (l'argent). Il a décimé la concurrence, tué tous les autres rois, les autres variétés de rois. Il a réussi à nous convaincre qu'en dehors de lui, nous n'avions plus rien. Qu'il était notre seul salut.

Quel genre de roi, ou de potentat, est donc ce nouveau nain Tracassin ? Puissant, impitoyable, armé jusqu'aux dents. Un souverain tel que le monde n'en avait encore jamais connu. Son royaume : le capital sauvage ; ses conquêtes : les nouveaux marchés ; son ambition : le profit ; ses frontières : le monde ;

\* Personnage d'un conte des frères Grimm.

---

*Première publication dans Outlook, 27 novembre 2000.*

*Traduit de l'anglais par Claude Demanuellé dans L'écrivain-militant, Éditions Gallimard, 2003.*

# ARUNDHATI ROY

## MON CŒUR SÉDITIEUX

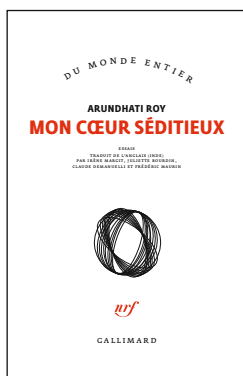
«En des temps meilleurs, on parlait de perspective critique ou de vision du monde alternative. Aujourd'hui, en Inde, on dit sédition.»

*Mon cœur séditieux* réunit le travail de vingt ans de réflexion et d'engagement. En 1998, après le magistral *Dieu des Petits Riens*, Arundhati Roy prend la plume pour s'élever contre le programme nucléaire indien dans plusieurs essais qui signeront le début de son combat politique.

Au travers d'une quarantaine de textes, elle s'intéresse à la politique et aux dynamiques de pouvoir en jeu au sein des gouvernements des puissances mondiales. Dans un environnement de plus en plus hostile, elle décrit avec toujours autant de férocité et de clairvoyance le combat des opprimés, les injustices de castes ou les tragédies écologiques.

Elle observe, comme autrice et comme citoyenne du monde, l'évolution de la société des années quatre-vingt-dix à nos jours. Son écriture radicale met à la portée de tous une réflexion passionnante d'une extrême actualité.

*Arundhati Roy vit à New Delhi. Le Dieu des Petits Riens, son premier roman, a été couronné du Booker Prize et salué comme un événement littéraire dans le monde entier. Elle a également écrit plusieurs essais et documents. Son dernier roman, Le Ministère du Bonheur Suprême, a paru aux Éditions Gallimard en 2018.*



**Mon cœur séditieux**  
**Arundhati Roy**

Cette édition électronique du livre  
*Mon cœur séditieux* d'Arundhati Roy  
a été réalisée le 19 février 2020 par les Éditions Gallimard.  
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage  
(ISBN : 9782072844591 - Numéro d'édition : 348932).  
Code Sodis : U24548 - ISBN : 9782072844621.  
Numéro d'édition : 348935.